

Le Monde

étranger

L'ÉPILOGUE DE LA PRISE D'OTAGES DE NICOSIE

La prise d'otages de Nicosie et l'assassinat de M. Youssef Sebaï ont suscité dans le monde arabe une vive réprobation. Le comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.), dans un communiqué publié samedi, a qualifié ces actes de « lâches et criminels » et dénoncé « ceux qui sont derrière cette opération et qui méritent le nom de la Palestine à de tels actes barbares ».

Selon des informations recueillies à Beyrouth et publiées par les quotidiens « An Nahar » et « As Safir », la délégation palestinienne envoyée samedi soir à Larnaca à bord d'un avion spécial aurait en pour mission de négocier avec les

pirates et d'utiliser la force en cas d'échec. Les commentateurs estiment que la délégation, composée de treize membres, était trop importante pour de simples négociations et relevait la présence à sa tête de responsables de la sécurité palestinienne et non de « politiques ». L'agence Wafa a indiqué qu'elle ne pouvait ni confirmer ni démentir ces informations.

Le Front populaire de libération de la Palestine (F.P.L.P.), tout en réaffirmant qu'il considérait le président Sadate et ses partisans comme « des traîtres à la cause arabe », s'est défendu avec force d'être impliqué dans la prise d'otages.

● A ALGER, la presse a critiqué implicitement l'action des terroristes qui ont opéré à Nicosie et a estimé qu'« il était peu probable que cette action soit le fait des organisations palestiniennes ».

● A KOWEIT, le quotidien « Al Raf Al Aam » a écrit samedi soir que l'assassinat de M. Sebaï constituait « un acte de trahison à l'égard de la cause dont se prévalent les assassins ».

● A JERUSALEM, M. Menahem Begin a adressé samedi soir des messages de condoléances au gouvernement égyptien et à la famille de M. Sebaï. Cette agression, écrit

notamment le premier ministre, « constitue pour le monde arabe une nouvelle et terrible avertissement quant à la véritable nature des terroristes ». Le quotidien « Jerusalem Post » n'hésite pas, quant à lui, à mettre en cause l'Organisation de libération de la Palestine.

● A DAMAS, la radio syrienne a qualifié l'intervention armée égyptienne d'« acte de piraterie ». Elle a souligné que les autorités syriennes avaient accepté la demande chypriote pour que l'avion transportant les terroristes et leurs otages puisse se poser à Damas, où ces derniers devaient être libérés. — (A.F.P., UPI, A.P.)

LES OBSÈQUES DE YOUSSEF SEBAÏ

La foule cairote a lancé des slogans hostiles aux Palestiniens

De notre correspondant

Le Caire. — Les obsèques militaires du « martyr Youssef Sebaï » ont eu lieu, le dimanche 19 février, au Caire, en présence d'une foule considérable et de plusieurs personnalités dont le général Moubarak, vice-président de la République, et M. Mamdouh Salem, premier ministre. Le rite, qui avait démarré la veille, à titre posthume, à son « ami et frère » Youssef Sebaï le collier de la République, n'a pas assisté aux funérailles « étant attendu dans la zone du canal de Suez à l'occasion de l'anniversaire de la naissance du prophète ».

L'assassinat de Youssef Sebaï, homme politique et surtout romancier célèbre au Proche-Orient — on disait de lui qu'il était un « Maurice Druon arabophone » — suscite évidemment, en Égypte, l'indignation officielle et l'émotion de l'homme de la rue. Cependant, en apprenant la mort, bien des Égyptiens, déjà traumatisés par les retus israéliens et arabe devant la nouvelle politique proche-orientale de leur pays, se sont exaltés, avec une sorte de résignation : « Cela devait arriver tôt ou tard ».

Sur le plan de la violence, l'hostilité arabe au voyage du rais à Jérusalem, en novembre 1977, n'avait guère provoqué, jusqu'à présent, que quelques jets de pierre dans les vitres des ambassades égyptiennes à Athènes ou à Beyrouth. Mais on redoutait ici, depuis l'automne dernier, que les menaces de mort portées à Tripoli ou à Damas contre « les traîtres qui sont allés en Palestine occupée » (M. Sebaï avait accompagné le rais à Jérusalem) ne fussent un jour ou l'autre mises à exécution contre un dirigeant égyptien. L'attentat contre Youssef Sebaï vient donner corps à une inquiétude diffuse, mais, en même temps, il est de nature à renforcer le sentiment nationaliste égyptien et anti-palestinien (et plus particulièrement anti-palestinien) qui règne depuis quelques mois dans la vallée du Nil. Le fait que l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) ait condamné l'assassinat de Youssef Sebaï et que des Arabes de plusieurs nationalités, y compris des responsables palestiniens, figuraient parmi les otages, n'ébranlera guère la conviction de la plupart des Égyptiens.

tenue, renforcée par les articles de la presse officielle, qui voient dans le front arabe du refus le véritable responsable de cet événement sanglant. Des cris hostiles aux Palestiniens ont été poussés par la foule lors du passage du cortège funéraire de Youssef Sebaï.

Dans son éditorial, le quotidien caïrote de langue française, le Progrès égyptien, écrit : « Youssef Sebaï est mort parce qu'il appuyait par ses écrits la thèse du règlement pacifique du conflit au Proche-Orient. (...) L'assassinat de Sebaï porte un coup grave à la cause nationale palestinienne, mais la responsabilité de son geste incombe en majeure partie aux vichistes qui ne cessent de hurler des incitations aux meurtres sur les ondes du sinistre drapant libyen (le colonel Kadhafi) et de ceux qui lui emboîtent le pas en Syrie, en Irak et même en Union soviétique. » Il faut ajouter que, selon un rumeur circulant dans les milieux officiels du Caire, les auteurs de l'attentat de Nicosie appartiennent au groupe palestinien dissident d'Abou Nidal, agissant à partir de Bagdad.

Agé de soixante ans, Youssef Sebaï avait une double formation d'officier et de journaliste. Il occupait depuis vingt et un ans le poste de secrétaire général de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.) à Jérusalem, créée par Nasser. L'activité de l'O.L.P., s'étant ralentie depuis la disparition du premier rais, Youssef Sebaï avait assumé, à partir de 1973, les fonctions de ministre de la culture avant d'être nommé, en 1976, à la tête du grand quotidien gouvernemental Al-Ahram. Actif défenseur des options du président Sadate, Youssef Sebaï était l'un des personnages du sérail politique parisien. L'un de la confiance du chef de l'État égyptien. Outre ses écrits et articles d'opinion, il laissait plusieurs essais et romans à succès. Les écrivains caïrotes venaient de programmer un film d'un des meilleurs réalisateurs égyptiens, Salah Abou Seïf, le Parteur d'eau n'est plus, inspiré d'une nouvelle de Youssef Sebaï, ayant pour thème la peur de la mort.

J.-P. PERONCEL-HUGOZ.

LE GOUVERNEMENT ÉGYPTIEN : nous avons donné une leçon aux terroristes.

Le gouvernement égyptien a déclaré, lundi 20 février, que l'opération de commando à l'aéroport de Larnaca avait donné « une leçon aux terroristes » et a blâmé les Chypriotes pour l'effusion de sang. Un communiqué diffusé par la radio précise qu'une soixantaine d'hommes des troupes d'élite ont participé à l'opération.

« Le commando égyptien, affirme le communiqué, a accompli sa mission avec habileté et bravoure, obtenant la reddition des deux terroristes et la libération de tous les otages ».

« Mais, au cours de cette courageuse opération, le commando égyptien fut surpris par l'intervention de la garde nationale chypriote, qui tenta de l'empêcher d'accomplir sa mission ».

« La garde nationale chypriote déstabilisée, au moyen d'une roquette antichar, l'avion égyptien, et une unité blindée chypriote prit part aux combats contre les Égyptiens ».

« Le prétexte à cet état de la force égyptienne aurait été l'absence de la permission des autorités chypriotes, bien que le premier ministre, M. Mamdouh Salem, ait notifié à l'avance ».

« Bien que la force égyptienne ait dû faire face en même temps aux terroristes et à la garde nationale chypriote, elle a accompli sa mission avec succès, tout en perdant plusieurs hommes ».

« L'Égypte a ainsi tenu son engagement de combattre le terrorisme et de défendre devant la justice tous ceux qui tentent de recourir à cette basse méthode. Mais l'Égypte tient à faire savoir clairement aux autorités chypriotes qu'elle n'a pas violé le territoire de Chypre, mais qu'elle les a aidés à faire face à cette agression. Le gouvernement de Chypre sait bien quel rôle l'Égypte a joué dans la libération de Chypre et à quel point l'Égypte veut que soit maintenue l'indépendance de l'île ».

Le film des événements

SAMEDI 18 FÉVRIER

11 HEURES : deux inconnus armés de pistolets et de grandes plumes traversent dans l'hôtel Hilton de Nicosie, où sont réunis les participants à la conférence de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.). Ils sont

feus à plusieurs reprises sur M. Sebaï, secrétaire général égyptien de l'Organisation, et le blessent mortellement. Ils retirent ensuite une dizaine de messages de congrats en otages dans le hall de l'hôtel Hilton, où ils étaient lastre de nombreux délégués arabes, M. Vassou Lymanides, chef du parti socialiste chypriote, qui va servir d'intermédiaire en attendant par téléphone les négociations avec les autorités de l'île.

12 HEURES : les deux agresseurs relâchent la plupart des otages et exigent de partir librement avec deux d'entre eux — tous Arabes — vers un pays non précisé. Un car les emmène à l'aéroport de Larnaca.

13 HEURES : on apprend à Nicosie que les deux terroristes étaient arrivés le 14 février dernier à l'hôtel Hilton où ils étaient installés sous les noms — probablement faux — de Zayed et Ali, détenteur d'un passeport koweïtien, et de Riad Samih El Ahd, muni d'un titre de voyage irakien.

14 HEURES : les autorités chypriotes présentent aux deux otages dénommés Zayed et Ali, le porte-parole de l'O.L.P., M. Abdel Moumen Abou Mayyar, qui est également membre du comité exécutif de l'Organisation de libération de la Palestine (O.L.P.). M. Zayed et M. Ali, représentants de l'O.L.P. à Nicosie, ont été reçus successivement par M. Ahmed Bahadidine, éditeur en chef de la presse égyptienne, et M. Hussein Fakel, l'un des rédacteurs en chef d'Al-Ahram, et ont été par la suite

15 HEURES : les deux terroristes, qui affirment avoir abattu M. Sebaï « parce qu'il avait écrit contre la cause palestinienne », menacent de tuer les otages si les autorités chypriotes ne mettent pas à leur disposition un avion spécial.

17 HEURES : les ravisseurs libèrent l'attaché militaire syrien à Nicosie, M. Souleiman Haddad, avant de monter dans le DC-8 de la Cyprus Airways mis à leur disposition par les autorités. L'appareil décolle une demi-heure plus tard, vers une destination inconnue, peu avant l'arrivée à Nicosie de trois responsables de l'O.L.P. venant de Beyrouth.

20 HEURES : les autorités libyennes refusent l'autorisation d'atterrir à Tripoli. Le commando demande ensuite à traverser l'espace aérien du Liban, de la Syrie, de la Jordanie et de l'Arabie Saoudite pour se rendre à Aden. En cas de refus, les terroristes menacent de faire sauter l'appareil.

24 HEURES : Aden ayant refusé l'autorisation d'atterrir, le DC-8 chypriote se présente à Djibouti à court de carburant. Après quelques instants d'hésitation, l'autorisation d'atterrissage est donnée par le président Hassan Gouled.

15 HEURES : les deux terroristes, qui affirment avoir abattu M. Sebaï « parce qu'il avait écrit contre la cause palestinienne », menacent de tuer les otages si les autorités chypriotes ne mettent pas à leur disposition un avion spécial.

17 HEURES : les ravisseurs libèrent l'attaché militaire syrien à Nicosie, M. Souleiman Haddad, avant de monter dans le DC-8 de la Cyprus Airways mis à leur disposition par les autorités. L'appareil décolle une demi-heure plus tard, vers une destination inconnue, peu avant l'arrivée à Nicosie de trois responsables de l'O.L.P. venant de Beyrouth.

20 HEURES : les autorités libyennes refusent l'autorisation d'atterrir à Tripoli. Le commando demande ensuite à traverser l'espace aérien du Liban, de la Syrie, de la Jordanie et de l'Arabie Saoudite pour se rendre à Aden. En cas de refus, les terroristes menacent de faire sauter l'appareil.

24 HEURES : Aden ayant refusé l'autorisation d'atterrir, le DC-8 chypriote se présente à Djibouti à court de carburant. Après quelques instants d'hésitation, l'autorisation d'atterrissage est donnée par le président Hassan Gouled.

24 HEURES : Aden ayant refusé l'autorisation d'atterrir, le DC-8 chypriote se présente à Djibouti à court de carburant. Après quelques instants d'hésitation, l'autorisation d'atterrissage est donnée par le président Hassan Gouled.

24 HEURES : Aden ayant refusé l'autorisation d'atterrir, le DC-8 chypriote se présente à Djibouti à court de carburant. Après quelques instants d'hésitation, l'autorisation d'atterrissage est donnée par le président Hassan Gouled.

24 HEURES : Aden ayant refusé l'autorisation d'atterrir, le DC-8 chypriote se présente à Djibouti à court de carburant. Après quelques instants d'hésitation, l'autorisation d'atterrissage est donnée par le président Hassan Gouled.

24 HEURES : Aden ayant refusé l'autorisation d'atterrir, le DC-8 chypriote se présente à Djibouti à court de carburant. Après quelques instants d'hésitation, l'autorisation d'atterrissage est donnée par le président Hassan Gouled.

24 HEURES : Aden ayant refusé l'autorisation d'atterrir, le DC-8 chypriote se présente à Djibouti à court de carburant. Après quelques instants d'hésitation, l'autorisation d'atterrissage est donnée par le président Hassan Gouled.

24 HEURES : Aden ayant refusé l'autorisation d'atterrir, le DC-8 chypriote se présente à Djibouti à court de carburant. Après quelques instants d'hésitation, l'autorisation d'atterrissage est donnée par le président Hassan Gouled.

12 HEURES : le président de la République chypriote, M. Spyridon Kyprianou, contacté par téléphone, donne finalement son accord au retour de l'avion à Nicosie et fournit l'assurance aux terroristes qu'ils pourront librement quitter Chypre s'ils souhaitent leurs otages.

15 HEURES : l'appareil se pose à l'aéroport de Larnaca. Les deux membres du commando demandent par radio que « personne ne s'approche de l'avion ». Les négociations reprennent avec les autorités par l'intermédiaire de la radio.

16 HEURES : les deux terroristes demandent à se rendre dans un pays de l'Europe de l'Est. Entre-temps, un avion militaire égyptien, avec à son bord un groupe d'interrogation, s'est posé à Larnaca.

18 HEURES : des combats éclatent sur l'aéroport entre les membres du commando égyptien et la garde nationale chypriote.

19 HEURES : profitant de la confusion générale, les otages réussissent à s'échapper. Les deux terroristes se rendent.

LES MILITAIRES CHYPRIOTES ONT TUÉ QUINZE MEMBRES DU COMMANDO ÉGYPTIEN

(Suite de la première page.)

Le pilote de l'avion indiquait que le ministre égyptien de l'information, venu participer aux négociations avec les deux Palestiniens, se trouvait à bord.

L'autorisation accordée, le chef de la police chypriote, M. Savvas Antoniou, monte à bord de l'appareil et constate qu'il transporte un commando armé fort d'une soixantaine d'hommes et des véhicules militaires. Une mise en garde fut immédiatement adressée à l'ambassadeur d'Égypte, M. Sissak, qui se trouvait sur place. Il lui fut signifié qu'aucune intervention militaire ne pouvait être acceptée sur le sol de la République chypriote.

D'autant plus que le démontement pacifique de l'attitude semblait proche. En effet, le président Kyprianou venait de s'engager en personne auprès des terroristes à leur délivrer des passeports chypriotes et à les laisser quitter l'île librement. Des photographes étaient même réarmés pour les photos d'identité des saut-terminés, ce qui semblait indiquer que les deux terroristes avaient accepté l'engagement du chef de l'État chypriote.

Les Égyptiens ont-ils voulu éviter la remise en liberté des deux terroristes ? Soudain, alors que les premiers otages commencent à sortir du DC-8 des Cyprus Airways, une jeep avec quatre membres du commando égyptien à bord, sortit par une rampe de l'appareil venu du Caire et se dirigea vers l'avion chypriote. Les quatre hommes ouvrirent aussitôt le feu et les occupants de la jeep furent tués. Les soldats égyptiens sortirent alors de leur avion, tirant dans toutes les directions, notamment vers la tour de contrôle — où se trouvaient le président de la République et plusieurs membres de son gouvernement — et vers l'aérogare.

Une fusillade très nourrie s'ensuivit. Des mitrailleuses lourdes, des canons sans recul, des lance-roquettes anti-chars et des mortiers furent utilisés, créant l'effroi et la confusion dans l'aérogare. Le feu cessa vingt minutes plus tard.

De nouvelles négociations, conduites par l'intermédiaire de l'ambassadeur d'Égypte, aboutirent à la reddition du commando, à la faveur de la confusion générale et de la bataille, les deux terroristes s'étant échappés de l'avion, mais ils furent arrêtés. Les otages furent également l'appareil pour gagner l'aérogare.

Aux premières heures de la matinée, ce lundi, le conseil des ministres chypriote a décidé d'inculper les deux Palestiniens pour le meurtre de M. Youssef Sebaï.

Le bilan provisoire de l'opération est très lourd : quinze morts et quinze blessés du côté égyptien. Quarante-deux des membres du commando ont été faits prisonniers. Sept Chypriotes grecs ont été blessés, dont le ministre du commerce et de l'industrie M. Pierides, légèrement atteint.

DIMITRI ANDREOU.

POLITIQUE ET

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● VINGT-CINQ PERSONNES ont été traduites en justice pour complot contre le président Mohammed Daoud, a annoncé Radio-Kaboul, lundi 20 février. Selon la radio, l'assassinat, en novembre dernier, du ministre du plan, s'inscrivait dans cette conspiration fomentée par des « ennemis intérieurs et extérieurs ». Un complot contre le régime avait déjà eu lieu en décembre 1976. — (Reuters.)

Colombie

● CINQ PATYBANS, accusés de délation, ont été exécutés dimanche 19 février dans le nord de la Colombie par des guérilleros, apprend-on de sources sûres à Bogota. Les patybens, selon « l'Armée de libération nationale » (E.L.N., pro-castriste), ont été jugés par un « tribunal révolutionnaire ». Vendredi dernier, trois agriculteurs, accusés de collaborer avec les troupes régulières, ont subi le même sort dans l'est du pays. Ces exécutions ont été attribuées aux « Forces armées révolutionnaires de Colombie » (pro-soviétiques).

Etats-Unis

● L'AGENCE TASS a déclaré, dimanche 19 février, que « les affirmations de M. Robert Holdeman », l'ancien conseiller du président Nixon, selon lesquelles l'U.R.S.S. aurait proposé en 1969 aux États-Unis

de lancer une attaque nucléaire conjointe contre la Chine, étaient « une affabulation totale de tout » (Le Monde du 18 février).

Inde

● M. JAYAPRAKASH NARAYAN a annoncé dimanche 19 février qu'il se retirait de la vie publique pour des raisons de santé. Agé de soixante-cinq ans, « J. P. », comme l'appellent ses compatriotes, est une des figures les plus respectées du pays. Il avait été mis en prison en 1975 par Mme Gandhi lorsqu'elle avait proclamé l'état d'urgence. Libéré au bout de plusieurs mois, il mena la lutte contre Mme Gandhi et fut à l'origine de la coalition des partis d'opposition qui remporta les élections de mars 1977. — (Times.)

Sao-Tomé et Principe

● M. MANUEL PINTO DA COSTA, président de Sao-Tomé et Principe, qui vient de faire état de « l'imminence » d'une invasion de mercenaires (Le Monde du 17 février), récemment échappé à un attentat, a indiqué, samedi 18 février, l'hebdomadaire portugais Expresso. Des explosifs auraient été placés dans une boîte à courrier simalaire à celle dont se sert le président. La substitution a été découverte à temps, écrit le magazine, citant des sources angolaises. — (Reuters.)

SEUIL

REGIS DEBRAY

Lettre aux communistes français et à quelques autres

Didier Buffin
Le Matin

« Régis Debray assène des vérités qui font mal. Les communistes auraient tort de toutes les ignorer. »

Hervé Hamon
Politique Hebdo

« La lucidité a toujours quelque chose d'aveuglant... Debray opère à vif, quand il faut, là où il faut. »

Le Nouvel
Observateur

« Le cri, immense et amer, de tous les flous de l'Union de la gauche. »

Collection Combats dirigée par C. Durand 192 pages, 35 F.

AFRIQUE

LE CONFLIT DE L'OGADEN

La guérilla somalienne dans la région de Harrar ne semble pas à bout de souffle

Tandis que les opérations semblaient toujours marquer le pas dans l'Ogaden, le président Syad Barre a lancé, dimanche 19 février, un appel aux pays arabes invités à « venir le plus rapidement possible au secours de la Somalie afin de lui permettre de repousser l'invasion étrangère ». Le ministre somalien des affaires étrangères a, pour sa part, remis le même jour, au Caire, à M. Boutros-Chali, ministre d'Etat égyptien, un message du chef de l'Etat somalien pour le président Sadat.

A Addis-Abeba, l'envoyé spécial du président Carter,

De notre envoyé spécial

Fiambro (province de Harrar). — Au petit jour, les montagnes sont soudain écho à des bruits d'armes automatiques. « Les Ethiopiens sont arrivés », constate Mohamed Hassan, responsable somalien du secteur. Des premières lignes somaliennes, on aperçoit nettement à la jumelle des silhouettes bouger sur un promontoire à proximité du bourg sans vie de Fiambro. « Toutes les nuits, ils évacuent, ils ont peur qu'on leur joue un mauvais tour et, à leur retour, ils prennent des précautions », explique Hassan. Il s'empare de son téléphone de campagne et donne un ordre.

Fiambro est situé à une vingtaine de kilomètres à vol d'oiseau au nord-est de Harrar, et Jijiga est à une cinquantaine de kilomètres plus à l'est. La bourgade, apparemment intacte, est perchée à 1 000 mètres d'altitude. Sur une ligne de crête assez étroite s'étendent une centaine de toits de tôle, parsemés d'eucalyptus. Quelque plants de caféiers, du bétail, témoignent de la vie semi-nomade du monde musulman somalo-galla des vallées et des pentes de la région. Cette nature constitue un obstacle de taille pour les Ethiopiens : pentes abruptes, ravins, séries de crêtes, hauteurs, plusieurs comme suspendus dans le ciel. Autant de difficultés naturelles pour l'aviation et l'artillerie. « Ici, les chars russes ne pourront jamais passer », ajoute Mohamed Hassan — un nom de guerre, — qui s'est présenté comme un « responsable militaire du F.L.S.O. ».

Qu'ils appartiennent à ce Front de libération ou à l'armée régulière somalienne, les deux mille soldats de ce chef militaire sans insigne sont dispersés par petits groupes mobiles sur les monts du voisinage, comme s'ils avaient pour mission d'en être les yeux et les oreilles. La nuit leur est propice : le téléphone de campagne ou le signal discret d'une torche électrique voilée suffit à guider une patrouille silencieuse. Une voix qui s'élève dans la nuit indique que la route est libre. De jour, l'ennemi ne pourrait repérer que de rares positions fixes.

De petits mortiers ou des bazookas du type B-40 permettent à

ces combattants d'assurer une soudure efficace entre les deux fronts militaires les plus importants : celui de Bahlia, juste au sud, et l'autre, plus à l'ouest en direction de Dire-Daoua et du chemin de fer franco-éthiopien. C'est l'un des enseignements de cette première visite de quelques journalistes sur le front insaisissable de cette guerre de l'Ogaden. Mais ce n'est pas le seul.

Mohamed Hassan affirme que ses unités les plus avancées se trouvent sur l'autre versant de la vallée dominée par Fiambro, à 16 kilomètres seulement de Harrar. Quoi qu'il en soit, la contre-offensive éthiopienne de février n'a jamais réussi, aux alentours de Harrar, qu'à élargir un périmètre de défense étroit et bien vulnérable à des coups de main des Somaliens. En quatre ou cinq heures de marche nocturne, ces derniers peuvent encore se faufiler assez en avant, entre les positions ennemies, pour lâcher une salve de mortier sur la ville. Les Somaliens affirment que les Ethiopiens ont décroché de Fiambro le 26 janvier. Dans ce secteur si proche de Harrar, les combats sont loin d'être finis.

Si les duels d'artillerie sur le col de Bahlia sont nettement perceptibles d'ici, les forces somaliennes font, à Fiambro, une guerre aux moyens plus modestes. Pour rejoindre ce front à partir de Jijiga, il aura fallu à un vieux Dodge américain — une prise de guerre — deux heures sur des pistes défoncées par les premières pluies. Les derniers kilomètres seront couverts toutes lumières éteintes pour ne pas devenir la cible d'un canon ennemi. L'ultime étape se fera à pied, de nuit, en file indienne sur des sentiers de montagne. Une marche de quatre heures pour franchir une dizaine de kilomètres. Mise à part l'apparition fugitive d'un hélicoptère, l'aviation de l'adversaire ne se manifestera pas et son artillerie ne se signalera que par quelques nuages de poussière s'élevant dans un fond de vallée. Visiblement, les forces somaliennes se conduisent, dans le secteur de Fiambro au moins, comme des guérilleros bien entraînés, à

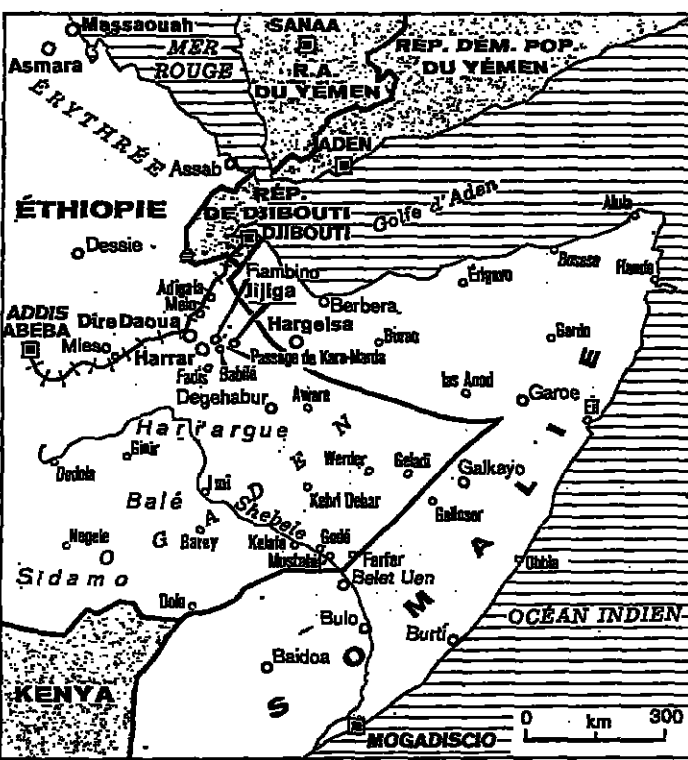
M. David Aaron, a qualifié, samedi, avant de regagner les Etats-Unis, sa mission de « très constructive ». Le lieutenant-colonel Mengistu, chef de l'Etat éthiopien, a déclaré, pour sa part, le même jour qu'aucun règlement négocié n'est concevable dans la corne de l'Afrique, « tant que des tentes ennemies demeurent plantées sur notre sol ». A propos de l'Erythrée, il a notamment déclaré que, si la situation politique est impossible, « le problème sera réglé par les sangs des fils et filles authentiques de notre pays ».

symbolise avec les forces somaliennes demeurées sur place ? On peut se le demander.

En crepuscule, de jeunes nomades continuent de diriger vers leurs enclos des troupeaux de chèvres, de chameaux et de zébus apparemment peu dérangés par le voisinage du front. La guerre semble alors s'effacer devant un rythme de vie séculaire.

Certes, en bonne logique, les Somaliens devraient perdre la partie, sauf s'ils reçoivent des armes lourdes. Mais, de toute façon, les combats promettent de s'étaler sur des mois. Dans le Harrar, les Somaliens et leur front de libération font la guerre des gaux. C'est celle qui leur convient le mieux et ils ne donnent guère l'impression d'être à bout de souffle.

J.-C. POMONTI



Visite impromptue au camp éthiopien de Tatek

Addis-Abeba (de l'envoyé spécial de l'A.F.P.). — Marie Jomard, à une trentaine de kilomètres à l'ouest d'Addis-Abeba, est le camp d'entraînement des miliciens éthiopiens, fer de lance de l'armée rouge que les dirigeants révolutionnaires sont en train de créer. Il aurait déjà formé, depuis mars 1977, trois cent mille miliciens. Pour la première fois, un journaliste occidental a pu visiter ce camp interdit aux Ethiopiens comme aux étrangers. J'y ai été admis à la suite d'un malentendu. N'ayant pas été révoqué à temps pour le départ du groupe de journalistes invités par le gouvernement éthiopien, je me suis rendu à Tatek, mentionné par les organisateurs mais qui, en réalité, ne faisait pas partie du programme des visites.

Dès l'approche du camp, un premier barrage militaire. Après des palabres, le tazi est autorisé à pénétrer au camp. L'entrée du camp qui s'étend sur plusieurs kilomètres, est fortement gardée par des miliciens en treillis camouflés portant des « kalachnikov ».

Il est près de 7 heures. Des jeep, conduites par des Soviétiques en treillis verts, commencent à arriver, suivies de camions, également conduits par des Soviétiques, et aussi, semble-t-il, par des Cubains.

Après de nouvelles discus-

sions, un milicien très jeune, comme la plupart de ceux que nous avons rencontrés, consent à me laisser entrer et prend place dans le tazi. Nous avançons vers le quartier général. La route est jalonnée de postes de garde reliés par des téléphones de campagne. Plusieurs centaines de baraquas en tôle préfabriqués sont entourés d'autres d'entraînement et de champs de manœuvres. Des centaines de miliciens font des exercices en plein air ou préparent leur popote sur des feux de bois. Nous ne voyons pas d'armement lourd, mais il est vrai que nous ne nous soucions pas de la route.

L'entraînement dure en moyenne trois mois. Les premiers miliciens étaient des paysans, des ouvriers, des chômeurs, ainsi que des volontaires. Ils ont d'abord été envoyés en Erythrée pour se battre contre les mouvements de libération de cette province septentrionale et ont quadrillé Addis-Abeba entre mai et juillet derniers. Plusieurs dizaines de milliers d'entre eux sont à présent sur le front de l'Ogaden, 80 000, dit-on de sources informées.

Ma visite impromptue a causé un certain remue-ménage au quartier général du camp. Il a fallu près de trois heures pour prouver ma bonne foi. La garde qui avait laissé entrer le véhicule a été immédiatement mise aux ar-

« JEUNE AFRIQUE » : l'intérêt de l'Afrique est que l'U.R.S.S. et Cuba soient là.

Dans l'éditorial de l'hebdomadaire Jeune Afrique, en date du 22 février, M. Bechir Ben Yahmed écrit :

« En ces semaines où le conflit somalo-éthiopien emplit les esprits, rien n'est plus important pour les Africains que de garder la tête froide et de raisonner sans préjugés. Rejetons les schémas de droite et ceux de gauche qui obscurcissent la vérité et posons-nous la seule question qui importe : où est l'intérêt de l'Afrique ? »

« L'intérêt de l'Afrique, à partir du moment où elle n'a pas réussi à rejeter toutes les interventions et les dominations extérieures — dont celle de la France, — est que l'U.R.S.S. et Cuba

soient là : en tout cas puissent répondre : « présent ». Sans elles, la colonisation portugaise et, avant elle, la française, auraient traité davantage. Sans elles, les deux rejets de l'Occident que sont la Rhodésie de Ian Smith et l'Afrique du Sud de Vorster seraient plus forts ; sans elles, les bombes à retardement belgo-anglaises qu'on étale au Katanga et le Biafra auraient causé plus de dégâts. D'une manière générale, sans elles, la domination et l'exploitation occidentales auraient été plus pesantes.

« Sur le plan des principes, que ce soit en Afrique ou au Moyen-Orient, l'Union soviétique et Cuba ont eu jusqu'ici une attitude impeccable ».



Nous aussi, nous faisons des sondages d'opinion.

De nos jours, le sondage d'opinion est un genre très pratiqué. Chez nous, il est permanent depuis deux ans.

En effet, dans chaque voiture Avis, on trouve une carte d'appréciation que chaque client peut remplir en fin de voyage.

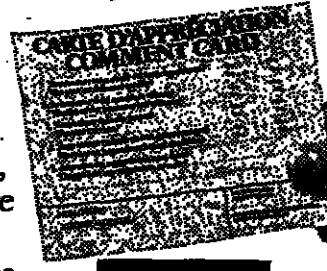
Depuis 2 ans, à notre sondage d'opinion, il y a eu peu d'abstentionnistes et les résultats sont plutôt flatteurs pour nous (l'indice de satisfaction dépasse de très loin ceux qu'on a l'habitude de lire). En créant cette carte d'appréciation nous courions le risque d'avoir des jugements défavorables. C'était un risque, c'est devenu un stimulant.

Pour mériter vos éloges, il faut que vous ayez la liberté de nous blâmer.

Avis loue des Simca-Chrysler et d'autres grandes marques.

En dehors des agences Avis, vous pouvez réserver votre voiture Avis auprès de notre Centre de réservation Tél. 584.12.58 ou auprès de votre agence de voyage.

Après vos voyages, envoyez-nous une carte.



AVIS

Nous essayons toujours d'en faire plus.

semble nationale va coïncider
habilitations de vétérans de

Hongkong

4, place d'Éna - Paris 16^e.

La préparation des élections législatives

Si l'opposition l'emporte

- Nous aurons l'occasion de parler avec elle
- Nous aurons de sérieuses difficultés sociales

déclare M. Ceyrac

Invité, dimanche 19 février, du « Club de la presse » d'Europe 1, M. François Ceyrac, président du C.N.F.P., a repris, pour l'essentiel, les arguments développés par l'organisation patronale depuis plusieurs mois. Longuement interrogé sur sa prise de position contre le programme commun, il a tenté de démontrer que le C.N.F.P. n'avait pas pris parti sur un problème politique, mais qu'il était « conscient » de proposer certaines conceptions économiques et sociales.

« Je ne comprendrais pas une démocratie dans laquelle nous serions muets », a expliqué M. François Ceyrac. « Je ne comprends pas qu'on mette en cause la liberté d'expression des chefs d'entreprise du nom d'une certaine vision des rapports sociaux. Nous n'attaquons personne. Nous ne sommes pas d'ailleurs pris qu'un programme, c'est-à-dire à des idées. Je n'ai jamais attaqué des chefs de parti en tant que tels. Nous avons le droit de parler de grandes options, de grandes idées nationales, il reviendra ensuite aux électeurs de trancher. » Le président du C.N.F.P. ne fait pas de grande différence entre le programme socialiste proprement dit et le programme commun initial, car, « si c'est celui du P.S. qui l'emporte, il sera à supporter des pressions redoutables ».

• M. Pierre Mauroy, membre du secrétariat du P.S., a déclaré, samedi 18 février à Lille, à propos du chiffre du programme commun actualisé par les socialistes : « Comment les travailleurs ne seraient-ils pas indignés d'entendre le même jour à la télévision, dans le même journal, M. Georges Seguy et M. Jacques Chirac faire la même déclaration. Il est inadmissible que le secrétaire général d'une grande centrale ouvrière utilise les mêmes contre-arguments que M. Chirac pour combattre le parti socialiste. »

• Les mesures sociales du P.S. sont « inacceptables », écrit M. Henri Krasucki dans la Vie ouvrière, l'hebdomadaire de la C.G.T. (20 au 26 février). « Les mesures pratiques (du P.S.) sont le contraire des promesses sociales énoncées. (...) En tout cas, c'est à l'opposé de ce que nous avons dit et fait ensemble. Si demain un gouvernement dit de gauche devait nous présenter cela dans une assemblée, ce serait inacceptable, impossible à signer par la C.G.T. »

Interrogé sur son attitude en cas de victoire de l'opposition, M. Ceyrac a déclaré : « Nous aurons l'occasion de parler avec elle dans une optique évidemment différente de celle de la majorité actuelle. Cela nous est arrivé en d'autres temps. Ce qui nous fait peur, ce n'est pas le dialogue avec des gens qui ont des opinions différentes des nôtres. C'est le fait que nous ne sommes pas sûrs du tout de pouvoir empêcher un certain nombre de décisions dont nous avons la conviction qu'elles seront mauvaises pour l'économie nationale. » En tout cas, M. Ceyrac est « convaincu » que « si l'opposition l'emporte, compte tenu des développements politiques actuels au sein de celle-ci, nous aurons des grèves et de sérieuses difficultés sociales. Dans notre pays, chaque fois que l'opposition l'emporte, des grèves et des mouvements sociaux ont marqué ce succès ».

M. Ceyrac souhaite-t-il, en cas de victoire de la majorité, la reconduction de M. Barre ? « Ce n'est pas nous qui ferons le prochain gouvernement. Le seul problème que je me pose dans cette hypothèse, c'est de savoir si le futur gouvernement aura l'autorité et le courage pour prendre un certain nombre de mesures qui permettront à l'économie française d'avoir devant elle un avenir solide. La politique de M. Barre était une politique de lutte contre l'inflation et de rétablissement des grands équilibres. Je crois qu'elle a donné des résultats appréciables. Je pense simplement qu'elle n'est pas terminée. Nous souhaitons que soit poursuivie en même temps une deuxième politique fondée sur la réanimation de nos entreprises. »

En ce qui concerne la nationalisation des secteurs subventionnés massivement par l'Etat (sidérurgie), M. Ceyrac estime que ce dernier « a le droit et le devoir de se préoccuper de l'avenir et de la sécurité des subventions ou des prêts qu'il a consentis. Je ne vois pas en quoi une intervention plus accrue des salaires dans la gestion changerait quoi que ce soit. Ce sont les contribuables, et non les salariés qui sont « dans le coup » (...). La meilleure politique pour l'Etat est d'obtenir, dans des conditions qu'il lui appartient de déterminer, les remboursements des sommes qu'il a avancées beaucoup plus que leur abandon sous la forme d'une nationalisation, par exemple ».

LOZÈRE : M. Gilbert de Chambrun se présente.

M. Gilbert de Chambrun, maire de Marvejols, ancien député progressiste sous la IV^e République (1945-1958), a annoncé sa candidature dans la 2^e circonscription de la Lozère, où se représente M. Jacques Blanc, secrétaire d'Etat à l'Agriculture. Il bénéficie du soutien du parti socialiste, qui a retiré la candidature de M. Pierre Gasco. M. Gilbert de Chambrun aura comme suppléant M. Pierre Bousseyrol (P.S.), adjoint au maire de Saint-Chély-d'Apcher.

(Né le 2 novembre 1908 à Paris, ministre plénipotentiaire, ancien directeur des conventions administratives et consulaires (1955-1974), ancien membre du Conseil municipal de la ville de Paris, M. Gilbert de Chambrun est l'oncle de M. Charles de Chambrun qui fut député appartenant à l'U.D.R. de la Lozère et secrétaire d'Etat de 1968 à 1969. Ses activités dans la Résistance et sa forte personnalité lui valent depuis longtemps une grande popularité dans le département. Parvenu partisan de l'union de la gauche, il est surnommé « le marquis rouge » par ses adversaires.)

AIN. — M. Louis Fusari, candidat D.C. dans la 2^e circonscription (Gyonnaz), pour signaler qu'il n'a pas été « évincé » du parti radical dont il fut l'un des dirigeants, mais qu'il a donné sa démission de ce parti le 8 novembre 1977 « en raison, écrit-il, de mon désaccord total avec les méthodes de J.-J. Servan-Schreiber et de sa clique ».

CORSE. — L'U.P.C. (Union de la population corse), mouvement autonomiste qui ne présente pas de candidats, appelle les électeurs de la Corse à ne pas accorder leurs suffrages à quatorze candidats, considérés soit comme des « chefs de clan », soit comme des

D'un département à l'autre

« candidats du pouvoir ». En revanche, six candidats sont épargnés par l'U.P.C., qui souhaite leur succès. Il s'agit, dans la 1^{re} circonscription de Haute-Corse, de Mme Lucile Molinelli, candidate écologiste ; dans la 2^e circonscription de ce département, de M. Vincent Carjoni, candidat du P.S., conseiller général de Molta-Verde ; dans la 3^e circonscription de la Corse-du-Sud, de M. Dominique Buschini (P.C.), maire de Sartène, Paul Etouri (P.S.), Tousseint Luciani (M.R.G.), conseiller général de Petreto-Bicchiasa, et Denis de Rocca-Serra (régionaliste).

LOIRE. — M. Pierre-Roger Gausson (réf.), actuellement député de la 1^{re} circonscription comme suppléant de M. Michel Dumas, n'est plus le suppléant de celui-ci, qui a choisi comme nouveau suppléant M. Jean-Pierre Vallard, trente et un ans, sans étiquette politique.

MEURTHE-ET-MOSELLE. — M. Dupuy de Méry, président du comité de soutien à l'arrondissement, est le candidat de l'Union des Français de bon sens (U.F.B.S.) dans la 1^{re} circonscription de la Meurthe-et-Moselle dont le député sortant est M. Jean-Jacques Servan-Schreiber, président du parti radical.

PARIS. — M. Abel Thomas (rad.) sera le suppléant de M. Jacques Dominati (P.R.), secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, candidat dans la 2^e circonscription (II^e et III^e arrondissements). Le R.P.R. a investi dans cette circonscription M. Guy Longeville, conseiller municipal, membre du parti radical. Le suppléant élu aux côtés de M. Dominati en 1973, Gérard Lebarde, est décédé.

PARIS. — Dans la 14^e circonscription (13^e arrondissement),

M. Jean Turco, député sortant R.P.R., ancien suppléant de M. Hubert Germain, annonce qu'il ne se représente pas. M. Alexandre Sanguinetti, ancien ministre, a été investi par le R.P.R. dans cette circonscription.

PARIS. — Un « bus-exposition » sur la misère du dix-huitième arrondissement, a été inauguré, samedi 18 février, par MM. Henri Fisselin (P.C.), député sortant, candidat dans la 28^e circonscription (dix-neuvième arrondissement), et Jean Gajer, candidat communiste dans la 25^e circonscription (dix-neuvième arrondissement), contre M. Chanaud, député (P.R.) sortant. Cet ancien autobus à plate-forme, peint en bleu et rouge, circulera pendant trois semaines à travers la 25^e circonscription. A chacun de ses arrêts, les passants pourront visiter l'exposition qui est présentée à l'intérieur et qui montre plusieurs lettres, pétitions, photos et autres documents concernant les expulsions, les ventes-saisies, la vie quotidienne dans les H.L.M.

BAS-RHIN. — M. Ernest Rickert, ancien député, se présente comme candidat indépendant dans la 1^{re} circonscription du Bas-Rhin dont le député sortant est M. René Radies (ex-R.P.R.) qui ne se représente pas. Elu en 1973 dans la 2^e circonscription comme suppléant de M. André Bord (R.P.R.), secrétaire d'Etat chargé des relations avec le Parlement, M. Ernest Rickert avait quitté le R.P.R. en même temps que M. René Radies, en mars 1977, lorsque tous deux avaient été écartés de la liste présentée à Strasbourg par le Mouvement gaulliste et le C.D.S. aux élections municipales.

BAS-RHIN. — Des militants du CERES, regroupés dans le

mouvement Initiative socialiste en Alsace, ont décidé, afin de s'opposer à « la solution consensuelle de gauche », de soutenir dans la 2^e circonscription le candidat du Front autogestionnaire, M. Claude Ratzman. Celui-ci aura pour suppléant M. Jean Jaquinod, l'un des fondateurs d'Initiative socialiste en Alsace. Le Front autogestionnaire regroupe des militants du P.S.U. et des écologistes. Le député sortant de cette circonscription est M. Ernest Rickert (N.L.).

HAUTS-DE-SEINE. — 4^e circonscription (Cligny, Levallois) : Mme Edith de Villepin, P.R., n'est pas candidate à part entière, comme nous l'avons indiqué dans le Monde du 18 février, mais suppléante de M. Jean-Paul Berolet (U.D.F.-radical).

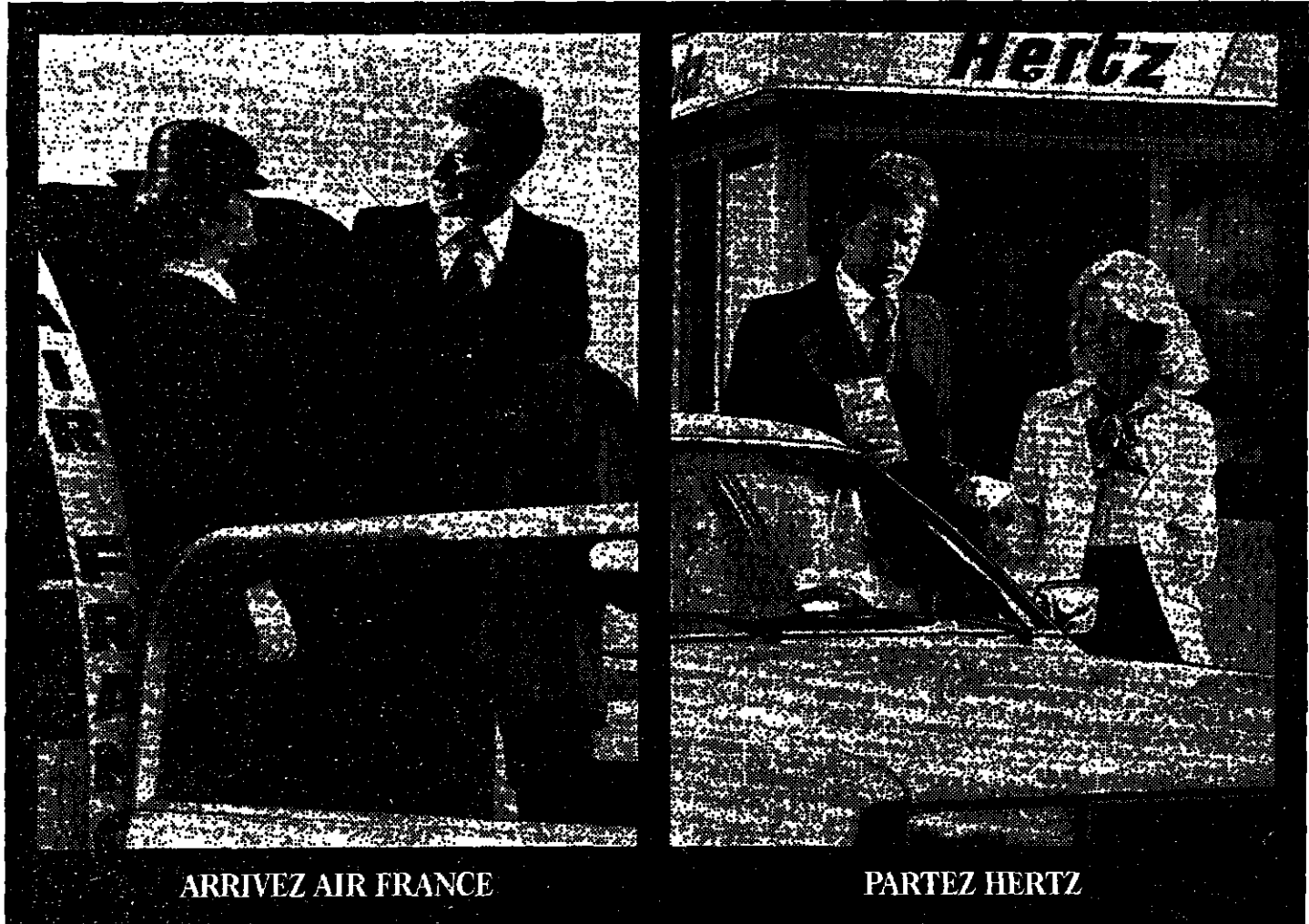
REIMS. — Le R.P.R. a décidé de retirer le candidat qu'il avait investi dans la 6^e circonscription (Villeurbanne). Le R.P.R. apporte son soutien au candidat du C.N.I., M. Michel Riquelmy. Cette circonscription est la seule, après ce retrait, à n'avoir ni candidat R.P.R. ni candidat communiste. Le P.C. s'étant effacé devant M. Claude Bourdet.

Le Front autogestionnaire présente des candidats dans dix des treize circonscriptions de ce département, et notamment dans la 13^e, où il sera représenté par M. Maurice Sochère (P.S.U.), qui dirigeait la liste Bron-Rologie aux élections municipales.

LE MONDE

met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être LA MAISON que vous recherchez.

Hertz No 1. Partez



Avec nous, vous allez plus vite.

Avec Hertz No 1, à peine descendu d'avion, vous voilà déjà au volant d'une Ford, ou de toute autre bonne voiture, entièrement nettoyée et vérifiée. Dès l'atterrissage, vous avez ainsi gagné beaucoup de temps et évité pas mal de complications : c'est notre souci n° 1, car nous savons que c'est le vôtre.

Et une fois que vous aurez apprécié le service Hertz No 1, vous voudrez rejoindre le Hertz No 1 Club : c'est gratuit... et quel gain de temps !

Lorsque vous êtes membre du Hertz No 1 Club, il vous suffit de téléphoner, avant votre départ, à votre agent de voyages ou à Hertz.

Où que vous alliez en Europe, une voiture Hertz,

fin prête, vous attend. Il ne manque que votre signature au contrat de location que nous avons déjà rempli. Pas de temps perdu : montrez simplement votre permis de conduire, signez et prenez le volant.

Si vous le désirez, vous réglez avec l'une des principales cartes de crédit ou bien encore avec la carte de crédit Hertz (nous ne vous comptons pas d'intérêts).

Quel que soit votre choix, vous ne perdez pas de temps. C'est votre souci n° 1. Et c'est aussi le nôtre.



Hertz No 1 Club.
Téléphonez. Signez. Partez.

PARIS (01) 788.51.51 - LYON (78) 27.28.88 - NICE (93) 83.07.01

Hertz loue aussi des véhicules utilitaires.

Seul Qualitel précise techniquement la qualité de votre futur logement.

Vous êtes à la recherche d'un logement neuf ?



Qualitel est un organisme qui, au-delà des apparences, vous permet de faire la différence entre un logement ou un autre. La méthode d'examen Qualitel, employée par des techniciens strictement habilités, aboutit à l'établissement d'un profil qui vous donne, dès le stade du projet, des indications précises et précieuses.

Avec le profil Qualitel vous serez renseigné sur des éléments importants de votre futur logement : confort acoustique et thermique, installation électrique, plomberie sanitaire, etc., et aussi sur l'environnement.

Le profil Qualitel est sollicité par les constructeurs, promoteurs, etc. Certains, qui réalisent des opérations avec l'aide de l'Etat sont obligés de le mettre gratuitement à votre disposition, d'autres peuvent aussi vous en faire profiter. Demandez-le.

La méthode Qualitel est propriété de l'Etat.

Le profil Qualitel est exclusivement établi par l'Association Qualitel. Renseignez-vous auprès de Qualitel : 136, Bd St-Germain, 75006 Paris. Tél. 329.00.60.



POLITIQUE

La préparation des élections législatives

Les dépenses publiques envisagées par le parti socialiste créeraient un déficit budgétaire très important

Le recours à un impôt exceptionnel sur le revenu en 1978 est envisagé pour un million de gros contribuables

L'examen des comptes économiques pour 1978 et 1979 présentés le 14 février par le parti socialiste laisse perplexes (lire « Le Monde » du 15 février et l'article de Paul Fabra).

Les dépenses et les recettes supplémentaires que le gouvernement de gauche envisageait durant la session parlementaire de printemps sont calculées, les premières pour neuf mois d'application, voire moins, les secondes sur une année complète, ce qui empêche toute comparaison valable des uns et des autres et donc tout calcul précis du déficit budgétaire réel. En tout état de cause, celui-ci paraît devoir être plus important que ne l'a estimé le parti socialiste.

Les charges nouvelles qui seraient inscrites dans le budget de 1978 rectifié ne seraient pas, en 1978, compte tenu des délais nécessaires pour les faire voter

et les appliquer. On n'engage pas certaines dépenses en un tournemain. Ainsi, par exemple, le recrutement des deux cent mille agents pour les services publics et locaux entraîne, dans les comptes du P.S., une dépense de 3,3 milliards de francs. Or le coût moyen, pour le budget de l'Etat, de la création d'un poste dans la fonction publique, est d'environ 50 000 francs par an. C'est dire que la création de deux cent mille emplois publics coûterait à l'Etat 10,5 milliards de francs en année pleine, soit plus du triple de ce qui est inscrit (le P.S. estime ce coût à 8,8 milliards de francs sur un an). Quel qu'il en soit, ces chiffres prouvent bien que les postes seront créés progressivement, tout au long de l'année. L'Etat ne les financera pleinement en 1978 que pendant cinq mois en moyenne.

On pourrait multiplier les exemples. En fait, pour avoir une juste idée de l'importance des dépenses de l'Etat « engagées » par le parti socialiste, il aurait fallu que celui-ci fournisse le détail des charges entrainées pour toute l'année 1979 par les décisions prises au printemps 1978. Cette analyse détaillée n'est malheureusement

pas donnée. Le P.S. indique tout de même un chiffre intéressant : celui des dépenses publiques de l'Etat, l'année prochaine, qui atteindraient 535 milliards de francs. Comparées au niveau des dépenses prévues dans le budget de cette année, par le gouvernement Barre (398 milliards de francs), la progression est de 34,5 %. Elle est donc considérable. Mais, bon an mal an, les dépenses publiques augmentent depuis quinze ans à un rythme annuel moyen d'environ 11 % à 13 %.

Les recettes supplémentaires de l'Etat prévues par le parti socialiste auraient dû, elles aussi, pour

pouvoir être comparées aux dépenses n'être prises en compte que pour les mois restant à couvrir entre le moment où le Parlement aura voté les modifications de la législation fiscale et la fin de l'année 1978, ou plus précisément entre le moment où ces modifications commenceront à s'appliquer et la fin de l'année. Dans le cas d'impôts recouvrés en une seule fois, comme l'impôt sur la fortune, il apparaît irréaliste d'escompter des recettes importantes en 1978. Encore certains chiffres sont-ils complètement incompréhensibles, d'autres sont-ils des mesures sur lesquelles le P.S. demeure muet.

Les aléas des mesures fiscales

● L'impôt sur les grandes fortunes et les plus-values rapporterait 4 milliards de francs. — Le parti socialiste instaurerait un système d'impôt sur la fortune dans lequel les contribuables déclareraient eux-mêmes leurs biens et la valeur vénale de ces biens (terrains, propriétés, résidences, établissements professionnels possédés en propre, actions...). Ce système est très séduisant, car il évite à l'administration de l'Etat, coûteux et finalement peu satisfaisants recensements, comme ceux qui ont été faits il y a quelques années pour les propriétés bâties. Associé de la menace de sanctions en cas de fausse déclaration et, au contraire, de récompense en cas de comportement loyal du contribuable, ce système pourrait remplacer avantageusement les méthodes administratives actuelles. Mais un tel bouleverse-

ment des habitudes impliquerait une longue et patiente information du public, une application progressive et expérimentale. Les mécomptes occasionnés par l'application précipitée de la nouvelle taxe professionnelle ne sont pas si éloignés qu'on puisse déjà les avoir oubliés. Il faut aussi savoir que très peu de contribuables ont déclaré leur signes extérieurs de richesse pour le calcul à l'impôt exceptionnel créé par M. Barre, en 1976.

Un tel système déclaratif de la fortune possédée exigerait aussi un temps d'adaptation pour les services fiscaux. Pour toutes ces raisons, il apparaît très irréaliste de compter sur un rendement — autre que symbolique — en 1978, d'un impôt sur la fortune qui serait voté au printemps de la même année. De plus, il faut bien voir que l'application hâtive d'un

tel impôt risquerait d'aboutir à des injustices — dans la prise en compte de la matière imposable, notamment — contredisant le souci d'équité qui, précisément, justifie cet impôt. La valeur vénale des propriétés non-bâties en particulier, très mal connue.

Quant à l'impôt sur les plus-values, les socialistes ont l'intention d'en modifier les dispositions actuelles (profondément, même, pour les plus-values mobilières), cela afin qu'une grande partie de la matière imposable n'échappe pas au fisc. On peut donc de nouveau prévoir de longs et probablement difficiles débats au Parlement, car la gauche aura le souci d'exercer les plus-values réelles par les petits contribuables. Ce qui ira à l'encontre du rendement. Entre la justice et l'efficacité, le point de partage ne sera pas facile à trouver.

La loi actuelle sur les plus-values, qui est franchement marxisée en plusieurs de ses points importants, ne rapportera guère, en 1978 (sur les plus-values immobilières réalisées en 1977), et dans l'hypothèse où elle ne serait pas modifiée que quelques centaines de millions de francs. C'est tout du moins la quasi-certitude des techniciens de la fiscalité au ministère de l'économie et des

finances. Il nous apparaît, en tous les cas, illusoire d'espérer tirer plusieurs milliards de francs avant des années de rodage d'un tel système, même profondément rénové.

● La lutte contre la fraude fiscale rapporterait, selon le P.S., 4 milliards de francs supplémentaires par rapport aux efforts déjà faits par l'administration, et qui se sont, à l'évidence, beaucoup développés depuis 1969-1970. Les responsables du P.S. justifient cette somme importante par la multiplication des contrôles qu'ils comptent faire opérer et par la nationalisation totale de tout l'appareil bancaire et du crédit, qui, de la sorte, « ne fermera plus les yeux sur certaines anomalies ».

Les 4 milliards supplémentaires devront être dégagés en quelques mois; il faut pourtant savoir que, depuis des années, le fisc ne parvient à récupérer qu'une partie, souvent faible, des redressements qu'il effectue : 17,4 % en 1976 pour l'impôt sur le revenu; 23 % pour l'impôt sur les sociétés; 36 % pour la T.V.A. Le fisc a réclamé 9,5 milliards de francs supplémentaires aux personnes et aux sociétés en 1976 (8,9 milliards en 1975). Mais on sait par expérience qu'il n'en récupérera qu'une partie.

Jouer sur l'inflation ?

● L'accélération de la croissance économique rapporterait à l'Etat 14 milliards de francs de recettes supplémentaires. — Cette estimation ne peut être justifiée par aucun calcul. Les experts du parti socialiste admettent d'ailleurs sans difficulté, mais ajoutent qu'ils sont convaincus que les recettes de l'Etat inscrites actuellement dans le budget de 1978 sont sous-estimées.

Toujours est-il qu'une accélération de la croissance économique réelle (en volume) de 4,5 % (prévision actuelle du gouvernement) ne rapporterait guère que 600 à 700 millions de francs, au titre notamment de la T.V.A. Il est vrai que le P.S. admet un taux d'inflation supérieur à celui qui s'est fixé le gouvernement Barre pour 1978. « L'objectif est de maintenir la hausse des prix au-dessous de 10 % en 1978 », a précisé M. Bouloche le 14 février (10-15 % dans le compte actuel du gouvernement). Si la hausse des prix s'accélérait avec un gouvernement de gauche et atteignait, par exemple, 9,9 %, il en résulterait un supplément de recettes de 3,4 milliards de francs.

Soit, en tout, 6 milliards de francs, auxquels on peut ajouter des droits de douane supplémentaires (1 milliard, estime le P.S.) entrainés par la croissance accélérée des importations. On est loin des 14 milliards de francs annoncés. A moins que l'hypothèse « clandestine » du P.S. ne soit une inflation très forte, qui, effectivement, remplirait — pendant un temps — les caisses de l'Etat.

● Les incitations aux économies d'énergie rapporteraient 6 milliards de francs à l'Etat. — Le P.S. précise que ce chiffre serait le solde positif, d'une part, de dépenses consenties par l'Etat pour inciter les Français à consommer moins d'énergie et, d'autre part, de recettes prélevées par l'Etat pour financer certaines consommations.

Les hausses de prix des produits pétroliers ne sont pas encore décidées, nous s'en est déclaré au P.S., où l'on insiste cependant sur le fait qu'elles concerneront plus encore que l'essence les autres produits pétroliers, et qu'il n'est même pas exclu que le carburant automobile soit écarté des relèvements des tarifs. Cela d'ailleurs en relative contradiction avec les réponses faites par M. Bouloche lors de la conférence de presse du 14 février.

● Les modulations de taux de T.V.A. constitueraient pour l'Etat une opération blanche n'entraînant ni dépenses ni recettes. — L'objectif du P.S. est d'apprécier, lors de la négociation sociale qui se déroulera dès après les élections, le nombre des produits de première nécessité qui devront être mis au taux zéro de T.V.A. En fonction du coût qui en résultera pour le budget de l'Etat, un nombre plus ou moins grand de produits dits de luxe seront soumis à un taux majoré de T.V.A. « Soucieux de cohérence européenne », le P.S. ne créera pas de taux majoré supérieur à l'actuel taux de 33,33 %.

Il apparaît en fait que, comme pour les économies d'énergie, le P.S. n'a pas encore arrêté sa décision en matière de T.V.A. Cette hésitation est un peu surprenante dans la mesure où depuis fort longtemps les socialistes estiment aussi urgent qu'indispensable d'amener au taux zéro des produits de première nécessité tels que le pain, le riz, les pâtes, le lait, le beurre, le sucre, la viande de bœuf, etc. Les calculs faits montrent qu'il en coûterait 8 milliards de francs environ à l'Etat, qu'il faudrait récupérer intégralement sur des produits de luxe, ce que beaucoup d'experts estiment problématique, une matière trop impopulaire ayant tendance — l'expérience le prouve — à disparaître d'une façon ou d'une autre.

Tels sont les comptes budgétaires du parti socialiste. Ne faut-il pas diminuer d'un tiers les recettes attendues d'ici la fin de 1978 pour les comparer valablement aux dépenses prévues ? Le découvert passerait alors à quelque 44 milliards de francs en huit ou neuf mois, ce qui correspond en réalité à un déficit budgétaire très important approchant les 60 milliards de francs en année pleine (1). C'est probablement la fragilité d'un tel compte qui a incité M. Bouloche, le 14 février, à ne pas exclure un impôt additionnel exceptionnel sur le revenu qui s'appliquerait au million de contribuables ayant les plus hautes revenus (7 % des assujettis actuels à l'impôt sur le revenu) et qui pourrait rapporter quelques milliards de francs à l'Etat.

ALAIN VERNHOLLES.

(1) En excluant l'impense actuelle prévue (8,9 milliards de francs) dont le parti socialiste n'est pas responsable.

"Ce livre est né d'un débat entre Michel Rocard et moi..."

Albin Chalandon
Les joueurs de flûte

...cet ouvrage où ne perce jamais l'esprit partisan...

ALAIN DE LONGUEAU Le Progrès de Lyon

Tous ceux qui essaient de voir clair dans le grand débat politique... devraient lire avant tout "Les joueurs de flûte" un livre non seulement important mais aussi agréable à lire.

GABRIEL FARKAS France-Soir

TRACTS EN 24 HEURES

Format 21x29,7 cm	Deux couleurs recto seul	Deux couleurs recto verso
10 000 exemplaires	1 100 F	1 800 F
le mille à la suite	42 F	43 F
25 000 exemplaires	1 730 F	2 445 F
le mille au-delà	32 F	33 F

Ces prix et ces délais s'entendent H.T. composition, photogravure et papier compris, pour des tirages de 10 000 à 1 000 000 d'exemplaires.

circulaires, bulletins, affiches, dépliants, journaux, brochures : nous consulter pour devis et délais

IMPRIMERIE L'AVENIR GRAPHIQUE
325, rue de Charenton - PARIS 12^e. Tél. : 345-44-45 poste 247

Les rencontres à la Fnac

Un dialogue ouvert à tous sur tous les problèmes d'aujourd'hui

L'avenir du livre
passe-t-il par le « pocket » ?

Un débat pour le 25^e anniversaire de la collection Le Livre de poche

...avec Christian Bourgois (directeur des Editions Bourgois et de la collection 10/18), Frédéric Ditts (Pdg de « J'ai lu »), François Eval (directeur de la collection Idées chez Gallimard)... Animation par Gérard Spitzer.

Mardi 21 février, de 18 h à 19 h 30

Sartre, le théâtre et nous

Une rencontre à partir d'une nouvelle présentation du « Nèkrassov » de Sartre (par le Théâtre de l'Est parisien)

...avec Maurice Delarue (dramaturge), Jean Picolle (directeur des éditions Alain Moreau, spécialiste de l'histoire politique contemporaine), Jean-Claude Texier (« Clés pour la presse », à paraître chez Seghers)... Animation par Georges Weiler (le metteur en scène de Nèkrassov).

Mercredi 22 février, de 18 h à 19 h 30

La B.D., technique nouvelle de pédagogie ?

Une rencontre avant la sortie du livre de Francis Van de Velde : « L'histoire

de la musique en B.D. » (aux éditions Van de Velde)

...avec l'auteur, Yves Frémion (journaliste à « l'Éclat ») et « Charlie mensuel », Denis Huisman (directeur de l'Ecole française des attachés de presse; « La philosophie en B.D. », chez Hachette et « La psychologie en B.D. », à paraître), Jean-Paul Mouglin (rédacteur en chef de la nouvelle revue de B.D. « A suivre »)... Animation par Françoise Docquier-Orabona.

Jeudi 23 février, de 18 h à 19 h 30

Les cadres et la formation

Un débat autour du Grand Prix de la Distribution 77 que le Centre d'études supérieures de la distribution de Paris a décerné à la Fnac

...avec Alain Convent (directeur du Centre d'études et de réalisations pour l'éducation permanente), Jean Hamoniaux (directeur de l'Ecole de la conserve), Jean-François Laisné (du bureau de la Chambre syndicale nationale des organismes de formation), Jean-Claude Pernoud (président de l'Institut de recherches et de formation permanente-Expansion)... Animation par Edgar Hamalian (président de la Chambre syndicale nationale des organismes de formation).

Vendredi 24 février, de 18 h à 19 h 30

La formation demain...

Un débat qui enchaîne sur la rencontre du vendredi 24. Et pour explorer des voies nouvelles

...avec Edgar Hamalian (président de la Chambre syndicale nationale des organismes de formation), Norbert Marchand (directeur des relations extérieures de l'Institut de recherche et d'application pour une méthodologie de la promotion), Paul Margerand (directeur de Formation-Organisation-Promotion)... Animation par Françoise Roux (qui est la présidente du Groupement interprofessionnel de formation).

Mardi 28 février, de 18 h à 19 h 30

La voix chantée dans le théâtre d'aujourd'hui

Une rencontre à partir du premier Festival de théâtre musical (voix, théâtre et musiques d'aujourd'hui) organisé à la Maison de la culture de Nanterre, du 21 mars au 18 avril

...avec Georges Aperghis (compositeur), Pierre Barrat (metteur en scène et directeur de l'Atelier lyrique du Rhin de Colmar), Guy Erismann (directeur des services musicaux de France-Culture), Ahmed Essayad (compositeur), Maurice Fleuret (critique

musical au Nouvel Observateur), Jean-Vincent Richard (Les Nouvelles littéraires).

Mercredi 1^{er} mars, de 18 h à 19 h 30

France et autres grandes puissances face à l'Afrique d'aujourd'hui

Pour la sortie du livre de Philippe Decraene : « L'expérience socialiste somalienne » (aux éditions Berger-Levrault)

...avec l'auteur (qui est également chef de la rubrique politique africaine au Monde), Et avec André Castelot (« Charlotte et Maximilien », édité par la Librairie académique Perrin), Christian Hoche (chef de la rubrique africaine à l'Express), Jean-Marc Kal-fleche (chef de la rubrique politique africaine au Figaro)... Animation par Claude Dufresne.

Vendredi 3 mars, de 18 h à 19 h 30

A l'auditorium de Fnac-Montparnasse
136, rue de Rennes, Paris 6^e (parking au 153 bis)

Photo, cinéma, radio, télévision, disques, vidéo, haute-fidélité. Et tous les livres 20 % moins chers.

500 000 000

(PUBLICITÉ)



(Photo Henry Pesant)

LE TRAVAIL ET LES LOISIRS DES FEMMES

Les femmes sont aussi intelligentes que les hommes : le fait qu'une jeune fille ait été reçue première à Polytechnique le prouve amplement.

Comme les hommes, il y a des femmes au gouvernement, il y en a dans la politique, il y en a dans l'administration. Il y a des femmes chefs d'entreprise, il y en a qui font fonction de directeur, d'autres sont secrétaires de direction ou sténos-dactylos.

Les femmes travaillent surtout dans la confection et dans l'électronique, car leurs doigts de fée manipulent bien mieux les minuscules composants électroniques.

Mais il n'en est pas moins vrai qu'elles sont plus fragiles. Elles ne peuvent pas exercer les travaux de force qui sont réservés aux hommes, et, comme elles sont plus nombreuses, cela explique qu'il y ait davantage de chômage chez les femmes.

Si certaines femmes veulent élever leurs enfants et assurer le bien-être de leur foyer, il n'y a pas lieu de les décourager mais, au contraire, de les encourager.

Bien entendu, la femme au foyer doit avoir la possibilité, à chaque fois que sa présence n'est pas nécessaire à la maison — notamment lorsque les enfants sont à l'école — de s'instruire et de se distraire en se rendant dans des clubs de femmes, et surtout de mamans, qui doivent être installés dans toutes les communes. Elle pourra y apprendre la littérature française, les langues étrangères, etc.

Cela constituera pour elle un bien autre épanouissement que de rester toute la journée debout devant un tour dans une usine.

Les femmes des cadres supérieurs qui ne travaillent pas s'organisent entre elles pour se distraire et s'instruire. Elles se réunissent tantôt chez l'une, tantôt chez l'autre, ou visitent des musées, assistent à des conférences, etc.

C'est un sort analogue que nous voulons organiser pour les femmes de condition modeste.

Et puis, quel plaisir pour les femmes d'aller chercher paisiblement leurs enfants à l'école, de les ramener à la maison, de leur faire faire leurs devoirs, de leur apprendre leurs leçons, de les préparer pour la nuit, de mettre des fleurs sur la table afin que le mari, quand il revient de son travail, puisse trouver une atmosphère agréable.

Et quel plaisir aussi de pouvoir faire ses achats sans se presser, de pouvoir choisir, de déceler la meilleure qualité au meilleur prix, toutes choses interdites aux femmes qui travaillent.

Plutôt que de payer des indemnités de chômage, il serait souhaitable d'accorder à la femme au foyer un supplément familial égal à 60% du S.M.I.C. pendant trois ans lorsqu'elle a un enfant, pendant trois autres années si elle en a un autre, et enfin jusqu'à cinquante-cinq ans si elle a au moins trois enfants. Au-delà de cinquante-cinq ans, elle recevrait 60 % de la retraite du S.M.I.C.

Marcel Dassault.

VIENT DE PARAITRE

Le Monde
DOSSIERS ET DOCUMENTS

L'ÉCOLOGIE enjeu politique



84 PAGES - EN VENTE PARTOUT 10F

Comment ils nous gouvernent.
Comment ils nous font voter.
Ce qu'ils disent être bon pour la France.
Ce qu'ils pensent être bon pour eux.
Ce qu'ils ont écrit.
Ce qu'on a écrit sur eux.

Du 20 février au 4 mars, les Puf organisent un Panorama des livres politiques: il présentera les ouvrages écrits par les hommes politiques, ou consacrés aux programmes, ou aux principaux partis, aux systèmes électoraux, etc... Un guide de lecture gratuit accompagnera l'exposition.

Librairie des P.U.F.
Du 20 février au 4 mars.
49 bd Saint-Michel,
Paris 5^e

Les livres des Puf questionnent le monde.



Faites valider vos bulletins chez tous les dépositaires portant l'enseigne

Notices à votre disposition chez les dépositaires



LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

POLITIQUE

EN ILE-DE-FRANCE

La tentation est grande de voir ce département à travers l'image de son chef-lieu, Versailles, ville conservatrice par nature, que la multiplication de résidences de style et de standing achève de dépolitiser. La majorité décline en effet sept sièges sur huit, le huitième étant par tradition un fief radical, actuellement détenu par Mme Jacqueline Thome-Patenôtre (M.R.G.).

Une telle vision paraît aujourd'hui dépassée: le département s'est, en cinq ans, profondément transformé. L'industrialisation, qui s'est

La préparation des élections législatives

III. - YVELINES :

Houilles, Maisons-Laffitte, Sartrouville

des démocrates présente M. Jacques Milsan, le Front national M. Christian Cozzolino.

Bien que M. Bourson soit assuré de mobiliser sans difficulté l'ensemble de l'électorat de la majorité pour le second tour, la gauche considère que l'écart de 2 800 voix (sur 48 000 suffrages exprimés) de 1973 est, d'ores et déjà, combié. Aussi M. François Hilsun fait-il figure de favori. Membre du comité central du P.C., conseiller général de Sartrouville depuis 1973, M. Hilsun revendique, avec M. Machefer, sénateur socialiste, la paternité de l'union de la gauche dans le département. Il incarne d'ailleurs un communisme ouvert, propre à rassurer un électeur socialiste en progrès constant. M. Jean-François Legars est chargé de consolider cette progression. Candidat du P.S.U. en 1973, M. Legars avait obtenu 2 432 voix en 1973 avant d'adhérer au P.S. en 1974. Âgé de quarante-huit ans, il dirige un collège d'enseignement public à Sartrouville. Enfin, l'absence d'un candidat du Front autogestionnaire laisse à M. Bodu, candidat du Collectif Écologie 78, le monopole de la représentation des écologistes.

Chatou, Saint-Germain-en-Laye

La seconde circonscription (où M. Mitterrand avait obtenu 39,6 % des suffrages), apparaît comme un fief de conservatisme qui ne saurait échapper à la faiblesse de l'ancien directeur de l'information sur France-Inter, M. Péricard, conseiller général et maire de Saint-Germain-en-Laye, R.P.R. fait, à quarante-huit ans, une campagne active et trépidante. Soutenu par le P.R. et le C.D.S., la présence de Mme Jenny Consigny, qui lui oppose le parti radical, ne peut le gêner qu'à peine. À gauche, la question essentielle est de savoir qui de M. Pierre Soulat (P.C.) ou de M. Jean-François Lemaître (P.S.) devancera l'autre au premier tour. Le premier, âgé de quarante-deux ans, est maire d'Achères, la seule commune qui ait voté à gauche. Le second est à l'image de ces

poursuivie le long de la vallée de la Seine, s'est accompagnée de la diversification d'une population en constante augmentation (elle s'est accrue de 28,7 % entre 1968 et 1973). Cet afflux d'une population jeune à majorité ouvrière autour des sites industriels, composée de cadres et de techniciens moyens et supérieurs autour de Versailles et dans les villes nouvelles, a nourri la poussée de la gauche. Sensible dès l'élection présidentielle de 1974, M. Mitterrand ayant devancé M. Giscard d'Estaing dans trois circonscriptions, la troisième (Poissy), la septième (Mantes), et la huitième

La Celle-Saint-Cloud

Marly-le-Roi
Saint-Nom-la-Bretèche
Le Chesnay
Les Clayes-sous-Bois

Dans la quatrième circonscription la présence d'un nouvel électeur (le nombre des inscrits s'est accru de 36,5 % entre 1973 et 1978) rend incertaine l'issue du scrutin. La forte proportion de cadres aisés et de membres des professions libérales n'est plus synonyme de vote favorable à la majorité. La majeure partie de cette population se trouve concentrée à l'est, autour du Chesnay et de La Celle-Saint-Cloud, les zones rurales et forestières se situant au cœur de la plaine de Versailles et à l'ouest. Le député est, depuis 1973, M. Marc Lantier (R.P.R.), maire de Davron. Âgé de soixante et un ans, il a été député d'Alger de 1958 à 1962. Il avait battu, il y a cinq ans, M. Rocard après que celui-ci eut devancé, dans une élection partielle provoquée en octobre 1969 par la démission de M. Clément, M. Couve de Murville. Bien implanté dans une circonscription où les rapatriés sont nombreux, M. Lantier est resté fidèle à une conception très traditionnelle, interventionniste du rôle du député.

L'U.D.F. présente un proche collaborateur de M. Jean-Pierre Solson, M. Jean-Louis Berthet, trente-six ans, dont le parachutage a suscité quelques remous au sein de la Fédération du P.R. chargé de mission au cabinet de M. d'Ornano, ministre de la culture, M. Berthet, qui fut l'un des principaux rédacteurs du projet républicain, même une campagne tournée vers le dialogue, « débarassée des excommunications et des anathèmes ». Il se trouve dans une situation tout à fait inconfortable, d'autant qu'il existe d'autres candidats susceptibles de le gêner, tels M. Renaud Girou, conseiller municipal du Chesnay (C.D.S.) qui maintient sa candidature malgré le désaveu de sa formation, l'extrême droite enfin est représentée par deux candidats: M. Alain Robert, membre du secrétariat national du P.F.N., et M. Godefray Piéreschl, candidat du Front national.

À gauche, le P.S. présente M. Marc Valéry, adjoint au maire de Marly-le-Roi depuis mars 1977, il dirige, à trente-cinq ans, un bureau d'études d'urbanisme et se déclare « le seul candidat du programme commun ». Pour la première fois, en effet, le P.C. sera absent de la compétition. Sa candidate, Mme Jeanine Thomas, ancienne responsable de l'Union des jeunes filles françaises, maire de la seule commune à dominante communiste de la circonscription, les Clayes-sous-Bois, a dû se retirer au profit du candidat du Front autogestionnaire, M. Serge Depaquit, quarante-neuf ans, membre du bureau national du P.S.U. Il a pour suppléant M. Yves Cornuau, membre du P.S.U., cadre commercial, quarante-cinq ans, adjoint au maire de Villepreux. Il semble que cette décision n'ait pas été bien comprise par la section locale du P.C. M. Depaquit et Cornuau, pour leur part, font campagne sur les thèmes propres au Front autogestionnaire. Il leur sera, semble-t-il, difficile de mobiliser l'ensemble de l'électorat communiste, mais ils devraient profiter d'un fort courant écologiste. Enfin, le P.S.D. présente M. Marc Teillard.

Conflans-Sainte-Honorine, Meulan, Poissy

La troisième circonscription est la fois la plus peuplée et la plus ouvrière du département. Encadrée par l'usine Simca-Chrysler de Poissy et par l'usine Renault de Flins, elle présente un terrain d'élection pour les écologistes: ils dirigent déjà la municipalité de Triel-sur-Seine, alors qu'à Poissy le candidat « vert » aux élections municipales, M. Paul-Xavier Poir, avait totalisé 17 % des suffrages. Le député sortant est M. Gérard Godon (R.P.R.), élu en 1973 avec 51,4 % des voix. animateur du mouvement pour un nouveau contrat social, cher à M. Edgar Faure, M. Godon, qui habite lui-même une cité H.L.M., brigue à nouveau, à quarante ans, les suffrages de ses concitoyens dans des conditions difficiles. Les trois grandes villes, Poissy, Les Mureaux et Conflans-Sainte-Honorine, sont, depuis mars 1977, dirigées par des maires de la gauche. Déjà en mai 1974, M. Mitterrand avait distancé de près de 4 000 voix M. Giscard d'Estaing. De plus, M. Godon doit faire face, au sein de son propre mouvement, à des dissensions telles que l'ancien maire de Poissy, battu en mars 1973, M. Pierre Pinel, a rejoint l'ancien conseiller général, M. Jacques Monjaret, pour désapprouver l'investiture accordée à M. Godon.

L'U.D.F. est représentée par Mme Alix de la Bretesche, nièce du chef de l'État à vingt-huit ans, secrétaire fédérale du P.R., elle incarne l'espoir de devancer le député sortant au premier tour grâce à la fraction rurale de l'électorat de la circonscription. Quant à M. André Dufosse, membre du comité central du Front national, il livrera un duel fratricide au candidat du P.F.N. (Parti des forces nouvelles), M. Serge Rep, par ailleurs responsable du G.U. à la faculté d'Assas.

Tous les candidats ont un point commun: leur score de barrière la route au candidat du P.S., qui fait figure de favori. M. Michel Rocard, encore faut-il que le secrétaire national du parti socialiste devance le candidat communiste, M. Jean Tricard, nouveau maire de Poissy. Ce dernier ne manque pas d'atouts: membre du comité central depuis 1966, cet ancien militant paysan de la Haute-Vienne (dont il fut le député de 1946 à 1958) a une position d'autant plus solide qu'il a pour

suppléant M. Roger Le Toullou, conseiller général de Meulan, et nouveau maire des Mureaux. Si l'arithmétique électorale semble jouer en faveur du P.C., l'équation personnelle de M. Rocard peut priver les communistes d'un siège que la gauche peut retrouver, puisque M. Metayer, ancien ministre socialiste, l'a occupé en 1967-1968. Les militants communistes mènent une dure campagne contre l'ancien secrétaire national du P.S.U. et sont puissamment aidés par l'humanité, qui ne manque pas de relever et de critiquer chacune des déclarations du maire de Conflans-Sainte-Honorine. M. Michel Rocard ne s'émue pas outre mesure de ces difficultés, même s'il déçoit une assez vive réticence du P.C. à l'égard des candidats socialistes ayant des responsabilités nationales. Dans les rangs des socialistes de Poissy, une querelle a surgi concernant l'attitude à adopter à l'égard du maire M. Jean Tricard, candidat du P.C. Les dirigeants locaux du P.S. ont, d'ailleurs, été suspendus de leur fonction par la fédération des Yvelines. Malgré ces difficultés, M. Rocard fonde sa confiance sur l'œuvre accomplie en un an dans la capitale de la batellerie, dont la réalité est reconnue, même si les méthodes sont encore contestées. Cette action municipale devrait en tout cas lui permettre de limiter le score des écologistes du « collectif Écologie 78 » représenté par Mme Anna Taberkoft. Enfin, le P.S.D. présente M. Guy Dandieu, et l'organisation trotskiste Lutte ouvrière Mme Fabienne Lauret.

(PUBLICITÉ)
RASSEMBLEMENT CONTRE L'IMPERIALISME FRANÇAIS
organisé par le Collectif National d'Initiative de la Campagne contre l'impérialisme français
MARDI 21 FÉVRIER
20 H MUTUALITÉ
Métro : MAUBERT MUTUALITÉ
Stands, expositions, spectacles avec la troupe NEDJMA et MOUN'KIKI.

MATELAS ■ SOMMIERS ■ ENSEMBLES
EPEDA
multispire présente toutes ses literies chez **CAPELOU**
DISTRIBUTEUR
LIVRAISON TRÈS RAPIDE
EXPOSITION ET CENTRE D'ESSAI
37, AVENUE DE LA RÉPUBLIQUE
PARIS XI^e Métro Parnassier
Tél. 357.46.35

élections législatives

majorité et la

COLOMBES

Saint-Cyr, Meulan, Poissy

Le Chesnay, Les Clayes-sous-Bois

La Celle-Saint-Cloud, Marly-le-Roi, Saint-Nom-la-Bretèche

Conflans-Sainte-Honorine, Meulan, Poissy

CLÔTURE DE MARDI APRÈS-MIDI

ADMINISTRATION

Comment les politiques voient les fonctionnaires

Sous la présidence de M. Bernard Chevot, vice-président du Conseil d'Etat, l'Institut français des sciences administratives et l'université de Paris-Sud viennent d'organiser un colloque sur le thème : « L'administration vue par les politiques ». Un autre intitulé aurait été sans doute mieux adapté, tel que : « Les politiques vus par l'administration ». Ce colloque réunissait en effet presque uniquement des hauts fonctionnaires, des chercheurs et des universitaires dont quelques-uns s'exprimaient. Il est vrai, au nom de partis politiques.

Les participants avaient surtout étudié les textes officiels des lois, programmes, discours publics, résolutions, propositions de loi — consacrés à l'administration. A travers les rapports, souvent très documentés, qui ont été présentés, plusieurs lignes de force se sont dégagées au cours de ce colloque. On constate tout d'abord que les partis politiques ne s'intéressent guère aux structures des administrations centrales alors qu'ils dénoncent le mal administratif et la bureaucratie. Mme Dreyfus, maître assistant à l'université de Paris I, a ainsi noté que le courant libéral illustré par les écrits de M. P. Maitowski et Maland demande que l'Etat ne conserve que ses fonctions « régaliennes » et se

décharge des autres, alors que le P.S.U. propose une augmentation des services de l'Etat. Les autres partis proposent des aménagements divers, mais tous critiquent le ministère des finances et veulent son démantèlement. Ainsi, comme l'a dit M. Georges Dupuy, professeur à l'université de Paris I, « les structures gouvernementales sont abandonnées à l'irrationnel ».

En revanche, les partis politiques s'intéressent davantage à la décentralisation et aux relations entre l'administration et les administrés. Les reproches adressés à l'Ecole nationale d'administration sont assez unanimes, mais il semble qu'à travers elle ce soit surtout le phénomène du pouvoir administratif qui est visé. N'en allant-il pas ainsi avant la guerre à l'égard de l'Ecole normale supérieure que, Paul Nizan qualifiait d'« usine à élite où se forment les chiens de garde de la bourgeoisie », et à la fin du dix-neuvième siècle à l'égard de l'Ecole polytechnique ?

Les syndicats ont été reconnus comme les meilleurs défenseurs de l'administration et surtout des fonctionnaires, mais l'échec des commissions et techniques et des commissions administratives paritaires a été dénoncé. Ces organismes, qui devaient avoir un rôle comparable à celui des comités d'entreprise dans l'industrie, ont, en effet, perdu leur efficacité dans un formalisme excessif.

M. Marceau Long, secrétaire général du gouvernement, a souligné la contradiction qui existe

entre les critiques contre la complexité de l'administration et les tâches supplémentaires demandées à l'Etat. Ainsi, l'élaboration d'un statut des handicapés a entraîné la publication de quarante textes ; de même, la lutte contre les nuisances, la défense de l'écozone, ont provoqué une sorte de « pollution administrative » supplémentaire.

Le problème de l'alternance

M. Georges Dupuy a décrit ainsi l'attitude singulière des partis face à l'administration : du côté de la majorité, il est surprenant que des ministres dans leurs déclarations publiques s'en prennent à leurs fonctionnaires en les traitant d'« incapables » ; du côté de l'opposition, les élus-majors s'inquiètent de savoir s'ils disposeront d'une administration capable et ils laissent planer une atmosphère d'« épuration ».

M. Guy Brabant, maître des requêtes au Conseil d'Etat et secrétaire général de l'Institut français des sciences administratives, a, lui aussi, ramené le débat dans l'actualité en évoquant le problème de l'alternance posé par les prochaines élections. Il a rappelé que la majorité des fonctionnaires actuels n'ont jamais connu de changement de régime politique.

Après avoir repoussé les solutions à la bolchevisme, à l'américanisme, avec le *spoils system*, et

à l'anglaise, où le changement de majorité politique n'entraîne aucune modification dans l'administration, M. Brabant s'est demandé si les fonctionnaires en place, quelle que soit leur bonne volonté, auront assez d'imagination, de ressources intellectuelles et de réflexes pour proposer et mettre en œuvre une politique entièrement nouvelle. Sans apporter une réponse précise, l'orateur a laissé entendre que l'alternance ne pourrait pas ne pas entraîner quelques modifications dans l'administration, au moins au niveau des décideurs les plus importants. Il réaffirmait bien là le climat qui existe en cette période pré-électorale dans la haute administration.

ANDRÉ PASSERON.

ASTROPOLITIQUE

les grands réincarnés

VERLAN

Tout français doit lire astropolitique, le quid satirique

Le gotha des vieux venus et des parvenus politiques

Illustrés de 82 caricatures

18 F

Editions RIJOIS Marseille

dans L'Express cette semaine

Que vont faire les communistes ?

Ils détiennent les clefs de la victoire

Cette semaine dans L'Express, les résultats de notre dernier sondage avant le début de la campagne électorale :

Si nous croyons aux sondages (et Raymond Aron s'interroge sur la différence entre sondage et prédiction) une seule question reste posée :

Les communistes détiennent les clefs de la victoire ou de la défaite de la gauche. Choisiront-ils la participation difficile à un gouvernement de gauche ou bien vont-ils se réfugier dans leur forteresse communiste ? Qui va faire ce choix ?

Olivier Todd, Robert Schneider et André Paulard ont posé la question à Paul Laurent.

Albert du Roy analyse cette situation inattendue.

Jean-François Revel s'interroge sur les rapports ambigus entre P. et Cgt.

Mémoires d'outre Maison Blanche

Haldeman était le bras droit de Richard Nixon. Celui qui savait presque tout.

L'Express s'est assuré l'exclusivité pour la France de ce document attendu et disputé.

On y retrouvera la figure d'un homme qui, selon Haldeman, mérite la même place que Benjamin Franklin dans la galerie des grands ministres américains : Henry Kissinger.

La Défense va-t-elle manquer de bureaux ?

Les 35 000 employés de la Défense vont devoir s'habituer à vivre dans un chantier inachevé. Personne ne veut entreprendre les 8 tours qui restent à construire. Marie-Laure de Léotard a dressé la carte du prix du mètre carré de bureaux.



Paul Laurent, Secrétaire du comité central du P.C., et L'Express.



Albert du Roy, de L'Express : que fera le Parti communiste ?

LE DIALOGUE AVEC LES USAGERS

Comment s'informer ?

Environ deux cents hauts fonctionnaires, élus locaux, représentants des différents syndicats patronaux et de salariés (sauf la C.F.D.T.) et d'associations d'usagers, ont participé, au secrétariat d'Etat aux P.T.T., à une rencontre sur l'information du citoyen organisée par la commission de coordination de la documentation administrative, que préside M. Francis de Basque, conseiller d'Etat.

L'administration s'efforce de sortir de son ghetto traditionnel (qui lui donne une certaine mauvaise conscience). Des centres de renseignements téléphoniques (1) ont été ouverts, des guides ont été diffusés (2), mais bien peu les connaissent. Il semble que les fonctionnaires eux-mêmes tâtonnent quelque peu. La documentation ne manque pas, mais elle n'est ni exploitée, ni diffusée ; il faut analyser les types d'informations et les circuits de communication pour que cette richesse soit utilisée. On est loin du projet d'Etat, qui consiste à mettre les français en fiches, il s'agit ici de la démarche inverse : faire profiter le citoyen d'informations inépuisables.

Une des tâches du colloque a été de recenser les événements à la vie où chacun doit être formé : au moment de la naissance et de la mort, de la mise la retraite ou de l'entrée dans la vie active, quand on doit se payer ses impôts, quand on est malade.

Chaque cas correspond à des types d'informations différents et des contacts avec plusieurs services de l'administration.

Les critiques n'ont pas manqué : complexité de la réglementation, jargon des structures, vocabulaire incompréhensible pour les initiés, manque de normalisation et de formation des fonctionnaires au rôle d'informateur, absence de services intermédiaires pouvant orienter les demandeurs vers des centres susceptibles de leur renseigner. Les abus du secret administratif (surtout dans certains domaines comme la consommation) ont été dénoncés avec force.

Comment et à quel niveau doit-on traiter et diffuser l'information ? Les résultats d'un sondage « IFOP » sur l'endroit où il est le plus commode de se renseigner sont les suivants : mairies 66 %, reaux de poste 12 % et seulement 4 % pour les préfectures, reaux de tabac, gendarmeries, commissariats de police. La mairie joue donc le rôle

essentiel, évident pour les élus locaux malheureusement peu armés pour le remplir. La plupart, ils l'ont dit, sont surchargés de tâches diverses et souvent eux-mêmes mal informés. Il n'est d'ailleurs pas certain que la documentation doive être traitée au niveau de la mairie, qui devrait plutôt jouer un rôle de relais, établir le dialogue avec l'administré, analyser ses demandes et l'orienter sur le centre le plus apte à les satisfaire en se basant sur des tableaux de correspondants (3).

Des minibus

On a également envisagé l'emploi de minibus spécialisés, allant dans les marchés ou des fonctionnaires se déplaçant dans les mairies. Tout dépend du type d'information à diffuser : réglementation nationale ou information locale. Il en va de même pour les associations d'usagers et les partenaires sociaux qui sont également des relais de l'information mais ne peuvent jouer ce rôle que s'ils sont destinataires des documents (les guides par exemple) diffusés par l'administration.

Dans tous les cas, il est indispensable d'avoir affaire à des informateurs formés à ce rôle, à qui l'on puisse faire confiance et qui sachent prendre leurs responsabilités.

M. Grémieux Edilhac, directeur de la Documentation française, a conclu le colloque en proposant plusieurs mesures.

La première est de normaliser les instruments documentaires : concevoir un ensemble cohérent de « Guides des droits et démarches » dans l'esprit de ceux déjà édités par la Documentation française (4), rendre accessibles certaines circulaires interprétatives internes à l'administration, étudier la normalisation de la documentation existant dans les mairies et préfectures.

En ce qui concerne les circuits de communication, il a été proposé de développer ou de transformer les structures actuelles et de créer des relais humains aptes à informer.

Des études doivent être lancées sur le rôle que peuvent jouer les préfectures et mairies, la mutualité agricole (dans les campagnes), les associations d'usagers et centres spécialisés (Institut national de la consommation, Information Jeunesse, Centre d'information féminin...) ainsi que les médias.

Il serait possible d'envisager au niveau du département un « organisme d'information sur l'information » branchant directement le

demandeur sur un répondant qualifié.

En effet, même si la documentation existe, elle ne répond pas aux besoins des usagers isolés qui ont besoin d'un interlocuteur apte à interpréter les documents pour eux. Cette nécessité d'un intermédiaire humain pose des problèmes de moyens et de décentralisation de l'information donc de la « responsabilité d'informer », ce qui implique un changement de mentalité à tous niveaux.

De plus, le dialogue devrait être à double sens : permettre de traiter les cas individuels mais également faire remonter l'information vers les centres de décision. L'analyse des demandes formulées pourrait améliorer les instruments conçus pour y répondre.

C'est une certaine conception de l'administration qui est remise en cause.

D. DEGEZ.

(1) Centre interministériel de renseignements (CIR) : Paris, tél. : 587-55-55 ; Lyon, tél. : 71-70-63.

(2) Guide des centres d'information et de la documentation de l'administration française, 1977. La Documentation française, 32 F.

(3) Dans le canton d'Albi (Morbihan) a été conçue une petite brochure donnant les adresses où il est possible de se renseigner localement sur impôts et taxes, douanes, vignette auto, boléons, etc.

(4) Guide pratique de vos droits et démarches, 1977. La Documentation française, 20 F.

Ecole d'Orgue Hamm - Farfisa
3 méthodes : 120 à 180 F par mois.
55 F droit d'inscription
hamm
25430 rue de Rennes
75005 PARIS - Tél. 544 35-56

RIDEAUX
VOILAGES
Marcel SELGER
Maître Artisan Tapissier
1, Impasse Druinot
Paris-12 628.35.30

Nous n'avons qu'une passion
ALFA ROMEO
alfa duplex 566.09.09

Du lundi au samedi
nous ne faisons que des
ALFA ROMEO
alfa duplex 566.09.09

Nous n'entretenons que des
ALFA ROMEO
alfa duplex 566.09.09

COMMISSION DE L'ONU
 éfiant dans le m
 t augmenté en 19

Après le drame de Sainghin-en-Weppes

« UN COURANT D'OPINION VEUT FAIRE CROIRE QUE LES SOUS-PROLÉTAIRES SONT DES PARENTS INDIGNES »
 déclare A.T.D. Quart-Monde

A propos du drame de Sainghin-en-Weppes (Nord), où trois enfants étaient menacés de mort par la misère (le Monde date 6-8 février), le mouvement A.T.D. Quart-Monde rappelle dans un communiqué que « la responsabilité en incombe au manque de logement, à l'absence d'argent, au chômage forcé de M. Pianque, à l'indifférence de l'entourage. A.T.D. Quart-Monde refuse que soient seuls reconnus coupables de l'amputation du pied du petit Patrick (deux ans), les parents de celui-ci, alors que les collectivités locales et départementales, que la paroisse et les autres organismes d'entraide ont été mués depuis plusieurs mois ».

« Les parents plongés dans l'extrême misère sont des parents cruels, indignes, et que leurs enfants placés à l'aise sociale à l'enfance sont des enfants abandonnés par des parents coupables ».

Le mouvement met en garde les citoyens « contre un courant d'opinion qui veut faire croire que deux millions de sous-pro-

létaires plongés dans l'extrême misère sont des parents cruels, indignes, et que leurs enfants placés à l'aise sociale à l'enfance sont des enfants abandonnés par des parents coupables ».

Le mouvement met en garde les citoyens « contre un courant d'opinion qui veut faire croire que deux millions de sous-pro-

Mgr Lefebvre dénonce la « persécution » dont sont victimes les traditionalistes

Quant aux prêtres, ils ne sont pas faits pour faire des stages dans les transports, l'agriculture ou les officines publiques.

Mgr Marcel Lefebvre, fondateur du séminaire traditionaliste d'Ecône, continue de visiter « les fidèles » à travers la France. Il était à Rennes (Ille-et-Vilaine), le 18 février, pour confirmer une cinquantaine d'enfants, à la demande de leurs parents. Le lendemain, il s'est rendu à Thouars (Deux-Sèvres) pour bénir la chapelle du château des ducs de La Trémoille, ouverte de nouveau au culte après vingt-cinq ans, et où sera célébrée chaque dimanche la messe selon le rite de Pie V.

Dans son homélie, prononcée devant quelques centaines de personnes, Mgr Lefebvre a dénoncé la « persécution » déclenchée contre ceux qui veulent transmettre la vraie foi à leurs enfants. « Ils sont chassés, traités comme des ennemis de l'Eglise », a poursuivi le prélat intégriste. « Cependant, à-t-il ajouté, des évêques ont demandé à Rome que cesse cette persécution des traditionalistes ».

RELIGION

MÉDECINE

POUR INSTAURER LE DIALOGUE Cinquante manifestants occupent l'hôpital de Corbeil

De notre correspondant

Corbeil. — Ils étaient environ cinquante quand ils sont entrés, le vendredi 17 janvier, dans l'hôpital de Corbeil (Seine-et-Marne). L'allure décidée, mais les mains grandes ouvertes, précédés par un tract vindicatif diffusé dans la ville, ils avaient un objectif : dialoguer. Les membres du Collectif santé, qui étaient à l'origine de cette manifestation, avaient appelé cela « Festival santé » et prévu des débats, des projections de films, de la musique, etc. Un de leurs animateurs, le docteur Jean Carpentier, résume : « L'idée c'est de faire entrer à l'hôpital les gens de l'extérieur autrement qu'en ambulance. D'y faire entrer les forces de vie ».

Le premier contact avec le personnel hospitalier dans la cafétéria fut très froid, le dialogue pratiquement impossible. Il ne fut pas fait appel à la police : Corbeil est une ville de gauche, et à l'hôpital existe une certaine tradition syndicale. Mais, rejetés, durant leurs deux jours de présence dans un coin du vieux bâtiment principal, les « occupants » furent en fait marginalisés. Rejeté illustre bien la réaction du directeur de l'hôpital, M. Bernard Campens : « Je condamne la méthode, dit-il. C'est une occupation sans contact préalable et c'est inadmissible en soi. (...) Le dialogue, oui, mais ça se prépare. Sinon on arrive à un blocage entre le personnel et ceux qui viennent discuter. » — S. B.

Une autre échelle des
 pour combattre la toux



DIRECTION ET INFORMATIQUE

Paris

DIRECTION COMMERCIALE

170.000 F

Nous sommes une entreprise de dimension nationale agissant sur plus de 100 agences en province. Nous recherchons le responsable du bureau central d'études élaborant de grands projets de gestion complexes, interdépendants, utilisant des outils informatiques et faisant appel simultanément à plusieurs techniques. Le candidat recherché, âgé de 40 ans minimum, de formation grande école ou équivalent, doit posséder : une expérience réussie de la direction et de l'accompagnement d'équipes importantes, ainsi que la conduite organisée et simultanée de grands projets ; une solide pratique informatique permettant l'animation d'informaticiens de tous niveaux, en particulier pour la mesure des charges et des résultats. Le candidat en outre, devra être capable de s'intégrer rapidement en s'adaptant à ses diverses activités. Le poste peut convenir à un agent de la fonction publique. Il est à pourvoir à Paris. La rémunération sera fonction de l'expérience, des connaissances et des responsabilités assumées par le candidat retenu. Ecrire à Paris.

Réf. B/5642M

Bâtiment - Produits métallurgiques — Membre d'un important groupe industriel français, cette société, recherche pour Paris, un cadre capable d'occéder rapidement à la Direction Commerciale d'un département de première transformation de l'acier. En étroite collaboration avec l'unité de production, il participera activement au développement des ventes puis deviendra progressivement responsable de la réalisation des objectifs commerciaux en animant une équipe d'une trentaine de personnes. En outre, il devra faire évoluer et élargir de façon rentable la gamme des produits de la société en faisant preuve d'innovation et de sens du marché. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure, justifiant d'une solide expérience de la vente de produits industriels et de l'animation d'une équipe commerciale. Ses qualités d'animateur et son sens pratique seront importants. Une bonne connaissance de l'anglais et des milieux du bâtiment serait appréciée. La rémunération annuelle, de l'ordre de 170.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUNIER à Paris.

Réf. A/2573CM

DIRECTEUR FINANCIER ET ADMINISTRATIF

160.000 F

Filiale d'un important groupe industriel français, cette société spécialisée dans la fabrication et la vente d'outillage mécanique (80 millions de francs de chiffre d'affaires, 550 personnes), recherche, pour son siège à Paris, un Directeur Financier et Administratif. Sous l'autorité du Président-Directeur Général et en liaison avec les services financiers du groupe, il superviserait une vingtaine de personnes et sera responsable de la gestion financière, comptable et administrative de la société. Il assurera les relations avec les organismes financiers et bancaires et sera chargé des problèmes administratifs et juridiques des filiales (droit des sociétés, prévisions des assemblées...). Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 35 ans, de formation supérieure (E.C., Droit, Expertise Comptable... ou équivalente), justifiant d'une expérience approfondie de la gestion financière et comptable acquise à un poste similaire au sein d'une société industrielle. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 160.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J. MOUNIER à Paris.

Réf. A/2649M

RESPONSABLE MARKETING-DÉVELOPPEMENT

Automobile

Matériaux plastiques — DSM FRANCE, filiale en forte expansion du puissant groupe chimique hollandais DSM (chiffre d'affaires : 20 milliards de francs, 33.000 personnes), recherche, pour son siège situé à Paris, le Responsable Marketing-Développement de sa gamme de matériaux plastiques. Sous l'autorité du Directeur Général et en liaison étroite avec ses homologues, responsables Marketing européens, il sera chargé d'élaborer et de proposer des plans de marketing liés à l'évolution du marché automobile français et aux projets à long terme des constructeurs ou sous-traitants (recherche de nouveaux débouchés, étude des projets, prévisions de ventes...). Il déterminera les lignes directrices d'applications nouvelles auprès des laboratoires du groupe et coordonnera les réalisations chez les utilisateurs (bureaux d'études, transformateurs...) en liaison avec les Chefs de Produits et techniciens d'application de la société. Sa responsabilité pourra éventuellement s'étendre à d'autres secteurs industriels. De fréquents déplacements en France et à l'étranger sont à prévoir. Ce poste conviendrait à un candidat, âgé d'au moins 35 ans, ingénieur de formation et ayant une expérience confirmée de l'industrie automobile. La connaissance des matériaux plastiques et de leur transformation serait appréciée. La pratique de l'anglais est indispensable. La rémunération sera liée à l'expérience et au potentiel du candidat. Ecrire à P. POUJNET à Paris.

Réf. A/2654M

RESPONSABLE CONTRÔLE CRÉDIT

110.000 F

Une société américaine mondialement connue en raison de la qualité de ses services, recherche un Responsable du Contrôle Crédit pour l'une de ses divisions françaises, située dans la proche banlieue Ouest de Paris. Rendant compte au Directeur du Service « clients », il sera responsable du contrôle des autorisations de crédit à octroyer ainsi que du recouvrement des créances. Pour ce, il aura à animer et dynamiser deux services regroupant 20 personnes chargées de la relance des clients, de la mise en recouvrement des créances et de l'enregistrement permanent des demandes d'autorisation de crédit. Ce poste ne peut convenir qu'à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure ou équivalente et pouvant justifier d'une expérience confirmée de l'analyse et de l'évaluation du crédit octroyé à des particuliers, acquise de préférence en milieu bancaire. Une bonne maîtrise de la gestion de comptes informatiques serait appréciée. Cette fonction requiert une grande aptitude à la supervision d'une équipe ainsi que des qualités de rapidité de jugement et un sens éprouvé des affaires. La pratique courante de l'anglais est impérative. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 110.000 francs, sera fonction du niveau de compétence atteint. Ecrire à G. RAYNAUD à Paris.

Réf. A/2652M

CHEF DU PERSONNEL

Champagne

Une société industrielle occupant une position de leader sur son marché (produits de consommation) recherche dans le cadre d'une succession dans le poste, un Chef du Personnel pour une importante unité de production située à une centaine de kilomètres à l'Est de Paris. Sous l'autorité du Directeur du Personnel, il participera à la définition de la politique en matière de relations sociales. Sous la responsabilité du Directeur d'établissement, il en assurera l'application et l'application dans tous les domaines de la fonction. Ce poste intéresse un candidat de formation supérieure ou de niveau équivalent, disposant d'une quinzaine d'années de pratique dans la fonction Personnel. Une expérience de généraliste d'au moins cinq ans dans cette fonction acquise en unité de production décentralisée est nécessaire. La rémunération dépendra de l'expérience acquise. Logement facilité. Ecrire à J.-P. CHABAUD à Paris.

Réf. A/2653M

CHEF COMPTABLE

Sud-Ouest

La filiale française d'une importante société industrielle internationale recherche un Chef Comptable pour son siège social situé près d'une importante ville du Sud-Ouest. Rendait compte exclusivement à la Direction Générale et disposant d'une équipe d'une dizaine de personnes, il sera chargé notamment de la tenue de la comptabilité générale et analytique, de l'établissement des bilans et comptes d'exploitation, et des prévisions de trésorerie. Il aura également des responsabilités dans le domaine des achats, de la paye du personnel, et de l'informatique. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 35 ans minimum, titulaire du D.E.C.S. ou pouvant justifier d'un niveau au moins équivalent, et possédant une solide expérience des opérations indiquées ci-dessus. Une bonne connaissance de la langue anglaise serait appréciée. La rémunération annuelle de départ sera fonction des compétences du candidat retenu. De réelles perspectives d'évolution de carrière peuvent être envisagées. Ecrire à J.-P. ROUGIER à Paris.

Réf. A/2647M

CHEF DES VENTES FRANCE

120.000 F

Produits grande consommation — Une importante société spécialisée dans la production et la commercialisation de biens de grande consommation (chiffre d'affaires : 80 millions de francs hors taxes), membre d'un puissant groupe international (50 filiales dans le monde), manifestement leader sur son marché (50 à 80 % du marché selon les produits), implantée en France depuis plusieurs dizaines d'années, crée le poste de Chef des Ventes France. Il sera basé au siège, à Paris. Rattaché au Directeur Commercial, il participera à l'élaboration de la politique commerciale et sera responsable de la réalisation des objectifs de ventes. Il contrôlera et animerait une équipe d'une vingtaine de personnes, dont dix Chefs de Vente régionaux. Ce poste conviendrait à un candidat âgé d'au moins 30 ans, de formation commerciale supérieure, ou très bon autodidacte, justifiant d'une expérience réussie de la vente de biens de grande consommation auprès des différents circuits de distribution à l'échelon national ou régional. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 120.000 francs, sera liée à l'expérience. Une voiture de fonction est fournie. Ecrire à J.-A. DENNINGER à Paris.

Réf. A/2650M

INGÉNIEURS GESTION QUALITÉ

120.000 F

Une importante société française et filiale d'un groupe multinational de forte notoriété fabriquant des véhicules à usage spécifique recherche le gestionnaire des procédés et procédures de contrôle pour l'une de ses usines. Il fera partie du Département Contrôle Qualité et superviserait un groupe d'une trentaine de personnes. Il sera responsable des essais d'application et au niveau développement de nouveaux produits ou modification d'anciens produits. Il développera également les méthodes de contrôle qualité en particulier au moment du lancement de nouveaux produits. Il travaillera en liaison étroite avec les bureaux d'études en France et à l'étranger. Les moyens techniques mis à sa disposition sont importants. Le poste convient à un ingénieur diplômé qui ne soit pas seulement un pur technicien mais aussi un gestionnaire d'équipe capable de négocier à des niveaux élevés. Il devra avoir acquis de l'expérience en engineering dans des secteurs tels que l'automobile, les poids lourds, les matériels de travaux publics par exemple. Des connaissances en hydraulique seront appréciées. La pratique de l'anglais courant est indispensable. La rémunération annuelle de départ sera de l'ordre de 120.000 francs. Ecrire à D. LANDEAU à Paris.

Réf. A/4392BM

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

110.000 F

Toulouse — Un très important groupe américain recherche pour sa filiale française, spécialisée dans l'électronique appliquée aux télécommunications, le Chef de ses Services Comptables. Relevé du Directeur Financier et Administratif, sa mission sera de diriger, organiser, coordonner et contrôler l'ensemble de ces services (comptabilité générale et analytique). Il assurera notamment la liaison avec la société mère pour l'ensemble des problèmes comptables, établira les comptes de résultat (bilans, comptes d'exploitation), étudiera les problèmes fiscaux de l'entreprise et travaillera en étroite collaboration avec l'informatique. Il aura également des responsabilités dans le domaine des déclarations sociales et de la paye du personnel. Ce poste s'adresse à un candidat âgé de 30 ans minimum, titulaire du D.E.C.S. ou pouvant justifier d'un niveau au moins équivalent. Il devra impérativement avoir assumé, pendant plusieurs années, des responsabilités dans les services comptables d'une société anglaise ou américaine. Une bonne connaissance de la langue anglaise est indispensable. Ce poste sera basé dans la proche banlieue Sud de Paris jusqu'en juillet 1978, date à laquelle tous les services de la société seront transférés à Toulouse. La rémunération annuelle de départ, de l'ordre de 110.000 francs, sera fonction de l'expérience acquise. Ecrire à J.-P. ROUGIER à Paris.

Réf. A/2651M

Adresser C.V. détaillé en rappelant la référence sur l'enveloppe. Pour les réf. A), aucun renseignement ne sera transmis sans l'accord préalable des candidats. Pour la réf. B), les réponses seront transmises à notre client sans être ouvertes à moins qu'elles ne soient adressées à notre « Service du Contrôle » indiquant les noms des sociétés auxquelles elles ne doivent pas être communiquées.

P A Conseiller de Direction S.A.

8, rue Bellini, 75782 PARIS - Cedex 16 - Tél. 727-35-79

1, allée Jean-Bart - Cours des 50 Otages, 44006 NANTES Cedex - Tél. (40) 47-52-12

9, rue Jacques-Moyron, 69006 LYON - Tél. (78) 52-90-63

19, Résidence Flandre, 59170 CROIX - Tél. (20) 72-52-25

Amsterdam - Barcelone - Bruxelles - Copenhague - Düsseldorf - Frankfurt - Hambourg - Lille - Londres - Lyon - Madrid - Milan - New York - Oslo - Rome - Stockholm - Stuttgart - Turin - Zurich

ÉDUCATION

Des enseignants des écoles d'architecture s'opposent à la nouvelle réforme des études

Des enseignants d'unités pédagogiques d'architecture de Paris et de province (150 environ) viennent de se réunir à l'École des beaux-arts, quai Malaquais, à Paris, pour débattre de la réforme de l'enseignement de l'architecture préparée par le ministère de la culture et de l'environnement. Au terme de cette réunion, une délégation s'est rendue chez M. Mury, responsable des enseignements artistiques, pour lui faire part des préoccupations qui se font jour dans les unités pédagogiques d'architecture. Les enseignants estiment que cette réforme « organise la sélection » des étudiants en fin de première année du premier cycle par un concours dont le nombre d'admis est fixé chaque année pour chaque établissement. Elle tend à réduire le nombre des élèves architectes en instituant un *numerus clausus* et en limitant le nombre des étrangers admis à inscrire en première année à 10 % du nombre total des étudiants de chaque école.

Selon les enseignants, la création d'un stage professionnel dans les

agences, sans garanties pédagogiques, laisse présager un retour au système d'avant 1968, et ne fait que différer la mise en place de véritables structures de recherches et de pratiques. Ils considèrent le projet de création de filières de spécialisation, sous la forme d'un quatrième cycle dans quelques unités pédagogiques, comme une menace de discrimination entre les établissements.

Un renforcement de la tutelle du ministère

Enfin, ils voient dans la transformation des unités pédagogiques d'architecture en établissements publics à caractère administratif un renforcement de la tutelle du ministère par l'extension des pouvoirs des directeurs.

Les enseignants réunis ont annoncé « des actions d'ampleur régionale et nationale » au sein des écoles pour empêcher la mise en place d'une réforme, « élaborée sans consultation réelle des intéressés ».

CADRES, ENSEIGNANTS, JEUNES, EN VIVANT DANS UNE FAMILLE AMÉRICAINE, VOUS DECOUVRIREZ MIEUX LES U.S.A.

EXPERIMENT est un organisme d'échange international dont l'objectif est de favoriser la compréhension entre tous les hommes de toutes les races et de toutes les religions. EXPERIMENT vous initiera à la vie américaine et vous permettra d'améliorer votre anglais. Nous vous proposons également d'autres destinations : le Brésil, l'Inde, l'Irlande, le Japon, le Mexique...

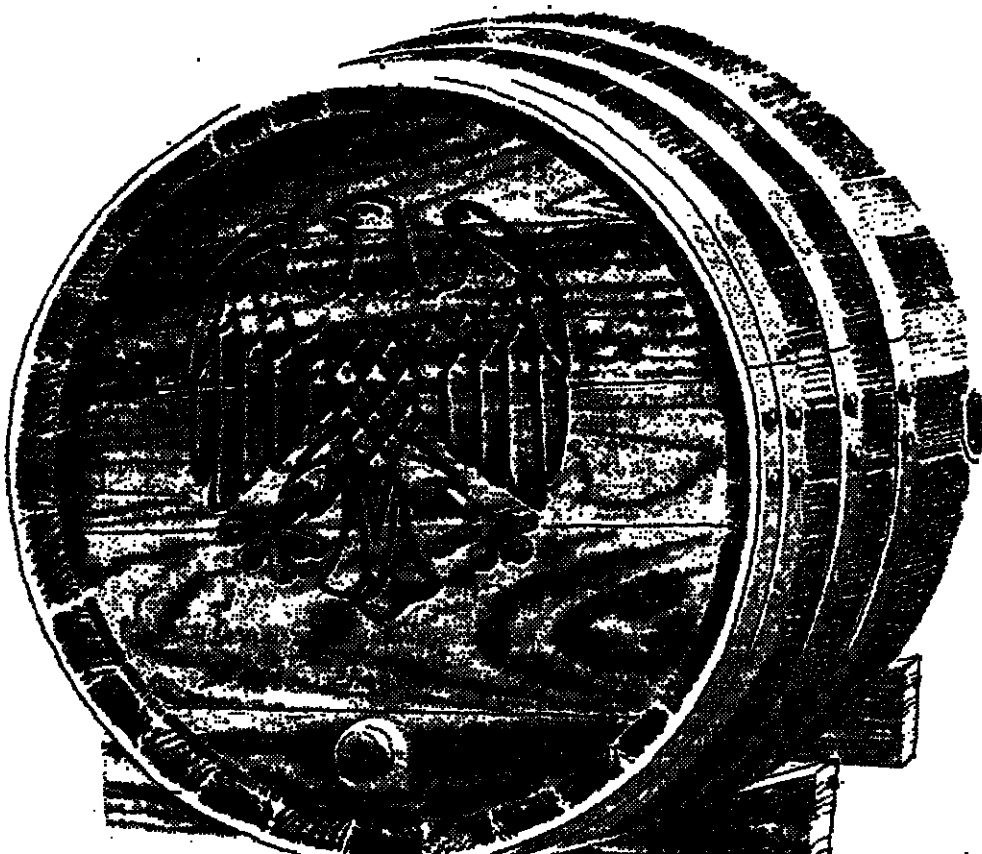
Experiment France

Pour un monde plus ouvert

Associations loi de 1901, membre de l'UNESCO (R), agréé par le Commissariat Général au Tourisme n° 69 0161

89, rue de Turbigo, 75003 Paris - Tél. : 276-50-03

IDA-France-73222-Ad.No.3 - Press



Qui peut vous aider à tirer meilleur profit de l'Allemagne?

Vos produits bénéficient sur le Marché Allemand d'un taux de change favorable. Il vous est cependant possible d'en tirer encore un meilleur profit en implantant une usine dans la République d'Irlande. Vous bénéficiez ainsi des coûts de production les plus bas du Marché Commun, coûts d'autant plus avantageux qu'ils seront exprimés en Livres Sterling. De plus, le Gouvernement Irlandais vous exonérera de tout impôt sur les bénéfices à l'exportation jusqu'en 1990.

Et n'oubliez pas que vous pouvez livrer le marché Allemand par camion à partir de votre usine Irlandaise en moins de 36 heures et que le fret aérien assure vos livraisons en 2 heures environ.

Ce n'est pas un hasard si de nombreuses Sociétés Allemandes alimentent déjà leur marché intérieur avec des composants et des produits finis en provenance de leur usine Irlandaise. Téléphonez à Terry Brown au 720.67.10 pour obtenir tous les détails sur les avantages d'une implantation en Irlande.

L'IDA d'Irlande

Vous aurez ainsi affaire à un interlocuteur unique qui a déjà supervisé l'implantation près de 500 entreprises européennes. L'IDA IRLANDÉ peut concevoir un plan d'aide financière spécialement adapté à vos besoins.

L'IDA IRLANDÉ vous trouvera un terrain, vous conseillera dans le recrutement de votre personnel et vous assistera dans la négociation avec les syndicats... jusqu'à ce que votre entreprise ait atteint sa pleine capacité de production, dans le respect des délais.

IDA IRLANDÉ 34, Avenue George V - 75008 PARIS. Téléphone: 720.67.10. Télex: 660416.

L'AIDE A L'ENSEIGNEMENT PRIVÉ

La FEN attendra le mois d'avril pour siéger de nouveau au Conseil supérieur

Les élus de la Fédération de l'éducation nationale ne siégeront pas au Conseil supérieur de l'éducation nationale avant le renouvellement, le 10 avril prochain, des membres de cet organisme — nommés ou élus pour trois ans — dont le mandat arrive normalement à expiration à cette date. « Il n'est pas question, nous a déclaré M. André Henry, secrétaire général de la FEN, de siéger tant que le Conseil n'aura pas été renouvelé. Nous avons pris nos responsabilités. Si le ministre profitait de notre absence pour traiter certains problèmes, il prendrait

une autre responsabilité ». La décision prise par ces élus, pour protester contre la hâte mise par le gouvernement à soumettre au Conseil des projets de décrets sur l'enseignement privé, ne devrait cependant guère perturber le fonctionnement de cet organisme, dont aucune réunion n'est prévue dans les prochaines semaines.

En plus de son rôle consultatif pour l'examen des textes réglementaires touchant à l'organisation de l'enseignement, le Conseil supérieur est la juridiction suprême en matière disciplinaire. L'ab-

sence des élus de la FEN ne risque-t-elle pas de porter tort aux personnels? « Nous étions, dit M. Henry, majoritaires dans la section contentieuse et disciplinaire », ce qui signifie que, en l'absence de la FEN, le quorum ne peut pas être atteint dans cette section.

Les textes adoptés le 17 février par le Conseil supérieur ne constituent qu'un premier ensemble de décrets d'application de la loi Guerneur sur la « liberté d'enseignement ». D'autres sont en préparation, ainsi que le ministre l'indique dans une lettre au député du Finistère.

M. Haby prépare des textes d'application de la loi Guerneur

M. Guy Guerneur, député (R.P.R.) du Finistère, président de l'Association parlementaire pour la liberté de l'enseignement, vient de rendre publique la lettre que lui a adressée, le 13 février, M. René Haby, ministre de l'éducation. Celui-ci précise l'état actuel de préparation de certains textes d'application de la loi du 25 novembre 1977 sur l'aide à l'enseignement privé (dite loi Guerneur) relatifs à la situation des maîtres. La loi, rappelle-t-il, a prévu d'aligner, dans un délai de cinq ans, la situation des maîtres du privé sur ceux du public.

M. Haby indique qu'un « premier ensemble de textes » est à l'étude et qu'il se propose « de les soumettre dans les délais les plus brefs » à ses « partenaires ministériels ». Il précise que certaines mesures, « dont le financement est prévu au titre du budget 1978, devraient intervenir prochainement ». Il cite :

— Un texte accordant à certains personnels rémunérés « par référence

à l'échelle de rémunération des instituteurs » l'accès au huitième échelon. Le projet de décret va être soumis au Conseil d'Etat ;

— Un projet de texte « ouvrant aux maîtres de l'enseignement privé — à titre exceptionnel et pour une durée de cinq ans — l'accès à l'échelle de rémunération des professeurs d'enseignement général de collège ». Cette possibilité sera soumise à des conditions analogues à celles définies en 1975 pour les maîtres du public.

— Un projet de texte prenant en compte « pour le reclassement des enseignants ayant réussi aux concours de recrutement de l'enseignement public, les services effectués dans l'enseignement privé » ;

— Un texte accordant aux maîtres du privé qui assurent des fonctions de direction la possibilité de « passer un contrat ou d'être agréés pour un service partiel d'enseignement ».

Au sujet des maîtres auxiliaires du privé, le ministre de l'éducation estime que leur situation « est, du point de vue de la garantie de l'emploi, loin d'être défavorable si on la compare à celle des maîtres auxiliaires de l'enseignement public », car les premiers « bénéficient des garanties contractuelles normales ».

A propos du rattachement du forfait scolaire (qui permet, dans une large mesure, de financer les rémunérations des personnels non enseignants), M. Haby rappelle les augmentations intervenues ces dernières années : « 15,36 % au budget de 1976, 12,28 % au budget de 1977 et 13,10 % au budget de 1978 ». Dans ces conditions, écrit M. Haby, une nouvelle majoration (...) sera conduite progressivement et, comme le prévoit la loi, réalisée dans un délai de trois ans.

Le ministre de l'éducation rappelle, d'autre part, que la loi a prévu la fixation avant le 31 décembre 1978, par un décret en Conseil d'Etat, des « conditions d'accès à la retraite des maîtres de l'enseignement privé » pour équilibrer leur situation avec celle des maîtres du public. Ces dispositions, écrit M. Haby, présentent une extrême complexité, s'agissant

d'une translation du régime de droit privé et de la variété des régimes complémentaires au régime de la fonction publique ; elles comportent, en outre, de très lourdes incidences financières qui nécessiteront un échelonnement des mesures budgétaires destinées à leur couverture.

DEUX VITESSES

La FEN reproche à M. Haby sa hâte à faire exécuter des textes sur l'enseignement privé deux mois et demi après le vote de la loi. M. André Henry estime que cette attitude contraste avec les lenteurs habituelles de la procédure quand il s'agit de textes qui concernent l'enseignement public. M. Henry nous a indiqué que celle-ci ne dure jamais moins de sept à huit mois. Selon lui, tous les textes concernant les personnels sont bloqués « sous prétexte que le gouvernement ne veut examiner aucune mesure catégorielle possible ». Il en est ainsi, dit-il, de textes sur la définition du rôle des personnels de l'enseignement, la formation des maîtres ou les écoles normales.

Divergences au sein de la municipalité de Nantes

De notre correspondant

Nantes. — Une polémique vient d'éclater au sein du conseil municipal de Nantes, à propos des subventions aux écoles privées. Une déclaration faite au début du mois par M. Alain Chemard, maire (socialiste) de la ville, a provoqué une réaction de M. Besson, conseiller municipal (communiste).

La nouvelle municipalité, élue en mars 1977, avait reconstruit les subventions aux écoles privées. Mais, le 2 février, M. Chemard avait déclaré : « Avec plus de deux mille élèves dans le privé, notre ville est la plus forte pourcentage d'enfants scolarisés dans l'enseignement privé. Nous étions conscients de cette réalité lors de notre arrivée à la tête de la municipalité. Toutefois, nous ne pouvions mettre immédiatement en application les principes qui sont les nôtres sans perturber considérablement la vie scolaire d'un nombre important d'enfants. L'une des raisons qui plaidait en faveur du maintien du statu quo, c'est que notre espoir était grand de voir, en mars 1978, avec la victoire de l'union de la gauche, de grands changements se produire, et, particulièrement dans le domaine de l'enseignement, de voir, par des dispositions législatives, mettre fin à cette situation en deux ou trois ans. »

Si cet espoir était déçu, ce que nous ne croyons pas, si nous n'avons pas des dispositions législatives réglant une fois pour toutes ce problème de l'enseignement privé, nous ne pouvons que constater que la ville de Nantes, qui, comme toutes les collectivités locales, supporte des charges qui ne sont pas de son ressort et qui, en fonction de cela, voit ses impôts locaux augmenter démesurément, la ville de Nantes ne pourrait plus supporter cette aide à l'enseignement privé.

M. Besson, conseiller municipal communiste, vient de répondre au maire : « Cette prise de position s'engage que le maire et les élus socialistes. Nous regrettons de n'avoir été ni consultés ni informés. Nous respectons pour notre part le programme commun, qui indique que les établissements privés — qu'ils soient patronaux, à but lucratif ou confessionnel — percevant des fonds publics seront, en règle générale, nationalisés (...). Avec les subventions pour les enfants à l'école confessionnelle, nous sommes en présence d'une situation héritée de l'histoire. Nous rejetons toute mesure de coercition autoritaire ou coercitive, toute décision unilatérale. »

(Interim.)

Pour la rentrée de 1978

LE P.S. PROPOSE LA CRÉATION DE QUARANTE MILLE EMPLOIS DANS L'ENSEIGNEMENT

M. Louis Mexandeau, député à l'Assemblée nationale du P.S., député du Calvados, a exposé le 17 février à Epinay-sur-Orge (Seine-et-Marne) les mesures prioritaires que prendrait son parti au pouvoir dans le domaine de l'éducation.

Pour assurer « une meilleure rentrée scolaire en 1978 », le P.S. déciderait la création de quarante mille emplois nouveaux qui « permettraient, selon M. Mexandeau, d'abaisser les effectifs des classes, d'ouvrir de nouvelles classes, notamment en maternelle, de mettre en place dès juin 1978 de nouveaux postes au CAPES et à l'agrégation ».

Pour les maîtres auxiliaires, le P.S. propose leur intégration sur postes budgétaires et leur titularisation à la rentrée de 1978.

Parlant du dossier scolaire, le député du Calvados a déclaré : « Ceux qui nous accusent de vouloir éliminer l'enfant seraient bien d'abandonner une politique qui ne permet pas de l'élever dans la responsabilité et la liberté. » Il a indiqué que le P.S. approuvait « les consignes des organisations syndicales et associatives de parents d'élèves qui ont demandé de ne pas remplir les questions douteuses du dossier scolaire ».

AU TERME DE DO... le tribunal de... d'une plei...

Le tribunal de grande instance de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la mort de M. de M... (consul honoraire de la République de Chine) tué à la suite d'un accident de la circulation le 17 février 1977. Le tribunal a condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie des Chemins de fer de l'Etat, la Compagnie nationale du pétrole et la Compagnie nationale de l'électricité. Le tribunal a également condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie nationale de l'air. Le tribunal a enfin condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie nationale de la poste.

Faite...

responsable
une société de...

Le tribunal de grande instance de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la mort de M. de M... (consul honoraire de la République de Chine) tué à la suite d'un accident de la circulation le 17 février 1977. Le tribunal a condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie des Chemins de fer de l'Etat, la Compagnie nationale du pétrole et la Compagnie nationale de l'électricité. Le tribunal a également condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie nationale de l'air. Le tribunal a enfin condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie nationale de la poste.

l'héritier aux Algériens

la décision présidentielle

Le propriétaire du terrain de la commune de L... (Algérie) a été condamné à l'indemnité de 10 millions de francs par le tribunal de grande instance de Paris. Le tribunal a également condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie nationale de l'air. Le tribunal a enfin condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie nationale de la poste.

l'implication après un...

Le tribunal de grande instance de Paris a rendu son verdict dans l'affaire de la mort de M. de M... (consul honoraire de la République de Chine) tué à la suite d'un accident de la circulation le 17 février 1977. Le tribunal a condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie des Chemins de fer de l'Etat, la Compagnie nationale du pétrole et la Compagnie nationale de l'électricité. Le tribunal a également condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie nationale de l'air. Le tribunal a enfin condamné à l'indemnité de 10 millions de francs la Compagnie nationale de la poste.

AU TERME DE DIX ANNÉES D'ATTENTE

Le tribunal de Créteil va disposer d'une pleine compétence

Le tribunal de grande instance de Créteil (Val-de-Marne) aura attendu dix ans avant d'être lui-même, né, comme ceux de Bobigny ou de Nanterre, de la «corruption» de la région parisienne consécutive à la loi du 12 juillet 1957, ce tribunal est devenu une réalité seulement depuis la semaine dernière avec l'inauguration du palais de justice de la ville, le 14 février, par M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux («le Monde» du 16 février).

Le tribunal de grande instance de Créteil est équivalent en Europe, selon le ministre de la Justice, à nouveau édifié, à coûté six millions de francs, concrétisée dans l'esprit de ses promoteurs le désir d'ouverture de la justice française.

Le palais a été conçu en deux bâtiments d'une surface totale de 28 000 mètres carrés : un édifice de dix-neuf niveaux où sont installés les chambres civiles, les salles du parquet, les bureaux des juges, le parquet général et les juges d'instruction; et un immeuble de quatre niveaux qui reçoit, autour d'un vaste escalier monumental, les audiences, les salles d'audiences pénales, le tribunal pour enfants, les services de l'application des peines, l'utilisation des moyens vidéo pour l'information pénale et, comme dans les tribunaux de la région parisienne, utilisation de l'informatique de gestion.

Vingt mille affaires par an

Jusqu'au début de l'année 1978, le tribunal de grande instance de Créteil, installé dans les locaux provisoires de la cité administrative, n'avait qu'une compétence limitée à 20 000 affaires par an.

Pour faciliter l'accès à la justice, un certain nombre de services ont mis à la disposition du public des bureaux d'accueil avec des bêtises; bureau d'informations judiciaires à la disposition du public, chaque jour de 8 h. 30 à 12 heures; service de consultation des lois, ouvert par le conseil de l'ordre; un service qui fonctionnera à partir du 8 mars chaque mercredi; halte-garderie pour les enfants des justiciers; cabinet par auto de deux cent cinquante places accessibles à tous.

En dehors de l'actuel, l'accès a été placé sur la rapidité du travail grâce à l'application des nouvelles machines à transport mécanique du courrier, à l'usage par conteneurs, atelier central de reprographie, procédé de conservation des pièces à conviction,

limites : chambre de la famille, expéditions, commission de première instance, chambre sociale, tribunal pour enfants et application des peines.

L'exercice de la pleine compétence, à partir du 31 février prochain, va accroître considérablement le rôle de la juridiction. Les crimes et délits mille crimes-verbaux concernés par les crimes ou des délits seront sou- mis annuellement au parquet, les juges d'instruction seront saisis dès le début de deux mille informations, les chambres pénétr- ront vingt mille affaires et les chambres civiles seront saisies de près de six mille procédures. Une centaine de magistrats et plus de trois mille fonctionnaires se partageront la tâche.

FRANÇOIS GOUGE.

Faits et jugements

**Le responsable
d'une société de surveillance
éerogée.**

Responsable d'une société de gardiennage et de surveillance de Compiègne (Oise), M. Alain Belval, trente-cinq ans, a été inculpé, samedi 18 février, de coups et blessures volontaires avec préméditation, port d'arme prohibé et a été écroué.

M. Beival, qui dirige la Société nationale de surveillance, assure avec des chiens policiers, des voitures-radio et trois employés — la sécurité des personnes et des biens, qui lui sont confiés, dans la région de Compiègne. Appelé pendant la nuit du 15 au 17 février par le propriétaire d'un bar qu'importunait trois consommateurs, M. André Beival, après une tentative de conciliation, donne l'ordre à ses deux chiens de faire trois coups de feu tirés avec un fusil de chasse calibre 12 qu'il était allé chercher dans sa voiture.

La loi française interdisant, sauf en cas de transport de fonds, aux directeurs et personnels des sociétés de gardiennage d'exercer leur métier munis d'une arme à feu, M. Beival a été inculpé et écroué à la maison d'arrêt de Compiègne.

**« Interdit aux Algériens
par décision préfectorale ».**

Le propriétaire du bar-tabac Léon-Bettouille, à Mimmes, Pierre Puech, a comparu, lundi 13 février, devant le tribunal de grande instance de Mimmes sous l'inculpation de refus de service. Le 6 mars 1977, M. Puech avait affiché à la porte de son café l'avis suivant : « Cet établissement n'est pas ouvert aux clients de la nationalité algérienne par décision préfectorale. » La référence était, bien entendu, inexacte, mais le parquet, saisi de l'affaire, l'avait classée sans suite. Elle est revenue devant le tribunal sur constitution de partie civile de la part de la Ligue contre le racisme, l'antisémitisme et pour la paix (MRAP).

Devant le tribunal, M. Puech a expliqué son comportement par une réaction d'autodéfense après des incidents survenus dans son établissement entre des clients d'origine nord-africaine. Son avocat a demandé qu'une décision de relaxe suive le classement sans suite décidé auparavant. Le MRAP, partie civile, a demandé le franc symbolique de dommages et intérêts. Jugement le 6 mars. — (Corresp.)

● **Inculpation** après un attentat contre un foyer Sonacotra. Un jeune homme, âgé de vingt ans, qui n'a pas encore été communiqué, militant d'un mouvement d'extrême-droite, a été inculpé de destruction et de tentative de destruction par explosifs d'édifices habités Sonacotra. Il est accusé d'un attentat commis, dans la nuit du 10 au 11 décembre 1977, contre un foyer Sonacotra, à Strasbourg (*Le Monde* du 13 décembre 1977), qui avait provoqué des dégâts matériels importants. L'action avait été revendiquée par un « groupe Delta ». Le jeune homme a été laissé en

Coups de feu après un bal en Alsace : deux morts, un blessé.

Un jeune homme, M. José Flick, vingt ans, a tué deux personnes et en a blessé une troisième à coups de revolver. après une rixe survenue, dans la nuit du samedi 18 au dimanche 19 février, au cours d'un bal organisé à Gamburgheim (Bas-Rhin).

Le drame s'est produit vers une heure du matin après que deux groupes de jeunes gens, qui se sont rencontrés dans les rues, sont sortis dans la rue pour s'y battre. Membre du premier groupe, ceux des jeunes gens domiciliés à Rischwiller, une localité des environs de Jœuf, ont tiré d'abord à revolver à balles et fit feu à plusieurs reprises, blessant grièvement deux de ses adversaires, MM. Pascal Wintz, dix-sept ans, et Jean Gourgouillon, vingt ans, soldat permissionnaire, et plus légèrement un troisième, M. Daniel Herman, dix-neuf ans. Les premiers devaient succomber à leurs blessures au cours de leur transport à l'hôpital de Strasbourg. Le meurtrier, arrêté peu après, par les gendarmes a été écroué.

Un médecin condamné pour un certificat d'arrêt de travail rétroactif.

Un médecin, qui avait établi un certificat de travail avec effet rétroactif, a été sévèrement condamné, samedi 18 février, par le tribunal de grande instance de Montbéliard.

Le tribunal a condamné le docteur Combes à cinq ans d'exclusion des services des assurances sociales, à quinze jours de prison avec sursis et à 3 000 francs d'amende. Combes devra également verser 3 000 francs de dommages-intérêts à la caisse de Sécurité sociale.

● **Mme René le Roux**, ancien président-directeur général du *Parquet* de la Méditerranée à Nice, a déposé lundi 13 février une plainte contre X pour séquestration arbitraire, après la disparition de sa fille Agnès, dont elle a eu une nouvelle nouvelle, le mois d'octobre 1977. Au cours de la querelle à épisodes qui a accompagné l'enquête du *Falick* de la *Libération* sur le *Parquet* de M. Jean-Dominique Fracconi, P.-D.G. de l'autre grand casino de Nice, le *Ruhl* (*le Monde* du 12 septembre 1977), la fille de Mme le Roux s'était trouvée en désaccord avec sa mère, qui s'opposait à l'hébergement au mois d'octobre 1977 à l'hôpital Saint-Roch de Nice après deux tentatives de suicides, la fille de Mme le Roux n'a plus, après sa sortie, donné signe de vie ni à sa mère ni à son entourage.

LA LUTTE CONTRE LE TERRORISME

Le congrès des juristes démocrates dénonce le « grignotage des libertés »

L'Association française des juristes démocrates, réunie en assemblée générale le 19 février, à Paris, a entendu un rapport de M. Philippe Waquet, avocat à la Cour de cassation et au Conseil d'Etat, sur le thème : « Territoires de la justice et libertés ». M. Waquet a noté que l'opinion, ignorante du fonctionnement de l'appareil judiciaire, est insensibilisée par le « grignotage des libertés » par lequel elle est, au contraire, massivement sensibilisée à « certaines formes de évidences qualifiées de terrorisme ». M. Waquet s'est volontairement abstenu de tout commentaire sur le terrorisme, affirmant seulement qu'il « contient en lui-même une interrogation à la société »

Le rapporteur a estimé que l'on trompait les citoyens en prétendant que les moyens légaux de répression étaient insuffisants. (...) ce qui revient, a-t-il ajouté, à encourager dans l'opinion les réactions les plus primitives. Il a insisté sur le fait que la répression en cause du droit d'asile et des droits de défense a. M^{me} Waquet ensuite évoqué les pressions

que le pouvoir, à l'occasion d'affaires de terrorisme, exercerait sur les magistrats. « Quand les magistrats résistent à ces pressions, la tentation du pouvoir est de se passer de la justice », a déclaré le rapporteur, évoquant, à l'appui de sa thèse, le projet d'extradition automatique, la circulaire sur l'emprisonnement des étrangers, l'appel à la délation et le développement du fichage automatique.

Au cours du débat, un magistrat du parquet, M. Jean-Glaude Fournier, a déclaré que l'Etat, en tant que tel, n'est pas responsable, mais que « l'ensemble législatif actuel était largement suffisant pour faire face aux nécessités de la répression ». Concluant la discussion, M^e Waquet a invité les juristes démocrates à intensifier la lutte pour les libertés et pour le défenseur des droits de la défense, et à dénoncer l'association des magistrats et des policiers à des organes dirigeants : M. Pierre Lavigne, professeur de droit public à l'université Paris-I, et M^e Nicole Dreyfus, du barreau de Paris, ont été renouvelés dans leurs mandats respectifs de président et secrétaire général.

Après les sanctions décidées par le garde des sceaux

Mlle Guemann est mutée d'office au tribunal de Nanterre

De notre correspondant

Druguignan. C'est par une dépêche de l'agence France-Press, dimanche 19 février, à Paris, que M. Guémenn, procureur de la République de cette ville, a appris sa mutation à la Cour de Cassation, à Paris, à Nanterre (Hauts-de-Seine), comme substitut du procureur de la République. M. Guémenn s'est déclarée *a surprise par les pratiques courtoises du ministère de la Justice, lequel préfère renvoyer les mutations des magistrats à des décisions au lieu de les lui notifier.*

commission de discipline du ministère de la Justice relative à sa suspension provisoire en date du 29 novembre 1934. M. Guémenn a été d'autre part rétrogradé de l'échelon 180 à l'échelon 171, soit de 100 francs.

Le Syndicat de la magistrature — dont Mlle Guémenn est vice-présidente — a adressé au président la composition de la commission de discipline qui a examiné la situation du magistrat Druguignan, et qui a été constituée le 10 février dernier (le

Nier ? L'interprétation de cette décision, qui n'a pas eu une mauvaise réputation disciplinaire, mais cela ne m'empêchera pas de continuer à m'efforcer avec acharnement » a ajouté le magistrat, qui a précisé « en intention de déshonorer le nom de la Cour ». Les magistrats du Conseil d'Etat ont répondu, contre la décision de la Cour de cassation, que le

(1) Le Journal officiel du 19 février publie le décret de mutation en date du 18 février 1973.

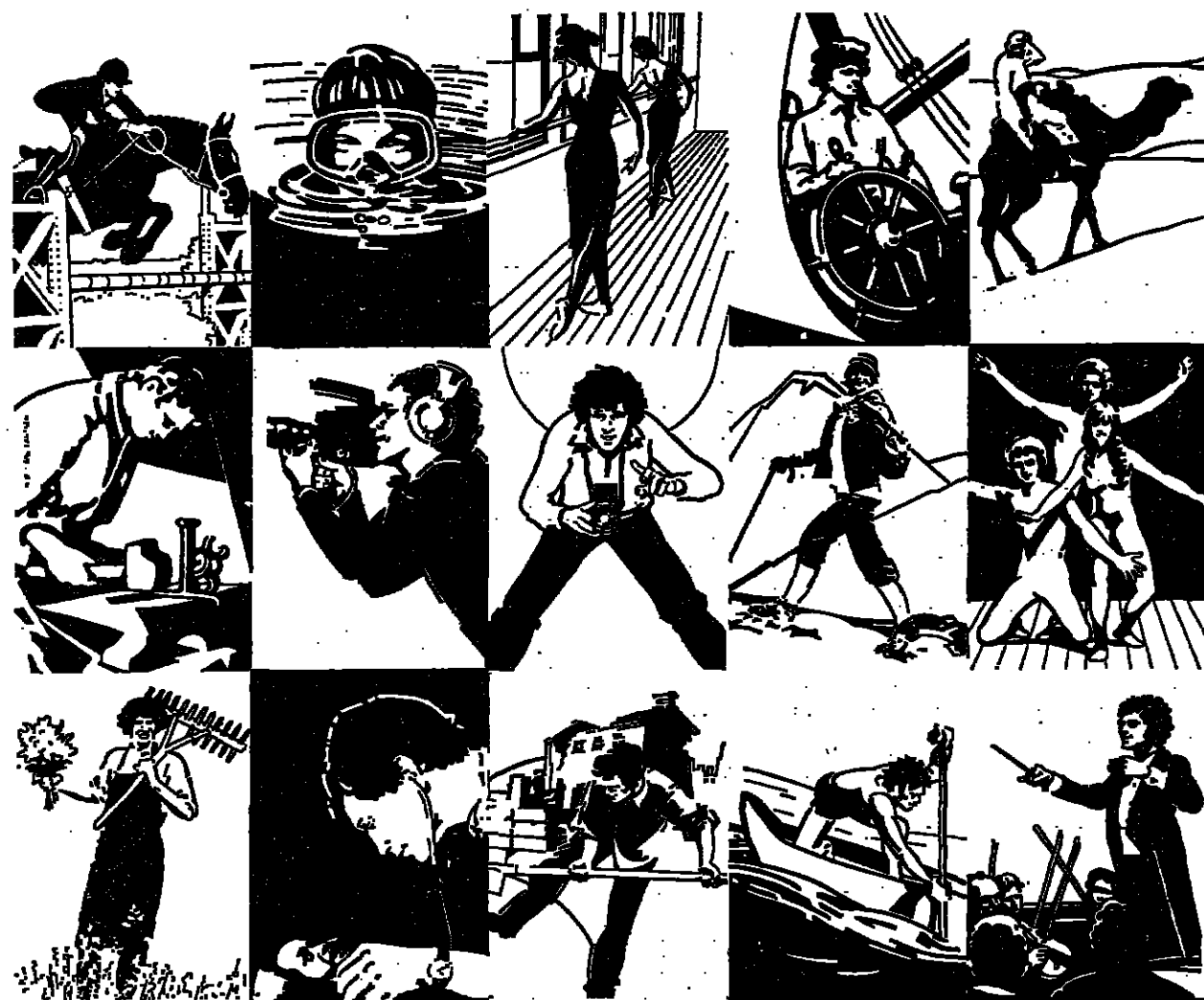
commission de discipline du ministère de la Justice relative à sa suspension provisoire en date du 28 novembre 1977 (le Monde du 29 novembre 1977). M. Gauthier a été d'autre part rétrogradé de l'échelon 780 à l'échelon 711, soit une perte mensuelle de 470 \$.

— dont Mlle Guémenn est vice-présidente — a déposé un recours visant la composition de la commission de discipline et la détermination de la situation du magistrat et donne son avis au garde des sceaux le 10 février dernier (le Monde du 11 février 1978).

On trouve, en effet, que, par une interprétation que le syndicat juge « restrictive », les représentants des magistrats de la magistrature de première instance, sous le prétexte qu'ils ne faisaient pas partie des cours et tribunaux, ont été écartés de

Une manifestation de soutien a été organisée samedi 18 février, par le Syndicat de la magistrature, à Draguignan.

Votre projet. Avec l'Ecreuil.



Vous avez de 16 à 20 ans. Vous êtes sportif, passionné de science, artiste en herbe. Vous voulez défendre votre environnement. Ou aider des personnes défavorisées.

Le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports et les Caisses d'Epargne "Ecuireuil" vous donnent la possibilité, seul ou avec des amis, de réaliser le projet qui vous tient à cœur. En ouvrant un compte épargne Jeune-Projet dans votre Caisse d'Epargne. C'est une exclusivité de l'Ecuireuil.

Les avantages ? Un : vous commencez par épargner en déposant ce que vous voulez, quand vous voulez et vous touchez un intérêt rémunérateur.

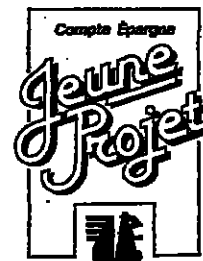
Deux : vous pouvez être l'un des gagnants du concours annuel en présentant votre projet.

Ce qu'il y a à gagner ? 1000 bourses de 1000 F pour l'ensemble des départements. Et en plus, pour les auteurs des meilleurs projets, 30 superbourses de 4000 F et 100 bourses de 2000 F. Toutes ces bourses sont offertes par le Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports.

Ce n'est pas tout: l'Écureuil est généreux: 500 000,00 F de cadeaux seront distribués tous les ans, sous certaines conditions, aux possesseurs de compte épargne Jeune-Projet. Renseignez-vous vite auprès de votre Caisse d'Épargne, celle où est l'Écureuil.



Compte Epargne "Jeune-Projet." Pour les jeunes.



Secrétariat d'Etat à la Jeunesse et aux Sports - Caisse d'Epargne "Ecureuil".

هكذا من الامم

IMPORTS
centre préolympique
ES POUR L'ÉLITE

Le Monde DE L'ECONOMIE

Le chiffreage est-il un progrès ?

Il est implicitement admis dans ce pays que le chiffreage des programmes présentés par les partis est un progrès, un peu comme si la politique, à son tour, accédait à l'âge scientifique, en substituant, comme l'ont fait depuis longtemps les physiciens, aux jugements de valeur et aux appréciations purement qualitatives, des propositions qui renvoient à des grandeurs quantifiables. Dans son principe, la méthode paraît inattaquable. Ne procède-t-elle pas du souci justifié qu'exprime le bon sens lors-

qu'il dit : « Il faut savoir où l'on va ? » Et nul doute que les exercices chiffrés auxquels nous avons assisté depuis le printemps dernier, pour ne pas revenir plus loin, ont permis d'y voir plus clair non seulement sur les intentions affichées des principales formations, surtout sur celles de l'opposition (la majorité étant au pouvoir), mais aussi sur la réalité, pour elle, de la réalité budgétaire, économique, sociale, monétaire, telle qu'elle existe aujourd'hui, mais aussi sur certaines implications importantes de leurs propositions.

Devrait continuer à être supporté par les entreprises en tout état de cause, tout ce qui, dans les charges sociales, correspond à un salaire indirect ou différé.

On pourrait espérer que la crise aurait au moins l'avantage de faire justice de cette étrange conception selon laquelle le pouvoir politique est en mesure de « choisir » un taux de croissance, que « préférez-vous ? Un peu plus de croissance et une diminution du chômage ou un peu moins d'inflation ? Un peu plus de consommation ou davantage d'investissement ? Nous ne caricaturons pas. C'est dans ces termes, qui laissent entendre que le gouvernement est armé pour arbitrer entre ces différents maux (qui dans la réalité se cumulent...), que non seulement en France, mais même aux États-Unis (voir la proposition de loi sur le plein emploi présentée par le sénateur Humphrey), certains jusqu'au-boutistes du « volontarisme » présentent les « options » à offrir aux citoyens.

Les dures leçons de la récession n'auraient guère été entendues, du moins par les faiseurs de programmes. Imperturbablement, le P.S. nous promet que sa politique de relance de la consom-

mation devrait porter le taux de croissance (estimé — sans plus de sérieux — à 4,5 % dans les comptes prévisionnels de la nation) à 4,9 %, alors que le plus vraisemblable est une forte aggravation de la récession amorcée par une inflation accélérée. Quant au parti communiste, il table sur une expansion de 6 %, comme sur deux jours du capitalisme. A quel point un raisonnement conduit selon les canons de la comptabilité nationale, qui ne connaît que des « agrégats statistiques » (consommation des ménages, épargne des entreprises non bancaires, etc.), peut contredire la réalité économe ! Peut-on penser par exemple, que, au cas où les communistes seraient en mesure de faire prévaloir l'essentiel du programme commun réactif par eux, le fort relèvement de l'impôt sur les sociétés, l'imposition du capital, etc., seraient sans effet sur la proposition d'investir des sociétés capitalistes, et d'une façon plus générale, sur le niveau de l'activité ? Les grands groupes, dirait-on, seraient nationalisés. Ils mettraient donc en œuvre les programmes d'équipement « voutés par la nation ».

PAUL FABRA.

(Lire la suite page 22.)

Le débat fondamental

Par exemple, les chiffres qu'ont publiés les communistes sur la croissance qu'ils attendent de la masse salariale, compte tenu des créations nouvelles d'emplois qu'ils croient pouvoir annoncer, ont montré (voir les articles d'Alain Verhulst, *Le Monde* des 15-16 et 18 mai 1977), l'ampleur de la redistribution des revenus recherchée au profit des bas et modestes salaires (mais qu'elle serait l'incidence de l'inflation ?). Aussi, donc, sinon même « bâclée », qu'elle ait pu apparaître, la version chiffrée de son programme qui vient de faire connaître le parti socialiste a donné une idée — surtout si l'on fait l'effort, indispensable d'essayer de projeter les augmentations de dépenses annoncées sur l'année pleine 1979 — de la lourdeur de l'effort fiscal qui serait très vraisemblablement rendu nécessaire.

Chaque décanation d'autant plus utile que le long débat sur la nationalisation a permis pendant des mois le changement le plus fondamental sur le plan du mode de vie qu'apporterait une éventuelle victoire de la gauche : une modification profonde du système fiscal qui se rapprocherait sans doute du modèle suédois ou britannique. En Suède, la progressivité de l'impôt direct est si rapide, si tranchante — que la ligne de démarcation fiscale, celle à partir de laquelle on est imposé à plus de 50 % sur la tranche supérieure de son revenu, est déjà franchie par le consommateur à la fin de deux enfants !

Si les chiffres ainsi publiés avant l'occasion de révéler, à ces partis politiques, l'ambition de ces derniers est évidemment ultra. Elle est ni plus ni moins de proposer, comme le fait chaque année le gouvernement, ses « comptes prévisionnels » — si pleins d'ambiguïté — d'accompagner la loi de finances, un schéma « cohérent »

de l'évolution de l'économie française pendant les douze ou vingt-quatre mois prochains (l'horizon est parfois plus lointain) compte tenu des mesures dont ils préconisent l'application. C'est ici qu'on a de bonnes raisons de se demander si l'exercice du chiffreage, loin d'éclairer le choix des citoyens, ne jette pas une lumière crue — et cruelle — sur les extraordinaires illusions dont se nourrit trop souvent la politique quand elle parle d'économie ! Ce qui rend ces illusions parfois difficiles à débusquer et peut-être aussi excusables est que plusieurs d'entre elles reflètent, de façon caricaturale il est vrai, le mode de raisonnement le plus contestable de la « science économique » : contemporain. Le plus courant et le plus dangereux de tous est de croire que les mécanismes économiques jouent au niveau des grandes statistiques « macro-économiques ». D'imaginer par exemple (on est bien dans le domaine de l'imaginaire !) que ce stimulant global de la « consommation » des ménages, on obtient nécessairement tel effet sur le niveau de la production, l'investissement, le niveau des importations, etc. En raisonnant de la sorte on oublie le caractère concret de la vie économique dont les ressorts doivent être saisis au niveau de ceux qui en sont les acteurs. A l'échelon de l'entreprise dont la décision d'augmenter sa production dépendra d'abord de la perspective de profit (et nul, de profit) qu'elle en attendra. A l'échelon des banques qui accordent les crédits nécessaires. A l'échelon de la Banque centrale, étant entendu que, au cas où elle est amenée à financer le déficit du Trésor, investissement des sociétés et effort d'exportation (comme on le constate encore aujourd'hui), on ne peut raisonnablement en attendre que l'inflation, etc., etc.

Le rôle insolite du SMIC

Entre la politique et l'économie, les risques de malentendus sont constants. Le plus grand de tous, celui d'oublier les autres, est la place spectative donnée aux promesses aux moyens de les satisfaire. Les programmes électoraux, compris ceux de Blois, commencent par fixer, indépendamment d'une analyse économique, un certain nombre d'objectifs si se traduisent par autant de promesses. On essaye d'ajuster les comptes de telle façon qu'on puisse les financer, est, d'une façon générale, le seul moyen de perpétuer, et aggraver, l'inflation, car si l'on n'a pas pu les financer, on les a financés correctement (le C. dans ce domaine s'est montré plus rigoureux que le P.S.) — à moins de se débarrasser, le gré de certitude est évident, en beaucoup plus faible en ce qui concerne les recettes.

Ainsi s'explique le rôle tout à fait insolite qu'on veut faire jouer au SMIC. A l'origine, il gisait de la garantie donnée aux salariés du bas de l'échelle qu'ils disposeraient d'un revenu minimal. De là, on est passé à notion de salaire minimum de subsistance. Ce qu'on propose aujourd'hui est un changement de perspective qui tourne le dos à spect économique du problème. De l'augmentation du IIC, on veut faire non pas le résultat de la croissance, mais un moteur de celle-ci. Le dynamisme du système capitaliste pour mener l'opération au succès, quitte, comme dit le parti socialiste, à offrir à entreprises une certaine compensation « afin d'éviter » le relèvement de 37 % des salaires de se traduire par fermetures d'usines. Le relèvement proposé des charges sociales, à raison de 300 F par an, est présenté comme un mal pas vers une réforme inévitable sans qu'on se rende jamais si, en se lançant dans la voie de la « fiscalité », on n'introduira pas de nouvelles distorsions dans l'appareil

reil de production, d'autant plus graves qu'elles seront invisibles. La première règle devrait être la transparence des coûts, condition indispensable pour parvenir à la fameuse « cohérence ».

(1) Voir nos articles analysant le programme commun des 11 et 12 août 1972, dont le premier avait pour titre : « Au-delà de la règle à calcul ».

1973... 1978 : les promesses électorales des partis, qu'ils appartiennent à la majorité ou à l'opposition, reprennent souvent, en un refrain lancinant, leur ancien projet d'amélioration des prestations sociales : promesses non appliquées, et pour cause, quand il s'agit du P.C. et du P.S., promesses non tenues pour le

Dans cet énorme et fastidieux débat préélectoral, les citoyens qui ont le courage de relire les promesses que les députés sortants avaient avancées il y a cinq ans dans l'indifférence loquace. Quelle a été la portée du fameux « contrat de progrès » avec les familles ? Qu'est devenue la retraite à soixante ans avec une pension égale à 60 % (40% + 20 %) comme le proposait l'O.D.R., devenue R.P.R. ? Qu'est devenu l'ambitieux projet d'allègement des charges sociales des entreprises de main-d'œuvre, promis et repris en 1973, 1974 et 1975 ? Autant de projets oubliés ou sans cesse reportés.

Au lieu d'un allègement, les entreprises ont plutôt pâli d'une aggravation des charges. Pour éponger un déficit de 10 à 12 milliards de francs, le gouvernement a dû majorer par deux fois, en 1976, le taux des cotisations calculées sur les salaires.

Cet accroissement des cotisations et un certain tassement des dépenses — maladie — ou plutôt une moindre progression (1) — appliquent le redressement des finances de la Sécurité sociale. Un excédent de 2,5 milliards de francs a pu être dégagé fin 1977 (2). Autres points favorables mais limités : les familles

défavorisées ont vu les prestations s'accroître sensiblement avec la création du complément familial tandis que les salariés âgés ont pu bénéficier d'une prime de départ grâce à un accord qualifié prudemment de provisoire. Ce provisoire va-t-il devenir définitif par la grâce des élections législatives ?

L'âge de la retraite

Le problème du montant des pensions et de l'âge de départ à la retraite est largement évoué par tous les partis. Il sera certainement l'un des sujets prioritaires de discussion tant au Parlement que dans les salles de réunion entre syndicats et employeurs. Un consensus général se dégage sur la mensualisation des retraites, l'amélioration des pensions de réversion au profit des veuves, l'aide à domicile aux personnes âgées et surtout sur le montant minimum des pensions et même sur l'âge à partir duquel les personnes âgées auront droit à ce minimum.

Le P.C. et le P.S. vont certes assez loin dans leurs propositions : ils entendent relever d'environ 40 % les allocations minimales des 1978 (1 300 francs par mois, soit 53 % du nouveau SMIC) et le porter, en cinq ans, à 80 % du SMIC. Mais le R.P.R. et le C.D.S. avancent des améliorations du même ordre quand ils promettent d'arriver, par étapes, à 70 % du SMIC (3). Alors que les partis de la majorité actuelle n'entendent pas avancer systématiquement et pour tous l'âge de la retraite à 60 ans, ils se prononcent cependant pour l'octroi de ce minimum vieillesse à 70 % du SMIC dès soixante ans.

En revanche, les divergences apparaissent sur l'avenir des régimes de retraite contributive. Parti communiste et parti socialiste, fidèles à leur politique, entendent accorder, dès 1978, à tous les Français la possibilité de

quitter la vie active cinq ans plus tôt : cinquante-cinq ans au taux plein pour les femmes et personnes occupées des postes pénibles et soixante ans pour les autres. En outre, ils proposent de porter le taux de pension pour les personnes âgées de soixante ans (actuellement 25 % — régime général, plus éventuellement 20 % à titre complémentaire — à soixante ans) à 75 % du salaire des dix meilleures années (70 % actuellement).

(1) Pour la période janvier à septembre 1977 par rapport à 1976, les honoraires médicaux remboursés par le régime des salariés ont augmenté de 6,1 % au lieu de 17,6 % l'année précédente ; les frais de séjour hospitalier de 17 % au lieu de 27,6 % ; les indemnités journalières de 1,5 % au lieu de 15,4 %, soit au total une progression de 11,9 % au lieu de 18,2 %.

(2) Selon des calculs et prévisions, encore inédites, le solde pour 1977 serait de + 2,546 milliards (solde nul pour la maladie ; + 46 millions pour la vieillesse ; + 2,5 milliards pour les familles), mais pour 1978 le déficit s'élèverait à 6,7 milliards (+ 2,3 pour la famille, - 8 pour la maladie et - 8 pour la vieillesse). Ces prévisions sont élaborées à partir de l'hypothèse des comptes de la nation (salaires : + 6,4 % ; effectifs : + 0,8 % ; prix : + 7,6 %).

(3) Selon le R.P.R., ce minimum serait aussi garanti aux handicapés adultes.

(4) Le P.C. déclare que, dans la situation actuelle de l'emploi, les retraités disposant d'une pension qui met à l'abri du besoin ne pourraient exercer une activité rémunérée qu'en fonction des besoins des différentes branches de l'économie.

et la majoration des prestations familiales, une importante revalorisation du minimum vieillesse, et cela, dès soixante ans, ainsi qu'une « refonte profonde » du financement de la Sécurité sociale constituent une sorte de « programme commun » du P.S. ou R.P.R.

actuellement à soixante-cinq ans). Les partis de la majorité refusent de s'engager dans cette voie. Ils proposent cependant de donner un contenu concret à l'idée de « retraite à la carte ». Jusqu'à présent, le taux de la pension à soixante ans (25 % pour le régime général de base) n'incite pas à partir à cet âge, car cinq années d'activité supplémentaire permettent d'en doubler le montant (50 % à soixante-cinq ans). L'objectif du R.P.R. est donc de majorer le taux de la pension (35 % à soixante ans au lieu de 25 % aujourd'hui, et des 40 % promis en 1973). A cette suggestion s'en ajoute une autre, dans la majorité actuelle, celle de pouvoir combiner pension et rémunération d'activité afin d'éviter la retraite guillotine qui plonge les « pensionnés » dans l'oisiveté et l'ennui. Mais, dans le même temps, le R.P.R. comme le C.D.S. et le P.S. — tous favorables à cette « retraite à la carte » — admettent qu'une réforme du cumul emploi-retraite est nécessaire. Ils rejoignent en cela le parti socialiste, qui lui aussi déclare qu'il faudra « interdire ou limiter le cumul » et le parti communiste qui, « dans la situation actuelle de l'emploi », accepte de freiner les cumuls (4). Aucun chiffre précis n'est donné si ce n'est par le C.D.S., qui parle, en cas de cumul, de suppression de l'abattement fiscal de 20 %. Mais un fait semble acquis : les parlementaires ou les personnalités sociales devront aborder, dans les cinq années à venir, cette délicate question.

Au total, en matière de retraite, la majorité plaide pour une amélioration progressive, alors que l'opposition se prononce pour le « grand pas en avant ». Cette affirmation, clamée depuis des années, de la retraite à soixante ans, est-elle réaliste ?

JEAN-PIERRE DUMONT.

(Lire la suite page 22.)

La Sécurité sociale et les projets des partis

Des promesses onéreuses, mais l'amorce d'un programme commun... de la gauche à la droite

المصرف العربي للتقاريات

BANQUE INTERCONTINENTALE ARABE

67, avenue Franklin Roosevelt Paris
Tél : 359.61.49 - Téléc : 640340 BIAPA
Capital 100 millions de F entièrement libéré

Total du bilan en Francs

1975 : 1 080 000 000 F
1976 : 3 209 000 000 F
1977 : 3 564 000 000 F

Le Monde Arabe
est notre affaire

ON NE CONSTRUIT PAS UN RÉGIME DE RETRAITE POUR CINQ ANS

	1975	1980	1985	1990	1995	2000
Nombre de personnes âgées de plus de 65 ans	7 042 000	7 467 000	8 521 000	7 484 000	7 987 000	8 416 000
% par rapport à la population totale	13,6 %	13,9 %	12,5 %	12,2 %	12,8 %	14,2 %
Nombre de personnes âgées de plus de 75 ans	2 674 000	3 071 000	3 321 000	3 563 000	3 847 000	4 478 000
% par rapport à la population totale	5,2 %	5,7 %	5,1 %	6,3 %	5,3 %	5,9 %

La Sécurité sociale et les projets des partis

(Suite de la page 21.)

Le coût du programme modérément ambitieux du R.P.R. est déjà élevé : au moins 12 milliards de francs et vraisemblablement davantage. Celui du programme commun semble exploser : 13,5 milliards de francs des 1978, selon le parti socialiste, 99 milliards de francs en 1980 selon le parti communiste.

Or l'amélioration des retraites pose un double problème, financier et qualitatif.

Premier grief aux suggestions de la gauche : les Français désirent de moins en moins partir à soixante ans au fur et à mesure qu'ils s'approchent de cet âge fatidique. S'il est vrai que les générations actuelles — notamment les ouvriers qui ont longtemps subi des conditions de travail dans les années 1930-1970 — aspirent à un repos bien mérité, il est dangereux, voire faux, d'attendre la même attitude des générations futures. Au contraire, il semble bien que la prolongation de la vie jusqu'à soixante-quinze ans et même quatre-vingt et quatre-vingt-dix ans incitera les adultes d'aujourd'hui à réclamer une poursuite d'activité au-delà de soixante ans.

Deuxième grief aux propositions de la gauche : on ne construit pas un nouveau régime de retraite pour cinq ans sans se soucier de ce qui se passera ensuite. Il faut à la fois tenir compte du déficit actuel, à législation constante, de la Caisse d'assurance-vieillesse des salariés (6 milliards de francs prévus

pour 1978 pour le seul régime général de salariés), et surtout de l'évolution démographique d'ici à l'an 2000. Est-il en effet sérieux de promettre la retraite à soixante ans ou cinquante-cinq ans, alors que les démographes savent très bien qu'un tel système risque de conduire les caisses à la catastrophe après 1985 ? Comme le montre le tableau page 21, il est certes relativement facile de promettre des améliorations, à moyen terme, puisque d'ici à 1985 le nombre des personnes arrivant à l'âge de soixante ans va passer de moins de 10 millions à plus de 15 millions. Mais après 1985, la situation démographique va, progressivement, s'inverser au détriment de la population active. On a d'autant plus de raison de s'en préoccuper que tous les retraités percevront alors des pensions à taux plein, parce qu'ils auront cotisé 37,5 années, alors qu'actuellement avec un rapport démographique identique le nombre des retraités ayant cotisé 37,5 années est encore faible. Autre surcharge : le poids des personnes âgées de plus de soixante-quinze ans.

La gauche peut certes maintenir son pari, mais à une double condition : accroître fortement le taux des cotisations ou des

impôts et faciliter l'activité rémunérée des femmes pour augmenter le nombre de cotisants. Une autre solution consisterait, comme le suggère la C.G.C., à avancer provisoirement l'âge du départ à la retraite en acceptant cependant un « retour en arrière » dans une dizaine d'années.

Une troisième solution, plus cohérente, moins coûteuse et plus juste, mais rarement évoquée, consisterait à supprimer tout âge limite et à accorder la retraite à taux plein dès 37,5 ou 40 années de cotisation, quel que soit l'âge du travailleur. Une telle formule reviendrait à accorder ce droit aux « manuels » des cinquante-cinq ou cinquante-sept ans puisqu'ils ont souvent commencé à travailler à quinze ou dix-sept ans et seulement à soixante-cinq ans pour les cadres qui sont embauchés à vingt-cinq ans. Cette formule préserverait l'avenir : elle retarderait le bénéfice de ce droit dans les années 1985-1990 puis que les jeunes entreront sur le marché du travail de plus en plus tard. Mais quelles que soient les options avancées et les décisions qui seront prises en faveur du troisième âge, encore faut-il tenir compte des promesses lancées aux malades et aux familles.

Relancer la natalité

En matière de maladie, seule la gauche parle d'une amélioration des remboursements (5) des frais de santé (80 % au lieu de 70 %), et des indemnités journalières (75 %, au minimum, du S.M.I.C. au lieu de 50 %). Le R.P.R. évoque cependant la prise en charge des « actes de prévention ». Mais, dans l'ensemble, la majorité entend freiner les dépenses, moduler les remboursements par un système de bonus-malus (6), et créer des cotisations spéciales pour les risques

dits de luxe ou de facilité (ski, tabac, alcool).

En revanche, tous les partis parlent d'une progression des prestations familiales avec le souci de valoriser le statut de la mère mais aussi la préoccupation de relancer la natalité. Nouveau consensus à droite comme à gauche : chacun propose de fusionner les allocations et le complément familial, et à « droite », qui a pourtant voté récemment la loi sur le complément familial, avance cette idée de fusion en précisant que les nouvelles allocations accordées à tous sans tenir compte du montant des rémunérations seront intégrées dans le revenu imposable après un aménagement des tranches. Dans la majorité comme dans l'opposition, on promet aux parents un congé éducation rémunéré et une progression des prestations supérieure à celle des prix, voire égale à celle des salaires, y compris au R.P.R.

(5) L'amélioration du remboursement des frais de maladie (ticket modérateur ramené de 30 à 20 %) était prévue pour avril 1978 par le P.S. Jusqu'à la fin de l'année, le P.S. a déposé une proposition de loi en janvier dernier (n° 3414), mais, lors de sa dernière conférence de presse, il n'en est plus question pour 1978.

(6) Selon le R.P.R., celui qui aura consommé moins de 50 % de son avoir de sécurité sociale bénéficiera d'un « bonus » qui sera, plus tard, ajouté à sa retraite.

leMaroc
toute l'année
avec votre automobile

CAR FERRY
L'AGADIR
COMANAV FERRY

tous les quatre jours au départ de Sète
Renseignements : votre Agence de voyages

SNMCM 61 Boulevard des Dunes
13012 Marseille

COMANAV FERRY
43 Avenue des F.A.R.
Cannes - France

République du Zaïre

ONATRA

(Office National des Transports au Zaïre)

Avis d'appel d'offres international

Réf. n° 7F/1196 (réédition)

A toutes les entreprises de la Suisse et des pays membres de la Banque Mondiale, un avis d'appel d'offres international est lancé pour la fourniture d'équipements pour son propre usage, soit :

- 1 TOUR A ROUE DE GRAND RENDEMENT
- 1 INSTALLATION DE FONDERIE

★

Moyennant paiement de Z 30, les soumissionnaires peuvent retirer le dossier complet d'appel d'offres auprès du secrétariat de la direction des approvisionnements, rez-de-chaussée - Building ONATRA - boulevard du 30 Juin - KINSHASA - ZAIRE.

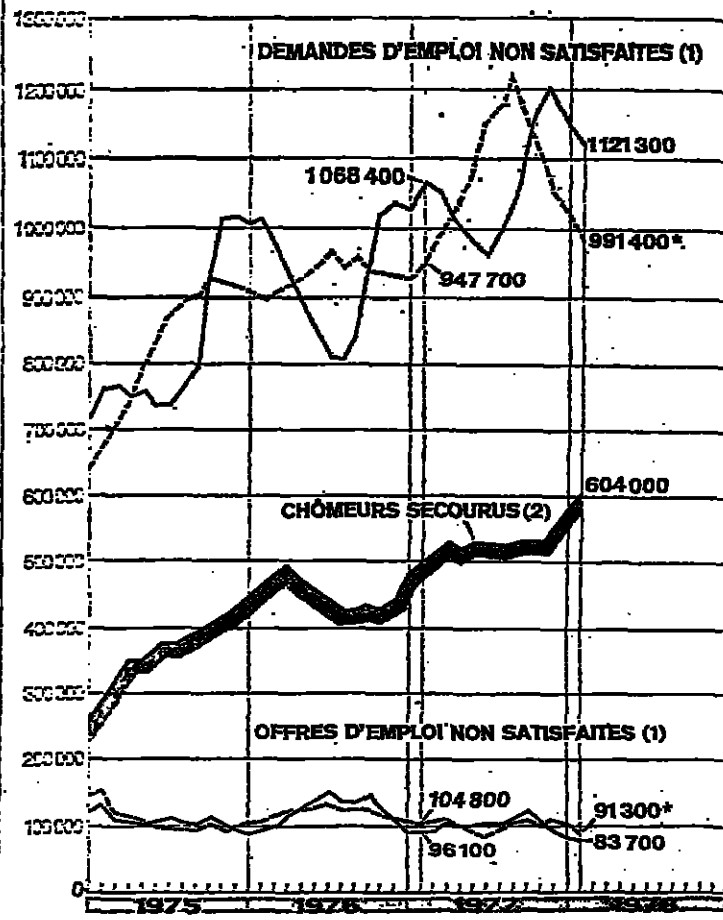
★

Les offres cachetées doivent être adressées à Monsieur le Délégué Général, ONATRA - BP 98 - KINSHASA. Date limite de réception des offres à KINSHASA, le vendredi 10 mars 1978.

★

Les soumissionnaires sont invités à assister à l'ouverture publique des offres qui aura lieu en la salle des conférences de la direction générale au Building ONATRA, 7^{ème} étage, le vendredi 10 mars à 15 heures (au lieu du 10 février comme annoncé initialement).

Baisse officielle du chômage pour le cinquième mois consécutif



(1) en données observées — après correction des variations saisonnières
(2) d'après les statistiques publiées par l'INED (Casse d'assurance chômage complémentaire)

(*) Chiffres obtenus avec les coefficients appliqués en 1977 aux corrections des variations saisonnières. Avec les coefficients prévus pour 1978, le nombre des demandes est, officiellement, de 1 023 300, et celui des offres de 92 700 à la fin janvier.

SECON les statistiques du ministère du travail, le chômage a régressé, à la fin janvier, « pour le cinquième mois consécutif ». M. Christian Bauducq a indiqué que ce résultat était « essentiellement dû au succès du pacte national pour l'emploi ».

En données observées, le chiffre officiel de demandes d'emploi non satisfaites est de 1 121 300 en janvier contre 1 444 900 en décembre (— 22 %) et 1 068 400 en janvier 1977 (+ 5 %). En données corrigées, la diminution est, selon que les nouveaux coefficients de 1978 sont appliqués ou non, de 3,4 % ou de 2,6 % (991 400 ou 1 023 300 contre 1 026 800 ou 1 050 900 en décembre).

Ce double comptage est exceptionnel. Il est intervenu après que la C.G.T. et la C.F.D.T. ont publié un document syndical précis et argumenté sur la « manipulation des statistiques et le bluff de l'emploi » et qu'une vive polémique s'est engagée sur les chiffres de janvier, à trois semaines des élections (le Monde des 15, 16 et 18 février). Mais, en tout état de cause, les chiffres officiels ne tiennent pas compte de l'effet de mesure, comme le notait la première absence au pointage ou l'inscription différée à l'A.N.P.E. qui s'est fait sentir pour la première fois en janvier et qui a éliminé de la statistique quelque 50 000 chômeurs.

Pour ce qui concerne les offres d'emploi non satisfaites, la baisse s'accroît. Leur nombre est maintenant nettement inférieur à 100 000 : 92 700 en données observées contre 86 600 en décembre et 96 100 en janvier 1977 et 91 300 ou 92 700 en données corrigées des variations saisonnières contre 100 400 ou 102 900 en décembre et 104 800 (ancien coefficient) en janvier 1977.

Enfin, le nombre des chômeurs secourus a augmenté de 4 % de décembre à janvier, passant de 580 000 à 604 000.

Le chiffrage est-il un progrès ?

(Suite de la page 21.)

Permettrait-on aux nouvelles sociétés de se procurer les ressources nécessaires autrement que par l'emprunt (elles sont déjà, presque toutes, lourdement endettées), alors que, par ailleurs, il est question, notamment du côté du P.S., de « blocage partiel » des tarifs publics ?

Un tel blocage serait dans la ligne du plan Barre, qui, en limitant l'année dernière, à 6,5 % la progression des barèmes publics, contraignait le budget de l'Etat à verser aux entreprises nationales des subventions d'un montant égal à la totalité de leurs investissements. « Voulez-vous », par la nation, le volume des investissements restera d'abord commandé par les perspectives de débouchés qui ne dépendent pas des objectifs gouvernementaux mais des marchés. La vérité paraît plus simple : le taux d'expansion « choisi » a été taillé sur mesure pour qu'on puisse faire figurer, dans la colonne des recettes supplémentaires sous forme de recettes fiscales accrues, le chiffre qui convient pour l'équilibre des comptes (version communisme du programme) ou (version socialiste) pour limiter le déséquilibre à 40 milliards. Tel était le montant du déficit qu'avait enregistré le budget de MM. Chirac et Fourcade — une référence bien peu raisonnable, ce budget ayant connu tout droit à la dégringolade du franc.

Un certain nombre d'autres

recettes « comptabilisées » par les uns et les autres ressortissent à une « logique » économique encore plus surprenante. Les communistes, par exemple, comptent des démantèlements, mais, en principe, les fermetures d'usines sont commandées précisément par des raisons d'économies. On peut déplorer les conséquences de telles décisions, mais dans aucun pays industrialisé, on ne présentera comme un gain pour la nation le maintien systématique en activité d'installations qui ont cessé d'être rentables — employons le mot, malgré la « grossière » ignorance du rôle du profit dont tant preuve, selon Alfred Sanvy, les partis de gauche français.

Le chiffrage de l'incidence sur le commerce extérieur des mesures préconisées est encore plus aléatoire. A dire vrai, tout dépendra du mode de financement. Si on prélève massivement l'impôt à l'importation, le résultat pourra être, comme nous l'avons dit, une moindre incitation à investir — et une chute de l'activité, mais nous aurons au moins l'équilibre ou le quasi-équilibre des échéances avec l'étranger. Là encore, les leçons de l'expérience ont été oubliées non seulement en France mais aussi à l'étranger.

A la fin de 1971, quand les pays du groupe des Dix discutaient du réajustement monétaire qui devait donner naissance à l'accord du Smithsonian Institute, le secrétaire américain au Trésor,

M. Connally, plaçant en faveur d'une forte dévaluation du dollar, faisait valoir qu'en vertu du calcul de ses experts (corroboré par ceux de l'O.C.D.E.), un point de dévaluation correspondait à une diminution du déficit de la balance des paiements (ou à un excédent supplémentaire) de 1 milliard de dollars. Ce degré de précision n'était pas admissible. Il était tout simplement sans fondement. Le dollar a été dévalué. Il ne s'ensuivit aucune « amélioration » de la balance des paiements américaines. M. Nixon préparait alors sa réélection par une vigoureuse politique d'expansion monétaire et budgétaire.

Une autre source d'erreur qui ne de compte des chiffres qui ne sont guère comparables : faire ressortir par exemple qu'un déficit budgétaire égal à 2 % du P.N.B. serait relativement modeste, « puisque » celui de l'Allemagne fédérale, pays réputé pour sa rigueur, est égal à 4 %. Si l'on veut mesurer l'incidence inflationniste du découvert des finances publiques, il vaut mieux se demander comment on le finance : par l'épargne véritable ou bien par l'institut d'émission via le relais des banques ?

De tous les « chiffrages », celui qui devrait être manié avec le plus de précaution est celui du chômage, à cause de la gravité et du caractère douloureux du phénomène. Mais dans le zèle d'apparaître comme les meilleurs partisans du plein emploi, les protagonistes en oublient leurs propres principes. La majorité et le patronat ont comen et appliqué un programme d'aide à l'emploi des jeunes qui donne certains résultats pour le moment. Pour réduire artificiellement le chômage des jeunes, les sociaux-démocrates suédois ont naguère employé les mêmes méthodes. On est loin de la « vérité » de l'économie de marché. Quant aux socialistes et aux communistes, on a du mal à croire que tous les nouveaux emplois publics qu'ils réclament seront occupés par des infirmiers et des assistantes sociales, alors qu'ils préconisent plus de contrôles et de surveillances de l'économie. On augmentera donc le nombre des fonctionnaires, tout en criant haro sur l'inflation et la bureaucratie.

PAUL FABRA.

I.C.C.-LIBYE

pour importants contrats de gré à gré

recherchons :

- ENTREPRISES BATIMENTS - T.P.
- EXPORTATEURS AMEUBLEMENTS.

Préférence sera donnée aux entreprises réellement désireuses de s'implanter sur le marché libyen

Pour premier contact écrire sous le n° 80.473 M à : REGIS-PRESSE, 15 bis, rue Beaumour, PARIS (2^e).

Des

Gautier : une de
pour anthologie

Les hommes de
l'histoire de la
France ont été
présentés par
un volume de
la collection
« Les hommes de
l'histoire de la
France » de la
collection de la
Bibliothèque de la
ville de Paris.
Ce volume est
consacré à la
vie de Gautier
et à son œuvre.
Il est composé
de textes de
Gautier lui-même
et de textes de
critiques et de
historiens.
Le volume est
illustré de
dessins de
Gautier et de
reproductions
d'œuvres d'art.
Il est vendu à
un prix de 10
francs.

Pas d'engagement dans le

Un vrai livre
d'histoire de la
France. Ce livre
est une véritable
œuvre d'art. Il est
composé de textes
de Gautier lui-même
et de textes de
critiques et de
historiens. Le
volume est illustré
de dessins de
Gautier et de
reproductions
d'œuvres d'art.
Il est vendu à
un prix de 10
francs.

Le volume est
composé de textes
de Gautier lui-même
et de textes de
critiques et de
historiens. Le
volume est illustré
de dessins de
Gautier et de
reproductions
d'œuvres d'art.
Il est vendu à
un prix de 10
francs.

هكذا في العمل

Des entrepreneurs entrepreneurs

En 1977, 13 842 défaillances d'entreprises ont été enregistrées en France, soit 11,7 % de plus qu'en 1976, et le rythme se maintient à un niveau élevé en ce début d'année. Ainsi les statistiques de l'INSEE font-elles apparaître pour le mois de jan-

vier 1 171 faillites, contre 1 154 en décembre et 1 122 un an auparavant. Mieux que tout commentaire, ces chiffres illustrent bien les difficultés que rencontrent les chefs d'entreprise.

Réussir en cette période troublée à

développer les activités d'une firme n'est pas, on s'en doute, chose aisée. Pourtant, plus nombreux qu'on ne le croit généralement sont les « patrons » qui ont su faire face avec bonheur à la crise, et même saisir les occasions qu'elle pouvait offrir.

En voici deux. L'un dirige une entreprise de meubles pour enfants (Gautier), l'autre une société spécialisée dans les modèles réduits de voitures (Majorette). Des « hommes-miracles » ? Certes non. Mais sans aucun doute des entrepreneurs.

Gautier : une devanture pour anthologie du capitalisme

Nantes. — Quelques heures au Boudoir. Je visite, furète, questionne, discute, note. Et j'ai l'irrésistible envie de présenter le groupe Gautier à la manière des guides gastronomiques : *Vendée, 70 kilomètres de Nantes, entreprises familiales d'ameublement, sous le signe d'un chef d'entreprise, numéro un à l'exportation, champion toutes catégories de la croissance, marge brute d'auto-financement impressionnante, huit usines de production, meubles de qualité, pratique commerciale offensive, quatre filiales étrangères, pôles éventuels de restructuration de la profession, tout le détail.*

C'est qu'après tant de rencontres, tant de visites à des industriels, des commerçants ou des agriculteurs qui donnent aux affaires le goût insipide qu'on trouve aux repas de self-service, j'ai, aujourd'hui, en étudiant cette entreprise, le même plaisir qu'à découvrir une table raffinée et bien ordonnée.

En guise de menu, une aventure digne de figurer dans une anthologie du capitalisme, version française du chapitre où le jeune et pauvre vendeur de pommes devient riche à la force du poignet. Patrice Gautier est le fils du menuisier du village. Sans fortune, sans diplôme. Avec l'aide de sa femme, il installe un petit atelier de menuiserie. Et il commence à fabriquer des

De notre envoyé spécial.

chambres d'enfants. C'est en 1960, début d'une étonnante ascension. Pendant les huit années qui suivent, le chiffre d'affaires est multiplié par sept cent cinquante et le nombre de salariés passe de deux à cent soixante-trois. Le chiffre d'affaires quitte son cocon régional, prend une allure nationale. Nouvelle année en 1973. Au cours des cinq années qui se sont écoulées, le chiffre d'affaires a progressé en moyenne de 43 % par an. La société emploie alors près de sept cents personnes, elle entame la phase de développement externe et international : implantation de filiales pour le montage aux États-Unis, pour la distribution en Suisse, en Allemagne fédérale, en Belgique ; prise de participation majoritaire dans le capital d'une fabrique corréenne de meubles pour bébés, en difficulté. Égaliser, absorption d'une société canadienne, Tabago, également en difficulté. Bref, début 1978, le groupe Gautier annonce 240 millions de francs de chiffre d'affaires hors taxe, dont 22 % d'exportation, 8 % de marge brute d'auto-financement, nette d'impôts, près de mille cinq cents salariés, et affiche un bel optimisme gourmand : la conquête du marché américain, et, pour quoi pas, l'introduction en Bourse dans quelques années.

Jard. Du coup règne un climat social particulier : pas une grève en dix-huit ans, la C.G.T. n'a pas pu s'implanter dans l'entreprise face à la C.F.D.T., les départs le « turn-over » sont extrêmement rares. « Il y a un consensus dans l'entreprise », assure le directeur général qui explique par la forte promotion intérieure. Lui-même a commencé à la production, puis cadre commercial et ainsi de suite. Chaque année, un ouvrier sur cinq suit un stage de formation dans une grosse ferme vendéenne rachetée par la société et spécialement aménagée pour des sessions de recyclage. « L'entreprise doit permettre de réapprendre. Tout cadre doit être créatif, avoir une réflexion sur son travail. Et ça marche », assure M. Souillard. Alors, pendant que l'ameublement se languit parce que le prix du bois augmente, parce que la concurrence étrangère s'aggrave, parce que le négociant de l'État, parce que les charges sociales sont trop lourdes, chez Gautier, on ne se plaint pas. Gestion plus serrée, nouveaux débouchés à l'étranger, fermés avec la distribution, sont les réponses aux menaces de crises. C'est ainsi qu'on devient le premier européen de la spécialité, qu'on est le seul fabricant de l'industrie pour signer un de ces fameux contrats de progrès.

Patrice Gautier reconnaît que ce n'est pas allé tout seul, que passer de l'artisanat à la P.M.E. puis à la grande industrie, lui a posé beaucoup de problèmes d'adaptation. « Ce n'est pas facile de devenir un grand industriel, ça ne se fait pas tout seul », dit-il. Quant à la suite des événements, même s'il ne partage guère les convictions économiques de la gauche, il attend, sans complexe, avec le sourire.

ALAIN GIRAUDDO.

(1) CODIPA : le Comité pour le développement industriel des fabricants d'ameublement, alimenté par une taxe parafiscale, est chargé de faciliter les restructurations.

Pas d'équivalent dans le meuble

Voilà l'histoire. Un vrai réal. Un remarquable contrepoint aux soucis du ministre pour combler le déficit du commerce extérieur de l'ameublement, et pour raviver une industrie en proie aux éternels démons de la profession face aux augmentations des coûts de fabrication et aux difficultés du marché.

Demandons au « chef » le secret de ses recettes. Il reste fort discret sur ses sources financières. Des difficultés de trésorerie ? Il y en a eu, c'est normal quand la croissance est très rapide, mais elles ont été surmontées, car on a veillé à garder l'équilibre entre les capitaux propres et les emprunts. Les banques régionales ont eu confiance. Il a fallu faire un emprunt à l'État ; le CODIPA (1) est intervenu ; mais la totalité du capital est toujours restée entre les mains de la famille. Tout se résume par un tour de main, par une « bonne gestion financière », ce qui dit tout et qui ne révèle rien.

Pour le reste, il n'y a pas de mystère. La réussite, c'est d'abord le choix d'un créneau : le meuble d'enfant. Ce secteur de marché a connu un développement exceptionnel en raison notamment de l'allongement de la scolarité. C'est un créneau pratiquement unique, les industriels fabricant généralement de tout. Du coup, Gautier a pu allonger les séries, produire deux mille modèles là où ses concurrents en faisaient cent, et écraser ses coûts de fabrication.

La réussite, c'est ensuite une politique commerciale pratiquement sans équivalent dans le meuble. Gautier n'a pas de représentant de commerce rémunérés à la commission, mais des cadres commerciaux mensualisés. La société diffuse ses produits sous marque — Gautier, Gamel, Egaliser, Tabago — alors que seulement une petite minorité de fabricants ont la même politique. La production est assurée sur les lieux de vente par un service d'une quinzaine de personnes qui installent des stands. Les clients — aucun ne représente plus de 2 % du chiffre d'affaires — bénéficient d'un service de qualité, mais n'ont pas à attendre de conditions de faveur : « On n'a pas peur d'être cher et on ne fait pas de factures à plus de soixante jours », dit le directeur général, M. Souillard.

La réussite, c'est encore une intégration très poussée des activités. Gautier a son propre bureau de génie industriel qui a construit les usines et organisé le travail. La société dispose de son réseau de distribution, une vingtaine de camions qui livrent les meubles dans toute l'Europe, établissant un meilleur contact avec les clients. « Nous interdisons à nos chauffeurs de dormir dans leur camion », dit M. Souillard. S'ils ne se présentent pas ravis chez un client, ils reçoivent un avertissement. Alors que les concurrents hésitent à s'enquérir des goûts du consommateur, vingt-cinq personnes se consacrent aux études de marchés et à la recherche de nouveaux produits. Une centrale négocie l'achat des 3 800 mètres cubes de panneaux, 1 800 mètres cubes de carton, 1 000 mètres cubes de bois massif, des 120 tonnes de vernis et laques, etc., nécessaires à la production mensuelle de dix-sept

mille cinq cents chambres de jeunes et de bébés. Et un ordinateur se charge du télétravail des données et problèmes.

La réussite, c'est enfin une certaine politique sociale. Gautier pratique des salaires élevés qui sont la « cible » des organisations syndicales en Vendée. « Le SMIC à 2400 francs, ça ne nous inquiète pas », assure tranquillement Patrice Gautier. Chez nous, même le bûleux ne pointe pas. « Ils sont le plus souvent d'origine agricole. Ils travaillent dur et consciencieusement. Pas besoin de leur imposer des cadences », dit M. Sou-

Majorette : la participation comme moteur

Lyon. — Un P.-D.G. heureux, un personnel satisfait, un chiffre d'affaires en constante et rapide progression. Un conte de fées à la japonaise ? Nullement. L'entreprise est française, gagne chaque année du terrain à l'exportation et vient d'être consacrée par une introduction réussie à la Bourse de Lyon. Le nom de cette société ? Si vous avez de jeunes enfants, vous le trouverez peut-être dans une poche de leurs blousons, au revers de l'une des voitures miniatures qu'ils emportent, à votre insu, à l'école : Majorette. Cette raison sociale répandue dans les grandes surfaces comme dans le dernier des bazars de campagne est aujourd'hui synonyme de réussite.

Créée en 1962 avec une trentaine de personnes, la société a employé aujourd'hui cinq cent soixante-trois (1). Le chiffre d'affaires hors taxes, qui était de 2,8 millions de francs il y a dix ans, a atteint 78,7 millions l'année dernière, soit une progression moyenne annuelle de l'ordre de 40 %. En volume, la production a suivi la même courbe ascendante : de douze millions de voitures en 1972, elle est passée, en 1977, à plus de cinquante millions. Chaque jour sortent des chaînes de fabrication deux cent cinquante mille de ces petits véhicules de 7 à 8 centimètres de longueur, exécutés généralement à partir des plans des constructeurs (2).

La moitié de la production est exportée — ce qui représente entre 43 et 45 % du chiffre d'affaires — à travers un réseau qui compte cinq filiales ou sociétés affiliées, au Japon, au Canada, en Grande-Bretagne, en Autriche et en Allemagne fédérale.

C'est sur l'étranger que compte la société pour se développer. En France, où elle contrôle 80 % du marché, elle semble approcher de la saturation. Si la société vend dans près de soixante-quinze pays, c'est avec une dizaine seulement — dont sept en Europe — qu'elle réalise la part la plus importante de son chiffre d'affaires à l'étranger. La modicité du prix de ses produits, ainsi que la diversification — très limitée parce qu'il s'agit de l'ac-

De notre correspondant régional

ment, à l'occasion des salons du Jouet de Paris et de Nuremberg, de nouveaux modèles trois fois plus gros environ que les miniatures actuelles — lui donnent de bonnes raisons de croire en l'expansion de ses marchés extérieurs. L'objectif de Majorette est même de tendre vers un chiffre d'affaires qui serait réalisé à 90 % à l'étranger et cela malgré la concurrence de la firme britannique Lesney Products, premier constructeur mondial qui commercialise, sous la marque Matchbox, des véhicules présentant des caractéristiques très semblables de celles des Majorette.

Parallèle évolution a naturellement entraîné des investissements importants en bâtiments et en machines. La première usine — 4 800 mètres carrés — construite en 1968, sur la zone industrielle de Caluire et Cuire, dans la banlieue nord-est de Lyon, a été doublée quatre ans plus tard. En 1974, une deuxième unité de production d'une surface totale de 14 000 mètres carrés a été réalisée à 800 mètres de la première et, cette fois, sur le territoire de la commune de Rillieux-La-Pape. C'est là encore

que s'élève, depuis 1978, le siège administratif : hexagone de 1 280 mètres carrés aux murs de verre abritant des bureaux paysagés — mobilier orange et plantes vertes — sur lesquels des haut-parleurs déversent une discrète musique d'ambiance.

Avec d'aussi bons atouts en main, Majorette s'est présentée à la Bourse de Lyon avec une confiance raisonnable. Sans doute, la société n'a-t-elle pas encore atteint une dimension spectaculaire. « Mais n'est-ce pas la vocation des bourses régionales de faire place à des entreprises moyennes performantes ? », s'interrogeait, en substance, un cadre de la Société lyonnaise de dépôt et de crédit industriel dans l'analyse financière qu'il effectuait à l'occasion de cette introduction. L'opération réalisée le 7 décembre, avec la mise en vente de trente mille actions — soit 17 % du capital, — s'est révélée positive. Le titre coté au départ à 245 F a atteint trois semaines plus tard 270 F sans redescendre, au moment de la chute de la bourse fin janvier-début février, en dessous de sa valeur initiale. Deux à trois cents transactions opérées en moyenne chaque jour constituent une bonne animation pour un titre jeune.

« Une machine à fabriquer de l'argent »

A quels critères Majorette doit-elle sa fulgurante ascension ? Au plan industriel, ils sont des plus ordinaires : monoproduits, grande série, marché en expansion. Mais ils sont aussi et surtout d'ordre social. Sur l'organisation exemplaire de sa société, qu'il a voulu ainsi, M. Emile Véron, cinquante-deux ans, P.-D.G., ne tarit pas d'explications. « Mon principe de base pour fonder une entreprise était de tout faire pour obtenir le plus possible de l'argent. Je me battais contre la concurrence ou contre l'administration, par exemple, mais pas contre mon personnel. Je me sentais incapable de faire face à deux fronts à la fois. » En 1967, alors que l'entreprise dépassait à peine la centaine de salariés, la nouvelle loi sur la participation dans l'entreprise lui ouvre des horizons. Il opte aussitôt pour la formule de l'actionnariat.

Aujourd'hui, alors que le personnel détient déjà 18 % du capital, il explique : « Appliquée avec foi, c'est une machine à fabriquer de l'argent. » Avec foi ? Pour Emile Véron cela signifie que « les formules ne débouchant pas pour le personnel sur la propriété réelle du capital — et donc du pouvoir — sont toutes des solutions transitoires ». Si l'homme a rompu avec le capitalisme de papa, il n'a pas pour autant sombré dans un paternalisme désemparé. Sur ce point encore, Emile Véron parle clair : « Si le personnel détient une part du capital, il devient copropriétaire et corresponsable. Cela suppose de la part du P.-D.G. et des cadres un comportement en rapport : on ne donne pas un ordre à un associé, on lui parle. »

Certes une telle attitude exige du temps. Pour la formation du personnel notamment : quatre séances annuelles de trois heures chacune — prises sur le temps de travail et rémunérées — pour démontrer les mécanismes de la société. Expliquer les grands principes du genre « qui nomme révoque » ou encore « qui

fait du produit fait les pertes », mais aussi ce qu'est un compte d'exploitation, un bilan et enfin l'actionnariat. L'engagement personnel du P.-D.G. est nécessaire : « Plus haut est le niveau, plus la considération apparaît grande au personnel. » Pour Emile Véron, cela représente une centaine d'heures par an consacrées à ces actions de formation. Mais les résultats valent bien ces efforts. Un climat de confiance s'est établi dans l'entreprise. La communication se fait dans tous les sens : le plan de financement est préparé avec les responsables des différents services. Une fois les objectifs fixés par la direction, le personnel propose lui-même les moyens pour parvenir à leur réalisation.

Il y a peu, par exemple, un agent de maîtrise a conçu une nouvelle balance pour la peinture des voitures. Son système, testé, a révélé un gain de temps important et a immédiatement été généralisé. La conclusion d'Emile Véron est formelle : « Il existe un rapport direct entre la productivité et la participation. Pas étonnant dans ces conditions que les syndicats ne soient pas implantés dans l'entreprise. Ils ont d'autres chats à fouetter ailleurs ; ici nous avons instauré le syndicat des actionnaires. N'est-ce pas mieux encore ? », s'interroge-t-il. Que le personnel devienne un jour majoritaire dans la société par le biais de la transformation chaque année en actions de la part légale du bénéfice — un million et demi de francs en 1977 — ne le trouble absolument pas : « Il vaut mieux, dit-il, détenir 20 % seulement d'une entreprise qui marche bien que 100 % d'une mauvaise affaire. »

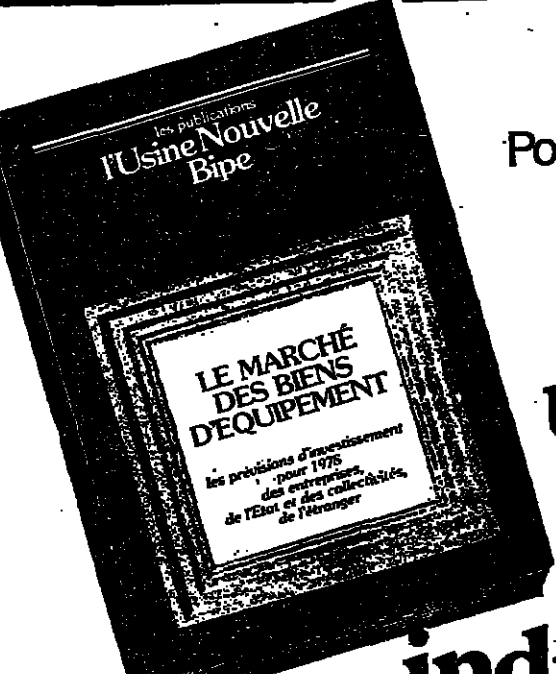
BERNARD ELIE.

(1) En 1976, sur 563 personnes, un quart environ étaient des travailleurs à domicile, dont des femmes en majorité.
(2) Majorette produisait 73 modèles avant d'envisager sa diversification avec une série à une échelle plus élevée.

ge est-il un pro

LIBYE

Pour la 1ère fois en France :



un outil de prévision indispensable

LE MARCHÉ DES BIENS D'ÉQUIPEMENT
PRÉVISION 1978

Qui investira en 1978 ?
30 branches :
Le dossier analyse de façon détaillée les perspectives d'investissement de 30 branches d'activité.
100 firmes industrielles
8 entreprises nationales
Le dossier recense les programmes d'investissement de ces différentes entreprises pour l'année 1978. Les 8 entreprises nationales prises en compte sont : EDF, GDF, Cof, P et T, SNCF, RATP, Air France, Air Inter (prévisions d'investissement et principaux projets).
21 régions
Le dossier présente les programmes d'équipement des 21 régions de France.
400 contrats
Il s'agit du recensement des 400 principaux contrats d'investissement négociés avec les pays en voie de développement.
9 pays étrangers
Le dossier décrit les perspectives d'investissement de 9 pays industriels, toujours pour l'année 1978. Les 9 pays pris en compte sont : Allemagne Fédérale, Belgique, Espagne, USA, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Italie, Japon, Suisse.

Sur quels produits portera l'investissement ?
Le dossier décrit la répartition des investissements 78 sur les principaux biens d'équipement. Ceux-ci sont classés en 5 grands types de produit :
Les produits de la construction mécanique
Joints à titre d'exemple :
• Machines agricoles
• Machines outils et matériels connexes
• Équipement général
• Équipement spécialisé
• Matériel de maintenance
• Matériel de Travaux Publics
• Instruments et matériels de précision, etc.
Les produits de la construction électrique et électronique
Classe à titre d'exemple :
• Matériel de traitement de l'information
• Machines de bureau
• Biens d'équipement électroniques
• Biens d'équipement électromécaniques et électroniques.
Les véhicules utilitaires
Le matériel roulant ferroviaire
Les bâtiments à usage industriel, commercial et agricole ainsi que le Génie Civil.

Ce document indispensable à vos prévisions 1978 est en vente dès maintenant au prix de 350 francs. Il vous suffit d'envoyer votre commande aux éditions de l'Usine Nouvelle-BIPE 15, rue Bleue, 75008 PARIS. Tél. 248-72-37 accompagnée de votre règlement.

ABU DHABI
BAHREIN DUBAI
DOHA MUSCAT



GULF AIR

le cinq étoiles du transport aérien.

(1) 261.61.20, (1) 776.41.52.

سكنا من الاول

LE JOUR
DE LA MUSIQUE

Une alchimie nouvelle

A Nice, où, sur la demande du ministère de l'environnement et de la culture, pourrait être transféré le Centre international de recherches musicales, Jean-Stienne Marie, fondateur du C.I.R.M., a entrepris un cycle de conférences et de concerts autour des problèmes de la création contemporaine : *Survival des musiques de Wagner à Boulez, tout d'abord ; Musiques concrètes, électroniques et pour ordinateur, ensuite ; il abordera Le mystère de l'écriture musicale (de Bach à Boulez) le mercredi 22 février, à 17 h 30, avec le concours de Denis Weber. La séance du 1^{er} mars sera consacrée à La transmission de la musique : de la notation à l'écriture nouvelle, avec plusieurs œuvres en création (J.-E. Marie, L. Hiller, L. Ferrero). Clôture le 8 mars : Au travers du monde des sons, recherche de notre identité.*

* Musée des beaux-arts Jules Gaudet, 33, avenue des Baumettes, Nice ; tél. : 28-33-18.

Créations à Antibes

Un maître, Pierre Merit, qui aime la musique — celle d'aujourd'hui autant que celle d'hier, — un compositeur pas comme les autres, Tristan Clais, venu se fixer dans le Midi... Antibes, sans perdre de vue son Festival du jazz, regarde à présent du côté de la musique contemporaine : du 20 au 23 avril, au Palais des congrès et à la cathédrale, quatre concerts avec l'Orchestre Provençal-Côte d'Azur (P.-M. Davies, J. Tatra, F. Donatoni), puis l'Ensemble 2e 2m (Schoenberg, Tatra, Finnissy, J. Strauss, Grubisic), un récital — carte blanche à Marie-Françoise Bucquet (Ragel, Schostak, Liszt, Clais, Xenakis), des ateliers de jeunes instrumentistes de la région étudieront des pièces inédites de leurs camarades compositeurs, des colloques et, dès le mois de mars, des séances d'animation dans les écoles : ce festival ne voudrait pas se fermer sur lui-même.

* Festival international de musique contemporaine, Palais des congrès, 06180 Antibes - Juan-les-Pins ; tél. : 61-26-55.

Le « Roméo et Juliette » de Grigorovitch

A peine les projecteurs éteints sur le Roméo et Juliette mis en scène au Palais des sports par Rudolf Noureev, l'Opéra de Paris affiche à partir du 22 février une nouvelle version, signée du Soviétique Iouri Grigorovitch.

Sur la musique de Prokofiev, insupportable de la création de Lennart Kall (1940), Grigorovitch n'a pas hésité à réviser le ballet suivant une conception personnelle déjà illustrée par Spartacus et Ivan le Terrible. Son langage chorégraphique — mélange effréné d'un vocabulaire classique et d'une expression dramatique assez conventionnelle — a ses partisans.

Les changements à vue, conçus par le décorateur Simon Verelstede, devraient donner une grande mobilité à un spectacle placé sous le signe du carnavalesque. Grigorovitch s'est efforcé, explique-t-il, de donner les tableaux de mœurs de l'époque pour mettre en évidence une opposition plus généralisée entre les thèmes de l'amour et de la guerre. Il sera intéressant de rapprocher sa vision de celle de Béjart, qui, dès 1966, avait complètement supprimé l'antagonisme et transformé Roméo et Juliette (sur la partition de Berlioz, il est vrai) en un véritable manifeste en faveur de la non-violence.

Trois distributions très nuancées sont prévues pour les rôles des deux amants shakespeariens : Dominique Khalilovitch et Michèle Denard, 22 février, 2 et 18 mars ; Natalia Bessmertnova et Alexandre Bogachov (24 février, 3 et 18 mars), Florence Clerc et Charles Jude (27 février et 6 mars).

RECTIFICATIF. — Par suite d'une erreur de transmission, les lignes écrites dans le Monde du 19-20 février que le dernier disque d'Yves Montand paraîtrait le 3 mars, alors qu'il se trouve les disques à partir de ce 20 février.

Musique

Le temps musical de Pierre Boulez

(Suite de la première page.)

Beau sujet d'indignation pour les amis de l'écologie, et ceux qui, à tort ou à raison, se méfient des pièges de l'intelligence.

La musique est une activité assez importante et complexe pour qu'il soit légitime d'en parler ; elle constitue, en outre, une réalité artistique assez solide pour s'offrir, de temps en temps, le luxe d'un détour au pays des mathématiques, de la littérature, de la philosophie ou de la pure spéculation intellectuelle : aux confins du paradoxe, il est des musiques plus intéressantes à lire qu'à écouter, des partitions plus belles à voir qu'à entendre... car, alors que dans les autres arts il est parfois des œuvres possibles à imaginer quoique matériellement irréalisables, la musique, grâce au jeu de l'écriture — symbole d'une exécution virtuelle — offre la tentation de faire reculer les limites imposées par les réalités concrètes.

Mode de valeurs et d'intensités (1948), d'Olivier Messiaen, fait partie de ces tentatives. Cette pièce pour piano repose sur un mode mélodique de trente-six sons, un mode rythmique de vingt-quatre durées différentes auxquelles s'ajoutent douze sortes d'attaques et sept intensités. Exception dans l'œuvre de Messiaen, cet essai purement expérimental a eu sur Boulez, Stockhausen et nombre de musiciens de cette génération, une influence décisive. C'est lui que Boulez choisira à l'état pur comme matériau de base dans la première de ses Structures pour deux pianos et on ne s'étonnera pas qu'il l'ait prise — comme thème d'une des cinq soirées sur le temps musical : le temps numérique, autrement dit le « temps » d'un discours qui ne trouve plus appui sur une pulsation vécue, mais offre seulement une succession arbitraire de valeurs (numériques) différentes.

Pierre-Laurent Almerand est un piano, Boulez explique très clairement les principes de construction, donne des points de repère ; certains s'oublient aussi vite qu'ils se comprennent, mais la seconde audition promet d'être plus fructueuse que la première... Il n'en est rien, ou presque.

On a un peu honte. Pourtant, on a l'impression, en retour, de comprendre la fascination qu'a dû exercer, à l'époque, cette musique si rigoureusement construite (on cherchait alors des règles) et beaucoup plus difficile à saisir dans son ordonnance que tout ce qui s'était écrit jusque-là (on appréciait aussi le dépassement). C'était comme un défi qu'il fallait relever, il l'a été. Mais aujourd'hui que la part d'utopie qui nourrissait cette expérience ne suffit plus à stimuler notre atten-

tion, on se demande s'il ne serait pas temps plutôt de dénoncer franchement les défauts d'une pièce comme celle-ci, à la fois historique et sérieusement manquée, au lieu de la donner, en exemple, d'un certain traitement du temps musical puisque, en allant trop loin dans cette direction et faute de quelques précautions, elle n'atteint son but que très partiellement.

D'autre part, c'est un peu cultiver un mirage que de laisser croire que, dans un cas comme celui-ci, l'analyse de la technique de composition peut guider une audition qui a cent raisons tout aussi valables de se disperser. Ne serait-il pas plus profitable de chercher à savoir pourquoi nous percevons si mal certains éléments ?

L'ambiguïté de ce genre de séances — « tous publics » c'est qu'elles sont censées amener à une écoute plus fructueuse et proposer en même temps l'examen d'un problème (le temps musical) qui est avant tout de l'ordre de la réflexion. Une fois résolue — par affirmative ou négative — la question de savoir s'il est légitime de parler sur la musique — soit pour rendre accessibles certaines œuvres soit pour camper des phénomènes nouveaux — on constate que ces deux raisons se recouvrent rarement et que telle partition exemplaire ou tel en révèle un mauvais exemple pour des non-épistémologues. Le tout est de savoir qui on veut toucher exactement et pour quel effet.

Il ne faudrait pas l'oublier, cependant, ces séances ne sont ni des cours ni des conférences tels que pourrait en faire un chercheur ou un esthéticien ; comme toujours lorsque Boulez prend la parole, c'est pour témoigner de ses propres préoccupations, de ses doutes, de ses certitudes. Ce qui peut tromper, c'est cette volonté qu'il a toujours eue d'adopter une formulation théorique, de réclamer de l'objectivité. Chaque affirmation, dans ses écrits comme lorsqu'il s'exprime en public, ressemble à une revanche sur l'incertitude sans cesse renaissante. En écrivain Schoenberg est mort, il a surtout, sans doute, voulu s'en convaincre. Au fond il n'en est pas sûr. Et quand il déclare malicieusement le passage de Wozzeck à « primitif », que Messiaen, comment bien que c'est encore Boulez qu'il préfère, avec tous ses défauts.

Avec tous ses défauts aussi cette approche boulezienne du Temps musical est pour nous une expérience irremplaçable.

GÉRARD CONDE

* Prochaines concerts du cycle « Temps musical » : Boulez (ce lundi 20, Carter (le 22) ; séance de synthèse avec les élèves de Boulez (le 23, à 18 h). Centre Georges-Pompidou ; concert de clôture : le 23, 20 h 30, au Théâtre de la Ville.

Notes

Cinéma

« POUR QUI LES PRISONS ? » d'Elia Ienass

C'est un film-trait. Un film militant. Un film réalisé à avec des bouts de ficelle. « Pour qui les prisons ? » est né dans la souffrance. Que cela soit dit. Quatre ans de travail, de 1973 à 1977, une production entièrement assurée par son réalisateur, Elia Ienass, en collaboration avec le Comité d'action des prisonniers (CAP), voilà qui résume un effort, d'un point de vue extérieur, de documentaire.

Pour le reste, la démarche du réalisateur repose sur une « idéologie » : à savoir que la population pénale, quelque 30 000 prisonniers, est issue de la classe ouvrière à 85-90 %. Au travers de plusieurs « chapitres » (le travail pénitentiaire, les suicides, les révoltes) Elia Ienass entend montrer que la prison ne réhabilite pas le « tueur » mais l'entraîne dans un engrenage sans fin.

Ainsi les jeunes seraient « poussés à la révolte » et à la délinquance primaire par un système qui les exploite, et la prison ne ferait rien d'autre que de les confronter à une « surexploitation ». Jean-Pierre Delastre, Michel Borrelli et Serge Litroux expliquent cette « spirale ». Des documents photographiques, de qualité inégale, ponctuent leurs déclarations. Cette « pauvreté » iconographique est la rançon du courage. Quand « ceux qui n'ont jamais la parole la prennent ».

LAURENT ORTIZ-SAMER

* La Claf, le Subaquat (18 h.).

« UN RISQUE A COURIR » de Peter Collinson

Tous les scénaristes, tous les auteurs du scénario le plus abracadabrante pour ce film de Peter

Collinson. Un Himalaya d'invasions blanches et de sottises... Venir se faire soigner à Johannesburg (ce qui est une curieuse idée pour un Noir), le président d'une république africaine est enlevé par ses infirmes. Prédiction américaine et vaguement mythomane, celui-ci veut ramener sa fille chérie au pays natal. Une rançon est versée. Mais, entre temps, le kidnapeur s'est pris d'une telle amitié pour son kidnappé qu'il l'aide à contraindre les plans de la police. Tout se termine dans une cabine de fusillade. Un Noir à saes qui, depuis le début du film, cherche à abattre l'homme d'Etat, lui tire dessus. C'est l'affirmation qui est attendue. Entre ciel et terre, il meurt dans les bras de son ex-victime.

La bouffonnerie involontaire de ce film d'aventures rejoindra les amateurs d'humour en second ou en troisième degré. Les autres spectateurs seront en droit de penser que l'on se moque d'eux. Anthony Quinn joue de son célèbre rictus. Un « Risque à courir » ? Certes pas. Un film à fuir. — J. R.

* Balzac (v.o.), Capri, Paramount-Opéra, Paramount - Gallia, Paramount - Gallia, Convention Saint-Charles, Moulin-Rouge, v.l.).

Théâtre

Les projets de Théâtre-Œuvre

Théâtre-Œuvre, dont l'équipe est dirigée par Lucien Attoun, démultiplie ses activités. Parmi les quelques trois cents manuscrits reçus chaque année, une dizaine seront sélectionnés en 1978 pour être reproduits en cinq cents exemplaires. Ce sont les « Trappistes ». Cinquante seront mis à la disposition des auteurs, les autres seront adressés aux professionnels, qui recevront également un jeu d'informations pratiques et des tribunes libres. A partir du mois

Expositions

LA DONATION PIERRE LÉVY A L'ORANGERIE
L'AMOUR DE L'ART ET DES ARTISTES

Un dernier feu d'artifice à l'Orangerie, avec la donation Pierre Lévy de Troyes, avant que le bâtiment ne soit, de mai prochain, mis en chantier pendant dix-huit mois pour l'installation permanente de la collection Walter-Guillaume (le Monde du 10 août 1977). Quatre cents œuvres où l'on trouve réunis dès les premières salles Boque, Vianello et Derrin dans leur période la plus éblouissante, au moment où le peintre prend feu et flamme pour les rouges vermillons, les bleus de cobalt, les jaunes de cadmium, et les vifs Veroneses les plus vifs.

La collection Pierre-Lévy (deux mille pièces dont la claque est en majorité pour le musée du public parisien) a ses forces et ses faiblesses. Parmi le meilleur, on trouve un petit Daubigny de la collection Cognac, trois Balbans, quatre des musées de province, quatorze La Fresnaye, dont la flamboyante *Conquête de l'air*, deux isolées vues sur les mines d'armement de la Grande Guerre, par Vaillard, un des Valloups les plus réussis, le *Commissaire*, des abstraites de Marquet, Masson, Delanoy, Van Dongen, de sculptures de Bonnard, Pissarro (*la Posa*), de Gimond (vingt portraits).

On connaît la richesse de cette collection en œuvres de Marinot, verrier troyen, aussi prolifique qu'Innocent. Pierre Lévy fut son ami intime, comme il fut l'ami de Derrin et de bien d'autres artistes qu'il a approchés. Depuis longtemps il avait conçu l'idée de constituer une collection pour faire un musée. Pierre Lévy l'a cultivée comme un jardin qu'il étoffe et fleurit.

Il faut dire que les circonstances étaient favorables. Au lendemain de la guerre, ses affaires industrielles paillardes, sa santé, sa vie d'homme d'art, ce n'est pas un hasard si la collection Fénou, critique d'art amoureux de la perfection, découvre des post-impressionnistes, et en même temps amène d'art troyen, ce art naïf qu'artistes et connaisseurs avaient découvert au début du siècle, comme un nouveau territoire esthétique. Adjudé ! Emporé ! Tout se retrouve dans cette maison de la banlieue troyenne où le collectionneur a fini par construire une chambre forte souveraine dans son jardin pour protéger un trésor chaque jour plus riche.

Mais la collection de Pierre Lévy n'est pas un simple assemblage d'œuvres d'art, c'est un ensemble d'œuvres d'art et de documents, l'homme se montre à travers ses choix. C'est son goût éduqué à la fois pour la peinture rare de Seurat, de Balzac, et aussi pour la peinture populaire, généralement colorée, saturée d'expression et de chaleur humaine où Sourire rejoint Sûreté par on, ne sait quel cheminement. Ce Lorrain de Troyes a ses parts pris : la peinture en laquelle il croit, c'est la peinture française depuis le début du siècle jusqu'à l'art abstrait. Et qui, d'ailleurs

cette période, est plus française que Derrin, avec sa grande culture, sa maison méconnue, son goût de la composition accomplie, de la peinture bien faite et bien pensée.

Dès lors que le collectionneur a l'art de rassembler, il ne se contente plus. Et on ne saura jamais la part de l'un et de l'autre dans l'assemblage des quelques deux mille œuvres de Troyes. Amateurs et mécènes sans défaillance, Pierre Lévy a fait acheter à Derrin 79 tableaux, 53 dessins, 77 sculptures. Dans l'atelier du peintre traînait une sculpture du Bénin, en laiton fondu. Une pièce énorme, qui suffirait — elle seule — avec un splendide masque Gouro de la collection Guillaume — à sauver les inégalités de l'abandonnée collection d'art nègre de Pierre Lévy exposée

ici. C'est grâce à Derrin que ce dernier a découvert l'art africain, qui a joué un rôle dans la formation de la peinture post-cubiste dont cette collection est riche. Et Troyes sera une des rares villes de province à en posséder un ensemble aussi touffu.

Cette exposition nous fait faire une sorte de découverte. Derrin sculpteur, avec 77 figures et figures sculptées de genres divers, coule dans le bronze l'épave du monde de l'art. On y retrouve les valeurs de l'art primitif auquel il s'intéressait tant. Sa peinture, elle, est restée civilisée. Seule sa sculpture est « sauvage », avec un rien d'humour primitif.

JACQUES MICHEL

* La donation Pierre-Lévy à Troyes, à l'Orangerie, jusqu'au 16 avril.

Théâtre

« THÉÂTRE DE CHAMBRE » de Michel Vinaver

Sous le titre de *Théâtre de Chambre*, Michel Vinaver propose au public parisien, dans la petite salle, deux pièces courtes. Auteur de *Les Coréens* et de *Par-dessus bord*, qu'a mis en scène Planchon, d'*Épiphonie Hétéro*, qu'a mis en scène Vitez, Vinaver s'essaie avec *Théâtre de Chambre* à cette « dramaturgie du dialogue minimal » qu'il illustre déjà Wenzel et Deutsch.

On pourrait dire aussi : « le théâtre du peu ». Les personnages disent des choses banales, d'un cœur qui n'y est pas. Afin d'éviter le vide, on choisit des situations fortes, presque mélodramatiques. La parole est rare. Si bien qu'acteur et auteur, en fin de compte, pour meubler, font un sort à chaque mot. Le mot, voilà le moyen accusé le manque de modestie. C'est gênant.

Ces pièces sont construites de petits fragments de dialogue, d'échantillons. Les mettant en

scène, Jacques Lassalle veut être sobre, jusqu'à l'intempérance, et entre chaque échantillon il impose des noirs, des silences, qui sont longs : ces deux esquisses, qui devraient durer en tout à peine plus d'une heure, atteignent trois heures d'horloge. C'est démesuré, c'est insupportable.

Bizarre mélange d'acteurs. Françoise Lebrun ne fait pas de fautes, mais n'est pas du tout à l'aise. Olivier Desbats, sympathique, joue « boulevard » : pour Vinaver ça ne convient pas. Christine Dejou, vive souriante, pourrait apprendre le métier. Roland Amstutz pourrait, lui, l'oublier un peu : il est bien, mais ne sort pas de sa raie. Le meilleur est Patrick Chemaia, mais il faudrait qu'il évolue : nous connaissons par cœur ses dix expressions fines.

MICHEL CURNOT.

* Petit T.S.P., 20 h. 30.

Cinéma

« RAONI », de Jean-Pierre Dutilleul

Ils étaient quatre millions d'indiens qui vivaient au Brésil avant la conquête. Ils ne sont plus que cent vingt mille aujourd'hui, parqués dans leurs réserves, au cœur de la forêt amazonienne. Tribus éparpillées, décimées par les maladies des Blancs (la tuberculose, la grippe) et dont les colons de l'ère industrielle violent et ravagent impunément les territoires.

C'est cette situation dramatique qu'expose le film de Jean-Pierre Dutilleul *Raoni*. A travers une fiction (vite oubliée), l'auteur trace un tableau de la vie quotidienne indienne, prise en son cœur du problème : prise de conscience par les indiens des dangers que les Blancs leur font courir, et la lutte pour la reconnaissance de leurs droits face à l'adversaire commun, rencontre de Raoni, le chef des Mékronotis, avec le général responsable des affaires indiennes et, à São-Paulo, avec Claudio Villas-Bôas, un ardent défenseur de la race opprimée.

La première partie du récit est un intéressant témoignage. On regrette seulement que par crainte du didactisme le réalisateur se soit in-

terdit le moindre commentaire. Les documents en son direct sont à coup sûr précieux, mais quelques mots sur les mythologies, les connaissances scientifiques, l'organisation sociale de ces « primitifs » eussent sans doute enrichi l'œuvre. De toutes les images dont la signification nous échappe, nous nous sentons frustrés.

L'auteur est heureusement plus explicite quand il souligne l'opposition existant entre la politique d'intégration du gouvernement brésilien et la volonté des indiens de préserver leur identité culturelle et nationale. Également quand il démontre que la tâche la plus urgente est de tracer avec précision les frontières des terres indiennes... Malgré une « mise en scène » parfois trop évidente, Jean-Pierre Dutilleul affirme que tout est authentique dans son film. *Raoni* ne peut donc que passionner les amis des indiens. Des indiens et de tous les peuples qu'écrase notre civilisation moderne.

JEAN DE BARONCELLI.

* Vendôme, U.G.C.-Danton, Marbeuf.

Lettres

Poète et éditeur

HENRY FAGNE EST MORT

L'éditeur belge Henry Fagne vient de mourir à Bruxelles. Il était âgé de soixante-dix ans.

Le nom d'Henry Fagne restera gravé dans la mémoire des poètes et des amateurs de poésie. D'abord, parce que cet homme, né le 27 juillet 1907 à Bruxelles, était poète lui-même. Bien que les trop rares livres qu'il ait publiés restent difficiles à trouver. Ensuite, grâce à la revue de création de poètes qu'il avait fondée en février 1962 et dirigée seul jusqu'à l'été 1973, avant qu'un collectif de poètes (de Bruxelles et de Paris) l'assume : les Nouvelles à la main.

On repara avec émotion, tout en considérant l'importance d'une telle publication dans le monde marginal de la poésie, le dernier numéro paru en novembre 1977 et au sommaire duquel figuraient justement Henry Fagne, poète. Ce premier tremplin qu'il avait fait naître à des jeunes auteurs, Henry Fagne le prolongeait avec les livres qu'il éditait, avec un soin et une passion qu'on ne pouvait appeler qu'un « poète ». A côté de son travail de traducteur, c'est bien la découverte de

poètes nouveaux et originaux qui l'animait, et qui lui donnait le courage de continuer une tâche difficile et ingrate. « Je ne suis pas de ces voraces, que nous connaissons trop bien, qui retiennent tout, sans se soucier des difficultés de l'auteur », écrivait-il encore dernièrement.

Que dire de plus, sinon citer quelques écrivains véritablement découverts par Fagne, comme Jacques Japard (qui a eu, depuis, l'occasion de s'affirmer comme l'un des tout premiers), comme Jean-Pierre Verheggen (l'auteur du récent *Deux Zorro de l'étranger*), comme Werner Lambersy ? Sans oublier les poètes reconnus depuis longtemps, et qui gardaient le même plaisir à se retrouver dans les pages des Nouvelles à la main : Edmond Humeau, André Chéid, Jean Malrieu, André Dome ou Hubert Juin. Grâce à ces écrits, Henry Fagne est vivant, du côté de cette lumière qu'il aimait : « Lumière, ô ma lumière, je te reconnais ! »

auguste, affirmative, mystère sans rien de pourrissant. Lumière. »

D. P.

RADIO-TÉLÉVISION

TRIBUNES ET DÉBATS

Lundi 20 février

M. Jacques Chirac, président du R.P.R., maître de Paris, répond aux questions des auditeurs, au cours de l'émission « Le téléphone sonne », sur France-Inter, à 19 h. 15.

Le minire de « Studio Volant » est ouvert aux candidats de Libourne, avec la participation de M. Robert Boulin, ministre délégué à l'économie et aux finances, sur Europe 1, à 19 h. 15.

M. Yves Charpentier, président de la C.G.C., participe au journal d'Antenne 2, à 20 h.

Un débat oppose M. Alain Peyrefitte, ministre de la Justice, et M. Georges Marchais, secrétaire général du P.C., à 20 h. 30, sur A2 et Europe 1.

M. Robert Fabre, président du Mouvement des radicaux de gauche, est interrogé au cours de l'émission « Dans le sillage de... », sur R.M.C., à 23 h. 40.

MARDI 21 FÉVRIER

M. Jean-Pierre Fourcade, membre du bureau national du P.R., et André Bouloche, député P.S. du Doubs, parlent du chiffre du programme commun, sur R.M.C., à 13 h. 20.

M. François Mitterrand, premier secrétaire du P.S., s'exprime au micro de R.M.C., à 19 h.

M. Raymond Barre, premier ministre, ministre de l'économie et des finances, est invité du magazine « Spécial Evénement », sur TF 1, à 20 h. 30.

AU FESTIVAL DE MONTE-CARLO

Commerce ou création ?

Monte-Carlo. — Le dix-huitième festival international de télévision de Monte-Carlo s'est achevé, samedi soir 18 février. Le jury des « dramatiques », présidé par l'acteur français Michel Ciccocioppo, a partagé ses récompenses entre la Grande-Bretagne (« la Cravatte », de la B.B.C., meilleure mise en scène), l'Autriche (« L'Empereur », de la campagne), le meilleur scénario et la Hongrie (Jozsef Madarasz, meilleur acteur dans « Au secours ! Au secours ! »). Le prix de la meilleure actrice n'a pas été attribué.

Dans une motion votée à l'unanimité, le jury

a constaté que les programmes présentés étaient « d'une qualité moyenne » et souhaité « davantage de soin et de rigueur » dans le choix des œuvres, éventuellement par l'instauration d'une commission de sélection composée de professionnels de la télévision. De leur côté, les journalistes accrédités au festival, qui ne se reconnaissent pas dans le prix de la critique internationale décerné par un jury officiel de cinq membres et attribué à une réalisation de la télévision géorgienne, « le Prisonnier du Can-can », ont estimé « qu'aucune des œuvres projetées n'offrait les qualités requises pour emporter une distinction ».

De notre envoyé spécial

La plupart des « dramatiques » que l'on a vues pendant six jours à Monte-Carlo, sont probablement moins représentatives de la production des diverses télévisions que de l'idée qu'elles se font du festival. Ainsi les trois films américains, qui tournaient tous autour de l'enfance, de la famille et de la vertu récompensée, et les deux émissions polonoises allemandes (dont l'une, « Certificat de maturité », a obtenu le prix Cino del Duca) apparaissent comme de typiques produits de série, jugés sans doute par les responsables des programmes plus « vendables », mieux adaptés à tous les publics. Œuvres au demeurant fort bien faites, selon une technique professionnelle confirmée, mais trop conventionnelles pour répondre aux besoins de renouvellement.

Du côté des pays de l'Est, même conformisme, à une ou deux exceptions près : ni le « Macbeth » bulgare, ni le conte dramatique tchèque sur l'alcoolisme, ni la comédie soviétique d'Edgar Riazanov, ni même, malgré une belle mise en images, le « Prisonnier du Can-can », adapté de Tolstol, n'ont témoigné d'une réelle volonté d'originalité.

Si les contraintes de l'exportation, à l'Ouest comme à l'Est, ont donc quelque peu orienté la sélection, celle-ci a prouvé que la qualité fait de moins en moins bon ménage avec le succès de plaire au plus grand nombre. Le jury a précisé qu'il n'aurait pas « l'hypothèse d'une crise générale de la production de fiction ». Cette crise est liée, nul ne l'ignore, à l'industrialisation de la télévision, qui entraîne une « standardisation » des produits. Les émissions les plus réussies n'échappent pas à ce danger.

LUNDI 20 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

20 h. Journal.
20 h. 30. FILM : SINDBAD LE MARIN, de R. Wallace (1949), avec D. Fairbanks Jr, M. O'Hara, W. Slezak, A. Quinn, G. Tobies, J. Grier (rediff.).
22 h. 30. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. Journal.
20 h. 30. Spécial élections législatives : M. Alain Peyrefitte, garde des sceaux, ministre de la Justice, avec M. Georges Marchais, secrétaire général du parti communiste ; 21 h. 35, Feuilleton américain : Racines ;
22 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Scènes de la vie de province : Alcide, jeune agriculteur, de J. Edern (prod. FR 3 Nantes) ; 20 h. Les Jeux.
20 h. 30. FILM (cinéma public) : LA BA-

TAILLE DES ARDENNES, de K. Anselin (1965), avec H. Fonda, D. Andrews, R. Ryan, R. Shaw, W. Peters (rediff.).
Reconstitution à grand spectacle d'une page d'histoire de la deuxième guerre mondiale.

FRANCE-CULTURE

18 h. 30. Quelques nouvelles de Tchekhov : « Vatel » ; 19 h. 25. Présence des arts ;
20 h. Carte blanche : « L'Attribut », de Guy Folsy, avec J. Sella, G. Rougemont, A. Thomas ; 21 h. L'autre scène ou les vents et les fleurs ; 22 h. 30. Nuits musicales ; 23 h. 35. Biographie : M. Yourcenar ; 23 h. 55. Musique et animation.

FRANCE-MUSIQUE

18 h. 2. Musique magazine ; 19 h. Jazz time : jeu de piano ; 19 h. 45. Concours international de guitare ; 20 h. Les grandes voix : hommage à Georges Trill ; 20 h. 30. Cycle d'orgue, en direct de Notre-Dame de Paris. Répertoire : Pierre Cochereau ; « Symphonie gothique » (C.-M. Widor) ; « Boléro » pour orgue et percussions (P. Cochereau), suivi d'improvisations sur un thème de 22 h. 30. France-Musique ; 23 h. 5. Les Français interprètent ; 23 h. 30. Nouvelles de Tchekhov ; « Nuits de Pâques » ; 23 h. 55. Sciences : le baron de Bage ; 0 h. 5. Rues (suite).

MARDI 21 FÉVRIER

CHAÎNE I : TF 1

20 h. Journal.
20 h. 30. Spécial élections législatives (magazine « Spécial Evénement », avec M. Raymond Barre, premier ministre).
21 h. 30. Variétés : Les Halles, la Marne et le caennais ;
23 h. 15. Journal.

CHAÎNE II : A 2

20 h. Journal.
20 h. 30. Les dossiers de l'écran, téléfilm : « La Triangulaire », de Ch. A. Mc Daniel, réal. W. A. Graham, avec F. Mc Murray, S. Groom, D. Mills.
Harry Sullivan s'intéresse au Triangle des Bermudes, cette région où, depuis des décennies, disparaissent navires et avions. Mais un pilote, pris en ami d'Harry, puis sa propre femme disparaissent à leur tour.
Vers 22 h. Débat : La légende des bateaux perdus.
Après M. G. Berthel (auteur de l'ouvrage « Le Triangle des Bermudes »), le capitaine Don Henri, résident du Triangle ; J. Mayol, plongeur ; L. D. Kusch, directeur de l'Institut de physique du globe terrestre. Ainsi qu'un garde-côtes américain et un expert acoustique.
23 h. 30. Journal.

CHAÎNE III : FR 3

18 h. 35. Pour les jeunes ; 19 h. 5. Emissions régionales ; 19 h. 40. Scènes de la vie de province : Vendanges en Aveyron, de J. Sudan (prod. FR 3 Toulouse) ; 20 h. Les Jeux.
20 h. 30. FILM (westerns, policiers, aventures) : CROC BLANC, de L. Pulci (1973), avec F. Neri, V. Lisi, F. Rey, J. Steiner, R. Harmstorf, D. Martin.
22 h. 10. Journal.
22 h. 25. Réussite : Citroën, portrait d'une entreprise de pointe.

FRANCE-CULTURE

18 h. 2. Poésie : Alqui (et à 14 h. 19 h. 55, 23 h. 50) ; 7 h. 3. Minales ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ; 22 h. 3. La nuit de la nuit ; 23 h. 3. La nuit de la nuit ; 0 h. 3. La nuit de la nuit ; 1 h. 3. La nuit de la nuit ; 2 h. 3. La nuit de la nuit ; 3 h. 3. La nuit de la nuit ; 4 h. 3. La nuit de la nuit ; 5 h. 3. La nuit de la nuit ; 6 h. 3. La nuit de la nuit ; 7 h. 3. La nuit de la nuit ; 8 h. 3. La nuit de la nuit ; 9 h. 3. La nuit de la nuit ; 10 h. 3. La nuit de la nuit ; 11 h. 3. La nuit de la nuit ; 12 h. 3. La nuit de la nuit ; 13 h. 3. La nuit de la nuit ; 14 h. 3. La nuit de la nuit ; 15 h. 3. La nuit de la nuit ; 16 h. 3. La nuit de la nuit ; 17 h. 3. La nuit de la nuit ; 18 h. 3. La nuit de la nuit ; 19 h. 3. La nuit de la nuit ; 20 h. 3. La nuit de la nuit ; 21 h. 3. La nuit de la nuit ;

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	43,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La min. cot.	T.C.
ANNONCES ENCADREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,68
IMMOBILIER	20,00	22,68
AUTOMOBILES	20,00	22,68
AGENDA	20,00	22,68

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux

emplois internationaux

emplois internationaux

UNIVERSITÉ LAVAL PROFESSEURS DE MARKETING

La Faculté des sciences de l'administration de l'Université Laval est à la recherche de professeurs permanents ou invités pour sa section de marketing. L'Université n'admetra des professeurs invités et des professeurs permanents en septembre 1978 et en septembre 1979. Le rang des nouveaux professeurs dépendra de leurs qualifications et de leur expérience.

Fonctions :

Participer à la recherche et à l'enseignement au niveau des programmes des 1^{er}, 2^e et 3^e cycles.

Qualifications :

L'Université exige de ses professeurs qu'ils possèdent un doctorat. Cependant, les candidats sur le point de terminer leur thèse sont éligibles. De plus, on peut obtenir un congé de perfectionnement pour compléter des études doctorales.

Salaires :

Le salaire dépend du rang académique et de l'expérience du nouveau professeur et peut varier, présentement, de 20 000 à 38 500 dollars.

Prière de faire parvenir son curriculum vitae à :
Prof. John Petro, responsable
Section marketing,
Faculté des sciences de l'administration,
Université Laval,
Château de Québec,
CANADA G1K 7Y4.

THE COMMISSION OF THE EUROPEAN COMMUNITIES requires for its aid programmes in KENYA a qualified

ELECTRICAL/MECHANICAL ENGINEER

with experience in the field of HYDRO-ELECTRIC PROJECTS

Qualifications :

- relevant university degree or equivalent
- minimum 10 years experience and 5 years relevant to the duties
- fluency in English
- experience of working in the Third World
- National of an E.C. Member State

Duties :

- The engineer will, in a multidisciplinary team, be responsible for the construction of a 270 million Hydro-Electric Project
- advise the client, a governmental authority, on construction matters
- maintain day-to-day liaison with the consulting engineers and, where appropriate, with the contractors and suppliers
- liaise with the Company who on completion of the work, are expected to operate the Scheme.

Location : Nairobi, with frequent visits to the site. Applications should be sent, at once, to the Director, European Association for Co-operation Europe Center, Rue Archimède 17A, 1040 BRUSSELS including full details of qualifications, background and experience.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INSTALLÉE MAROC

recherche

POUR SON SIÈGE CASABLANCA

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- Titulaire B.T.S. Informatique ou équivalent ;
- Expérience minimum deux ans ;
- Connaissance G.A.P. souhaitée.

Env. cur. vite sous la réf. A 195 à : ARCHAT, 34, bd Hausmann, 75009 PARIS, qui transmettra.

Responsable du développement "Construction des hôpitaux" au plan international.

Nous sommes une grande Société d'Ingénierie, nous comptons développer notre secteur "Construction Hôpitaux" au plan international, que nous confierons à un jeune collaborateur de formation supérieure pouvant justifier d'une bonne expérience acquise en B.E.T.

Sa mission consistera à étudier les besoins dans les pays concernés ; à prendre tous les contacts nécessaires avec les organisations internationales et les responsables des pays "clients potentiels" ; à assurer la direction de la réalisation des opérations des affaires conclues.

Ses déplacements à l'étranger seront nombreux (50 % du temps). Une connaissance parfaite de l'Anglais et de l'Espagnol est exigée. La lettre de candidature accompagnée d'un cv et d'une photo, précisée de la référence 212M, est à adresser sous référence 212M à :

ÉLISE ROQUES,
INFORMATIQUE ET ENTREPRISE
Conseil en Recrutement,
9, rue Alfred-de-Vigny,
75008 PARIS,
à qui nous avons confié ce recrutement.

L'Organisation Européenne pour des Recherches Astronomiques dans l'Hémisphère Austral (E.S.O.)

TECHNICIEN SUPÉRIEUR EN ÉLECTRONIQUE

Formation : Technicien supérieur en électronique, une spécialisation en électronique digitale serait un avantage.

Expérience et connaissances : Au moins 3 ans d'expérience dans la détection des défauts et la réparation de grands systèmes électroniques constitueront un avantage ; une bonne connaissance de l'anglais est indispensable et la connaissance de l'espagnol constituerait un avantage.

Fonctions : Participer à la mise au point, à l'installation et au maintien des systèmes électroniques utilisés pour l'opération des télescopes et des systèmes d'acquisition de données.

Lieu de travail : La Silla au Chili (à 650 km au nord de Santiago).

Rémunération : La rémunération dépendra de l'expérience professionnelle et de la situation de famille. Pour un membre du personnel non résident, ayant deux enfants à charge, la rémunération nette non imposable en marks ne sera pas inférieure à l'équivalent de 9 500 F.F. par mois.

Les candidatures doivent être transmises avant le 4 mars 1978 au :

Service du Personnel :
EUROPEAN SOUTHERN OBSERVATORY,
Schlossheimstrasse 17,
D-8048 Garching b. München (R.F.A.).
Tél. : 89320 40 41.

Bien qu'une préférence soit accordée aux ressortissants des Etats membres de l'E.S.O. : Belgique, Danemark, France, Pays-Bas, République fédérale d'Allemagne et Suède, aucune nationalité cependant n'est a priori exclue.

CHEF DE SERVICE TRANSIT BAGAGES

6 500 000 CFA Afrique francophone

Une société spécialisée dans le transit et les transports internationaux (certification ISO 9000 de PP. 322227 : 3.500 pers.) opérant dans de nombreux pays d'Afrique francophone, recherche le chef de Service Transit Bagages de sa principale agence. Sous l'autorité du Directeur de l'Agence et avec l'assistance d'une quinzaine de personnes, il sera chargé de l'ensemble des opérations se rapportant au transit des bagages tant à l'importation qu'à l'exportation - formalités administratives (douanes - assurances - documents), réception, pesage, cerclage, marquage, expédition, réexpédition, facturation... Il entretiendra de bons rapports avec les administrations (port, douanes, chemins de fer...). Le candidat retenu, âgé d'au moins 25 ans, aura une solide formation générale et il possèdera une dizaine d'années d'expérience acquise obligatoirement dans le domaine du transit. La connaissance « bagages » est souhaitée. Envoyer sous la référence 164/M à :

GRH Conseils
3, avenue de Séguier - 75007 PARIS.
Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

ENTREPRISE T.P. A VOCATION INTERNATIONALE

recherche pour sa filiale au

NIGÉRIA

CHEF COMPTABLE

35 ANS MINIMUM FORMATION B.T.S. - D.E.C.S.

Très bonne connaissance de l'anglais. Expérience professionnelle minimum 5 ans et possible à l'étranger et dans la branche T.P. Notions de comptabilité anglo-saxonne appréciées.

Envoyer avec C.V. daté, à n° 47.631, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75004 PARIS CEDEX 01.

Pour participer à ses études de développement et d'aménagement urbain à l'étranger, l'importante S.T. Française recherche

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

Diplômé d'une grande école d'ingénieurs, ce spécialiste de l'adduction d'eau et de l'assainissement aura acquis une expérience d'environ 5 ans particulièrement en études et projets. Cet ingénieur sera disponible pour effectuer des missions et séjours à l'étranger.

A ce titre, première connaissance de l'étranger sera appréciée. Anglais nécessaire. Merci d'envoyer votre candidature (Diplôme CV et mentionner votre niveau de rémunération actuelle) sous enveloppe portant la REF. 10.730 CONTEXTE Publité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

OFFRES D'EMPLOI

dirigées par réputation internationale. Ecr. Centre-Méditerranée, 47, rue Richer, 75001 Paris.

Amnesty International recrute un assistant pour son département de recherche sur le Moyen-Orient. Les candidats doivent posséder une très bonne connaissance des données politiques et sociales de la région. Angl., franc. et arabe courants indispensables ainsi que bonne dactylographie. Salaire : 242 \$ par an. Date clôture des candidatures : 24 février 1978. Nécess. de séjourner à Londres. Ecrire à : Amnesty International, 10 Southampton Street, London WC2R 3HF, T. 01-431 2200, poste 215.

En Australie, Canada, Afrique du Sud, Afrique de l'Est, Asie, Moyen-Orient, Amérique latine, Europe, des EMPLOIS vous attendent. Demandez le prospectus spécial MONDEMPLOIS 1978 à : 14, rue Cassini, 75001 PARIS.

Offres d'emplois cadres, ingénieurs, techniciens pour l'industrie chimique, pétrolière, argentine, Brésil, Colombie, etc., dans revues spécialisées. Ecrire à : 14, rue Cassini, 75001 PARIS.

Sté d'ingénierie internationale offre une opportunité d'intervention à un expert

AUTOMOTRICE

Les personnes intéressées par une assistance à haut niveau dans un pays anglophone, sont invitées à prendre un premier contact (dont la destination et de rigueur) en écrivant à : 1716 CONTEXTE Publité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

Importe Société Paris recherche pour ses activités à l'étranger

INGÉNIEUR PORTUAIRE

Diplômé d'une grande école, âgé de 35 ans maximum, cet ingénieur se verra confier des responsabilités qui nécessitent une large expérience en structure portuaire, une disponibilité pour travailler à l'étranger, une bonne connaissance de l'anglais. Merci d'adresser votre candidature (Diplôme CV et mentionner votre niveau de rémunération actuelle) sous enveloppe portant la REF. 11.544 CONTEXTE Publité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

Importante société française dans le cadre de ses missions d'assistance technique auprès des organismes officiels d'un pays d'Afrique du Nord, recherche un

INGÉNIEUR V.D.

Ce poste bénéficie d'un contrat d'expatriation, conviendrait à un ingénieur diplômé de 35 ans maximum ayant une expérience professionnelle confirmée en V.D. et ayant de préférence pas de charges familiales. Avez l'amabilité d'adresser une lettre manuscrite indiquant votre rémunération actuelle et précisez l'adresse CV en précisant sur l'enveloppe la REF. 12.171 CONTEXTE Publité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

Important Groupe Français recherche POUR GÉNÉRALISER L'ADMINISTRATIVE FINANCIÈRE ET COMPTABLE DE SOCIÉTÉS EN AFRIQUE NOIRE

RESPONSABLE COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

D.E.C.S. ou EQUIVALENT avec exp. Avantages habituels d'expatriation.

Adr. C.V. et prétentions au n° 47.738 CONTEXTE Publité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

LE FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

recrute par voie de concours des

TRADUCTEURS et RÉVISEURS

de langue maternelle française, espagnole, arabe ou portugaise. Les traductions étant faites à partir de l'anglais.

CES POSTES SONT À POURVOIR À WASHINGTON

Les candidats devront avoir une bonne culture générale, posséder des diplômes universitaires et avoir des connaissances en économie financière et monétaire. Plusieurs années d'expérience professionnelle acquises de préférence auprès d'une organisation internationale sont indispensables. Les demandes de candidatures, adressées à :

Recruiting and Training Division
International Monetary Fund
Washington, D.C. 20431, U.S.A.

seront accompagnées d'un bref C.V.

Traitements et avantages sociaux comparables à ceux pratiqués par les organismes internationaux.

Les candidats satisfaisant aux critères ci-dessus seront convoqués à une date ultérieure.

Afrique noire Ingénieurs électriciens

Dans le cadre de notre développement à l'étranger, nous sommes amenés à vous proposer deux postes d'INGÉNIEUR ÉLECTRICIEN au sein de nos unités en AFRIQUE NOIRE.

Vous aurez à prendre en charge, après une période de formation à nos méthodes, le suivi complet (technique et commercial) des affaires qui vous seront confiées dans le domaine des INSTALLATIONS et des EQUIPEMENTS (ascenseurs, engins de levage) ELECTRIQUES.

Vous avez un diplôme d'ingénieur en électricité. Vous avez acquis par une expérience d'un minimum cinq années la maîtrise des installations électriques et climatiques du bâtiment.

Si cette offre vous intéresse, adressez votre candidature sous la référence 78 - 05 M à :

P. CANDRES - Services Recrutement & Mouvements
80007017, place E. Permet 75738 PARIS Cedex 18

Notre Organisation (2000 personnes en France et dans le monde) est acquise, par la compétence de ses collaborateurs et le sérieux de ses prestations, une très grande notoriété dans le milieu industriel et du bâtiment.

SOCCOTEC

Recherchons pour

AFRIQUE FRANCOPHONE

INGÉNIEUR HYDRAULICIEN

capable assumer sous 3 ou 3 ans responsabilité irrigation et drainage d'un ensemble de 7 500 hectares de culture irriguée de cannes à sucre.

Situation avérée pour homme jeune et capable. Contrat expatrié garantissant avantages sociaux, logement, voyages, congés. Séries références exigées.

Ecr. avec C.V. manuscrit et photo sous réf. 6117 à P. LICHAN S.A. B.P. 230, 75083 Paris Cedex 02 qui transmettra.



emplois régionaux

emplois régionaux

emplois régionaux

océ Copieurs-Duplicateurs-Tireuses de plans-Microfilms

RESPONSABLE PERSONNEL

Châteauroux - Océ-Photos (1000 personnes, 235 MF de CA) distribue une gamme de produits et de fournitures de reprographie. Notre établissement de Châteauroux (250 personnes) assure la réception, la préparation, l'expédition - et les réparations - des matériels ainsi que la fabrication des fournitures. Nous recherchons pour cette unité un Responsable du Personnel et des Relations Humaines.

Votre formation supérieure et vos premières expériences professionnelles vous ont permis de couvrir différents aspects de la "fonction Personnel" et vous vous sentez mûr maintenant pour effectuer la synthèse. Vous serez au sein de l'unité, responsable du service personnel (administration, paye, recrutement, formation, service social) mais aussi du service réception-manutention, soit une vingtaine de personnes à diriger et à animer. Vous prendrez en compte personnellement les relations sociales, l'assistance de l'encadrement, l'information. Très intégré à l'équipe de Direction des Relations Humaines (4 cadres), vous assurerez des missions concernant l'ensemble de l'entreprise.

Si ces perspectives vous intéressent, écrivez à Roland GARDEUX sous réf. 5189 M, à qui nous avons confié la mission d'établir les premiers contacts.

SERIFO CONSEILS DE DIRECTION
38, RUE DE LISBONNE - 75008 PARIS

JEUNES DIPLOMÉS, DÉVELOPEZ-VOUS :

DIVERSIFIEZ VOS

EXPÉRIENCES COMMERCIALES

Diplômé d'une Ecole Supérieure de Commerce ou d'ingénieur, vous voulez faire une carrière commerciale. Nous vous donnons les moyens d'évoluer rapidement en suivant une filière extrêmement formatrice :

1 an : Assistant à la Direction Régionale de Ventes de BORDEAUX, vous gèrerez l'Administration des Ventes (Analyse des commandes, centralisation des résultats de ventes, suivi des campagnes de publicité et des concours...) et surtout vous apprendrez à connaître les "Problèmes du Terrain" car vous travaillerez en permanence avec les collaborateurs de la Direction Régionale, et le Réseau de Concessionnaires.

1 an : Conseiller de Gestion itinérant, vous aidez les concessionnaires à mettre en place les Systèmes de Gestion préconisés par FORD.

2 ans : Maîtrisant les Systèmes Administratifs et Financiers du réseau, et déjà homme de terrain, vous êtes prêt à l'animation commerciale d'une Région : Vente, Conseil, Organisation.

Au delà, des Fonctions de Direction dans le Marketing, la Vente, le Conseil de Gestion ou l'Orientant vers une carrière internationale.

Ecrire Sec du Personnel
FORD FRANCE S.A.
344, Av. N. Bonaparte
92504 RUEIL MALMAISON



UNE DIMENSION NOUVELLE.

emploi

E.T.N.
SOCIÉTÉ DE FABRIQUE ET DE MONTAGE DES COMPOSANTS ÉLECTRONIQUES
ÉLECTRONIQUE GÉNÉRALISTE
SÈGE : EL PORCEN DE LA SIERRA
DISTRIB. GÉN. : MONACH MONACH

DIRECTEUR DES VENTES
POUR L'INDUSTRIE
de la région de la...
de la région de la...
de la région de la...

INGÉNIEUR SERVICE TECHNIQUE
de la région de la...
de la région de la...
de la région de la...

PRODUITS INDUSTRIELS
de CONSUMABLES
recherche la région
DIRECT

DIRECTEUR
de la région de la...
de la région de la...
de la région de la...

BANQUE située à
recherche
UN CHEF DE
de la région de la...
de la région de la...
de la région de la...

هكذا من الاول

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	46,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAL	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne col.	T.C.
ANNONCES BRIGADEES	24,00	27,46
OFFRES D'EMPLOIS	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOIS	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

EATON

SOCIÉTÉ QUI FABRIQUE ET QUI VEND
DANS LE MONDE ENTIER
DES COMPOSANTS POUR
L'ELECTROMENAGER ET L'AUTOMOBILE

recherche pour le
SIEGE EUROPEEN DE SA CONTROLS
DIVISION, situé à MONACO (Principauté) :

- **DIRECTEUR DES VENTES POUR L'INDUSTRIE AUTOMOBILE**
Il sera responsable de la vente des produits existants et de l'introduction des nouveaux produits sur le marché automobile européen. Il a :
 - au moins 5 ans d'expérience dans un poste de responsable des ventes de l'industrie automobile,
 - environ 35 ans
 - une connaissance parfaite de l'anglais, et si possible de l'italien et de l'allemand.
- **DIRECTEUR CONTROLE QUALITE**
Il sera responsable de la qualité des produits au niveau européen (5 usines). Il a :
 - un diplôme d'ingénieur
 - environ 35 ans
 - une expérience industrielle d'environ 10 ans dont 5 ans au moins en tant que responsable d'un service contrôle qualité important dans les produits fabriqués en grande série,
 - une connaissance parfaite de l'anglais et de l'italien.
- **INGENIEUR SERVICE TECHNIQUE**
Cet ingénieur de très haut niveau sera chargé de suivre l'implantation d'usines, l'estimation de coûts, l'établissement de standards de fabrication, l'analyse de la valeur, l'industrialisation de nouveaux produits. Il a :
 - un diplôme d'ingénieur
 - environ 40 ans
 - une expérience industrielle d'au moins 10 ans en tant que Directeur d'Usine ou Chef d'un Service Méthodes important dans les fabrications de grande série.
 - Une connaissance parfaite de l'italien et de l'anglais.

Ces trois postes sont basés à MONACO, des voyages fréquents en Europe sont à prévoir.
Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions au Directeur du Personnel, EATON, B.P. 84, MONACO.

BAC + 2

un métier d'avenir
dans une société d'avenir

GRENOBLE
LYON
CLERMONT-FERRAND
SAINT-ETIENNE

Bac+2 années d'études ou
Bac+2 années d'expérience,

Profitez au maximum des structures mises en place dans notre Société.
Nous sommes en contact permanent avec le client, contact en réception, au téléphone ou par courrier, dans des équipes où chacun fait le travail de tous.
Cela peut-être pour vous la meilleure école de formation (nos cadres sont tous issus des équipes) et un bon départ dans votre vie professionnelle. Pour réussir sa carrière, il faut choisir une entreprise qui va de l'avant : c'est ce que vous propose le CETELEM-DIRECT.
Notre prochaine réunion d'information sur cette fonction et sur votre avenir dans notre groupe aura lieu le 3 mars à notre agence de Lyon.
Pour y participer adresser rapidement un bref C.V. avec photo sous réf. 422 à François ROUSSEAU - Compagnie Bancelas - Service Orientation-Recrutement - 25, av. Kléber - 75116 PARIS

THOMSON-CSF

CENTRE ELECTRONIQUE DE BREST

UN INGENIEUR
PHYSICO-CHIMISTE
TECHNOLOGUE

Diplômé de P.C. PARIS ou NANCY
(ou ENSI dispensant formation similaire)

Le candidat retenu devra, après mise au courant, assurer le démarrage d'un atelier de fabrication de circuits imprimés hyperfréquences en petites séries.
Il pourra être débarrassé ou avoir acquis un à deux ans d'expérience professionnelle dans la fabrication de circuits imprimés.
Il aura à animer une équipe de 5 à 6 techniciens et ouvriers : sa fonction évoluera ensuite vers la technologie des machines plastiques et d'une manière générale vers la technologie de tous les matériaux utilisés en électronique professionnelle. Soit des connaissances en mécanique seraient appréciées.
Adresser C.V., photo, prétentions à THOMSON-CSF, Service du Personnel, rue du Conquet, 29200 BREST.

TRINDEL

recherche dans le cadre
du développement régional
de son département
« INSTRUMENTATION »
région : PORT-DE-BOUC (13)

INGENIEURS D'AFFAIRES

en instrumentation ayant un minimum de cinq ans d'expérience en gestion d'affaires, devis, négociations, approvisionnements, suivi de chantier et essais, gestion, expérience similaire indispensables en région.
Ecrire avec C.V., photo et prétentions sous référence A 78-12 à SOCIÉTÉ TRINDEL, D.P./P.S., 75283 PARIS CEDEX 18.

cadre juridique - Lyon

Le responsable juridique d'un groupe industriel et commercial, siège social à Lyon, 500 MF, plusieurs filiales en France et à l'étranger, cherche son adjoint.
Celui-ci intervient principalement dans la vie des sociétés (assemblées et conseils), leur création ou restructuration. Il étudie et rédige des contrats commerciaux, d'assurances, de licence, suit les dossiers de brevets et marques, d'immobilier. Licencié en droit, il a 28 ans minimum et une expérience de 3 à 5 ans au sein du service juridique d'une entreprise industrielle ou dans un cabinet de conseil. Une bonne pratique de l'anglais est souhaitée.
Ecrire à Mme G. DILL, réf. 422 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.

10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

exportation

Leader sur le marché Européen, nous sommes la filiale d'un Groupe Français de dimension internationale spécialisée dans l'éclairage.

Notre marché est celui des appareils d'éclairage destinés à l'équipement des bureaux, magasins et de la maison (C.A. 75 millions).
Nous sommes implantés en Sologne.
Nous offrons la possibilité à un homme d'action, français ou étranger, d'être un élément moteur de notre développement qui est de 80% par an, en lui confiant la responsabilité d'un secteur géographique comprenant plusieurs pays.
Son rôle sera à la fois de Marketing et d'intervention directe.
Il aura la trentaine, une première expérience de l'exportation, un potentiel de formation élevé (GRANDE ECOLE DE COMMERCE) ou équivalent étranger, une bonne connaissance des langues, une grande disponibilité pour voyager et animer les circuits de distribution.
La rémunération annuelle de départ ne saurait être inférieure à 100.000 F.
Les dossiers de candidatures avec photo et souhait de rémunération - sous réf. 1488 M - à préciser sur l'enveloppe - seront traités confidentiellement par
DEVELOPPEMENT
10, rue de la Paix - 75002 Paris.

Importante Société Française PRODUITS INDUSTRIELS de CONSOMMATION

recherche le futur

DIRECTEUR

de ses établissements des régions lyonnaise et provençale
Dans un premier temps, il assurera essentiellement la gestion commerciale.
Ensuite, il prendra les responsabilités d'un chef d'entreprise assurant le management global de la production, des ventes et des hommes.
Ce poste demande une formation supérieure et une expérience commerciale réussie dans les milieux industriels régionaux.
Adresser curriculum précisant l'importance effective des responsabilités commerciales assurées à Havas-Contact Réf. 74.41(M) 156, bd Haussmann - 75008 Paris. Discretion absolue assurée.

Diriger notre filiale commerciale à Strasbourg

Vous avez été vendeur puis chef de ventes, peut-être même directeur régional pour un grand de la distribution. Pourquoi ne deviendriez-vous pas aujourd'hui patron ? Patron d'une de nos filiales de vente.

Vous n'avez pas besoin d'être un spécialiste de la décoration de la maison, c'est la vocation de notre Groupe. Nous souhaitons simplement que vous partagiez nos goûts.
Vous n'avez pas besoin d'être un spécialiste des problèmes administratifs et financiers, une fiduciaire s'en occupe.
Pour le reste c'est à vous de jouer : l'animation et le développement commercial sont votre affaire pour la région.

Les consultants de SIRCA auxquels nous avons confié le recrutement, nous présenteront votre candidature. Rendez leur sous référence 78174M en précisant votre niveau actuel de rémunération et les attaches que vous avez déjà en Alsace.

Sirca

64, rue La Boétie 75008 Paris

Pour Usine Pharmaceutique
SUD-OUEST

ING. CHIMISTE DIPL. DEBUT.

Spécialisation en 1 à 3 ans
expérience en chimie organique-génie chimique souhaitée.
Anglais et indispensables.
Possibilité évolution vers technique-commerciale. Salaire selon qualification et expérience.
Agré. C.V. + photo réf. 1.181 à SOCIÉTÉ G.P. 20, rue Paris Cedex 09, qui transmettra.

Pour participer à ses études d'impact, un bureau d'ingénieurs conseils, recherche un jeune

PAYSAGISTE HORTICULTEUR

diplômé, C.A.S., 20 ans, Vexillaires (Option Horticulture).
Ce spécialiste a l'expérience du travail de terrain et de terrain. Sa disponibilité lui permettra de travailler très rapidement à Montpellier (déplacements à prévoir).
Merci d'envoyer une lettre manuscrite de candidature mentionnant vos prétentions accompagnée de votre C.V. et indiquant sur l'enveloppe la REF. 1.184 CONTEXTE Publicité, 20, av. de l'Opéra, 75001 Paris.

ORGANISME PUBLIC

recrute
DES TECHNICIENS
EN ELECTRONIQUE
Niveau baccalauréat P2 ou STS pour maintenance de matériel médical.
Agré. C.V. à H 8.178 HAVAS BORDEAUX, qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE D'INSTALLATIONS ELECTRIQUES

(6 000 personnes)

recherche pour son agence du NORD-EST
(200 personnes)

RESPONSABLE ADMINISTRATIF

chargé sous le contrôle direct du directeur d'agence de la gestion financière et administrative, de la gestion du personnel, des contacts avec les administrations extérieures. Poste de responsabilité convenant à un candidat ayant déjà travaillé dans une entreprise de T.P., possédant de bons contacts humains et une autorité naturelle ainsi que l'esprit d'organisation.
Résidence METZ ou THIONVILLE (réf. 756).
Ecrire avec curriculum vitae et photo à :
OREST
5-7, rue Pierre-Parrat
57000 METZ
en rappelant la référence.

DIRECTEUR D'USINE PROVINCE

Pour diriger l'une de ses usines (Eff. 150 pers.), l'entreprise recherche un cadre de plus de 35 ans ayant l'expérience de la direction d'une unité autonome de production.
Sa vocation est la fabrication de moulins de qualité mais la connaissance du produit n'est pas indispensable. Par contre, le candidat, qui recevra le soutien technique du siège, devra avoir fait ses preuves comme organisateur, gestionnaire de production et meneur d'hommes.
28 rue Marbeuf 75008 Paris vous adressera note d'information et dossier de candidature sur demande.
France
Toujours
Réf. 833 M

BANQUE située à MONACO

recherche

UN CHEF DE BUREAU

(Bureau situé dans la Principauté)

Ce poste conviendrait à un gradué (classe III/IV) habitant dans la région, ayant déjà fait de l'exploitation et possédant au moins son Brevet de Banque.
Adresser lettre manuscrite et C.V. détaillé avec photo et prétentions à Service du Personnel (en mentionnant confidentielle s'envoie), Boite Postale 144, MONTE-CARLO (Principauté de Monaco).

LE CRÉDIT MUTUEL DE BRETAGNE à Brest

CREER LE POSTE DE

RESPONSABLE ÉQUIPE SYSTÈME

Une expérience dans un poste similaire est indispensable à une personne de formation ingénieur. La connaissance de l'OS/IBM et de CICS sera appréciée.
MATÉRIELS ACTUELS :

- un IBM 370/138
- deux IBM 370/148
- mini NCR, BULL, BURROUGHS
- important réseau TP.

RECHERCHE

UN CHEF DE SALLE ORDINATEURS

Adjoint direct du responsable de production, cette personne de formation I.T.T. ou équivalent, aura acquis une expérience de quelques années dans un poste similaire. Une formation système OS et CICS est souhaitable.
Avantages sociaux importants.
Ecrire avec C.V. et prêt à Direction du Personnel du CRÉDIT MUTUEL DE BRETAGNE (Service Gestion des Carrières), B.P. 351 BREST CEDEX.

LogAbax

informatique

PREMIER CONSTRUCTEUR FRANÇAIS
ET MINI-ORDINATEURS DE GESTION

recherche pour sa
Direction Régionale de NANTES

Ingénieurs Commerciaux CONFIRMÉS

sur mini-ordinateurs de gestion

1) BOURGES - CHATEAUROUX - BLOIS
2) ILE-ET-VLAINE (résidence Rennes)

Adresser C.V. et prétentions sous référence 822, à Direction du Personnel, 71 av. Aristide-Briand, 94116 ARCUEIL.

LE CRÉDIT AGRICOLE DU SUD-EST

recherche pour son siège social à LYON (9°).

UN INGENIEUR

Conduite de projets sur gros systèmes IBM. Connaissance DL 1 IBM souhaitée. 3 ans d'expérience.
Adresser lettre, C.V., photo et prétentions à : C.R.A.M. DU SUD-EST, B.P. 518 LYON 09, 69225 Lyon Cedex 1.

COMITÉ D'ENTREPRISE

recherche
POUR SAISON ETÉ
CORSE (PORTO-VECCHIO)

du 5 mai au 30 septembre

UN MONITEUR DE VOILE UN ANIMATEUR DE PLEIN AIR UN ANIMATEUR INTÉRIEUR

ou vos formations d'équipe d'animation pour jeunes familles adultes

UN BARMAN

Env. C.V., photo, n° T 03.131, REGIE-PRESS, 85 bis, rue Beaumais, 75002 PARIS, qui transmettra.

OFFRES D'EMPLOI	Le ligne	Le ligne T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	43,00	48,19
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	60,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

ARCHIVES ENCAISSEES	Le m/m col.	T.C.
OFFRES D'EMPLOIS	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOIS	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois régionaux

LE DIRECTEUR DU DÉPARTEMENT DES ACHATS D'UNE IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE DU SUD-OUEST CHERCHE :

un jeune ingénieur

mécanicien de formation, il a la responsabilité de la mise au point des articles de conditionnement : carton, flacon, tube, boîte métallique pour préparer les décisions d'achat dans les meilleures conditions de prix de revient.
2 à 3 ans d'expérience en moulage plastique et en flaconnage venant d'un service méthode, fabrication ou B.E. sont très souhaitables.
Il travaille en collaboration avec les fournisseurs et les services marketing de l'entreprise.
Écrire sous référence 103 LM, G. MARCU, 154, boulevard Maiesherbes, 75017 Paris.

LABORATOIRES ABBOTT - S.F.L.A. appartenant à un groupe pharmaceutique mondial crée un poste de :

FINANCIER

responsable dans un premier temps :

- du contrôle budgétaire ;
 - des prix de revient production.
- Le titulaire de la fonction sera en contact étroit avec les Directeurs des grandes fonctions de l'entreprise et devra apporter d'ambitieuses contributions positives au contrôle financier de la Société.
- Le poste peut évoluer rapidement vers des responsabilités plus importantes.
- Les exigences liées à la fonction sont :
- d'excellentes bases de technique financière ;
 - expérience de la comptabilité anglo-saxonne, au sein d'un groupe international ;
 - très bonne connaissance de l'anglais écrit et parlé.

Rémunération : 120 000 F annuels +.
Après 30 ans environ.
Ce poste est situé à 100 km à l'Ouest de Paris dans un cadre agréable.

Envoyer C.V. et photo récente à :
S.F.L.A. ABBOTT, Direction des Relations Humaines, Usine de l'Isle - B.P. n° 3 - 28380 St-Benoît-Avry.

IMPORTANT GROUPE METALLURGIQUE FRANÇAIS (3 usines) recherche :

futur directeur d'usine

Dans un premier temps sera affecté à l'usine du Nord (proche d'Arras) qui emploie 450 personnes.
Aura pour mission d'assurer progressivement toutes les responsabilités de production : techniques et opérationnelles.
Souhaitons jeunes candidats ingénieurs Mécaniciens diplômés (ENSI, etc.) ayant 5 à 10 ans d'expérience industrielle d'un poste de commandement.

Adresser C.V. et présentations sous réf. 23 M 045 au 69, rue de Valenciennes 75008 PARIS

SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE FABRICANT BIENS D'ÉQUIPEMENT APPARTENANT GROUPE U.S.

CADRE FINANCIER

- diplômé E.S.C., I.A.E., E.S.S.E.C. ou équivalent,
- excellent niveau comptable + connaissances méthodes comptables U.S.,
- expérience établissement prévisions financières et utilisations informatiques nécessaires.

Adresser C.V., A.B.M. B.P. 505 - 71009 MACON.

FILTRIS CREPINES JOHNSON crée le poste de :

RESPONSABLE INFORMATIONS TECHNIQUES - PUBLICITÉ

Sous l'autorité du directeur commercial, ce cadre :

- définit et rédige les supports d'informations techniques à la clientèle (périodiques, manuels d'installations documentaires divers) ;
- définit, met au point et réalise les techniques appropriées pour la promotion des produits.

Ce cadre est un technicien, a une expérience en forage d'eau.
C'est un bon rédacteur et il parle anglais.
Le poste peut convenir à un homme de plus de 30 ans, et même, à un retraité.

La résidence à Châtelleraut n'est pas impérative.
Les candidats intéressés voudront bien envoyer leur C.V. manuscrit à :
FILTRIS CREPINES JOHNSON 86330 Nahatze.

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

Important groupe industriel MATERIEL ELECTROMECHANIQUE complète ses structures et cherche à pourvoir en Région Parisienne plusieurs postes intéressants des

INGENIEURS ESE - AM - ENI

chef de fabrication mécanique

référence : 308
Dépendant directement du Directeur d'usine, il dirigera une unité de production de 150 personnes et sera rattaché par une équipe de 4 cadres expérimentés.

chef de service méthodes - électronique

référence : 309
Ayant 5 à 10 ans d'expérience de fabrication et de méthodes en construction électromécanique et production de matériel électronique, il prendra la tête d'une équipe opérationnelle de bonne qualification.

ingénieur d'études développement nouveaux produits

référence : 310
Il aura la responsabilité de l'étude et du développement industriel de nouveaux produits, grande série.
Il aura au moins 3 ans d'expérience de fonctions similaires et de préférence la faculté de lire l'allemand et si possible l'anglais.

ingénieur méthodes électro-mécanique câblage

référence : 311
Ayant quelques années de pratique des méthodes dans la spécialité, il sera chargé de mettre en place et d'assurer une nouvelle cellule méthodes "câblage".

jeune ingénieur

référence : 312
De fort potentiel, débutant ou presque, il débitera dans le groupe dans le service Méthodes en fabrication mécanique.

Information Carrière SVP 111

Toutes informations sur ces offres seront données confidentiellement au téléphone ou lundi au Vendredi aux heures de bureau, par INFORMATION CARRIÈRE SVP, 11, 11, 11 qui fera un rendez-vous aux candidats concernés.

On peut aussi adresser son dossier à SVP RESSOURCES HUMAINES 65 avenue de Wagram 75017 Paris.

Ingénieur en Organisation

attaché au Président

Notre Société fabrique, installe, maintient des biens d'équipement lourds, destinés au secteur BTP. Elle est filiale d'un groupe international leader en Europe.

Notre Président et son équipe de Direction ont décidé de pratiquer une politique de décentralisation. Le poste d'organisateur, chargé de mission auprès du Président, est créé dans ce but. La mission est la suivante : étudier et mettre en place, en liaison avec les différentes Divisions Opérationnelles et les Directions fonctionnelles, à Paris et en Province, des moyens efficaces de communication, de gestion et de contrôle, répondant à cette politique, et compatible avec le système de communication et de contrôle international.

Si vous êtes ingénieur grande école, ou diplômé d'une grande école commerciale, familiarisé avec les méthodes de direction par objectifs, les techniques budgétaires, le langage comptable et l'utilisation des moyens informatiques, si vous parlez l'anglais, êtes disponible pour des déplacements de courte durée, en France et à l'étranger, tout en habitant Paris, si vous avez déjà exercé avec succès, pendant plusieurs années, vos capacités d'organisateur et d'homme de dialogue, au niveau de grandes entreprises, cette mission peut, chez nous, être une voie d'accès rapide au poste de Direction sur le terrain, à caractère technico-commercial, que vous ambitionnez.

sélé CEGOS

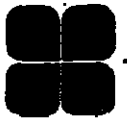
Adresser lettre man. et CV détaillé sous réf. 23493/M à M.J. FOURNIAT - Sélé-CEGOS 33, quai Gallieni 92152 SURESNES, qui s'engage à répondre et garantir une totale discrétion.

Nous sommes un des grands - CA, implantation, renommée, service - de la Distribution de produits pour le Bâtiment. Notre esprit de décentralisation nous a conduit à ne conserver au siège du Groupe à Paris qu'une structure restreinte. Notre conception du Contrôle de Gestion dépasse de beaucoup la technique pour être un esprit et un langage communs. Nous offrons à un cadre de formation supérieure la possibilité de s'intégrer à la cellule

CONTROLE DE GESTION

Vous serez d'abord un homme de liaison entre les filiales et la Direction Générale, et le garant de l'homogénéité et de la fiabilité des résultats - comptes d'exploitation et analytiques, tableaux de bord - avec les analyses et synthèses inhérentes au contrôle budgétaire. Votre rôle consistera aussi à intervenir souvent dans un esprit opérationnel, pour des missions d'assistance et de conseil auprès des directions de nos filiales. Vos expériences passées vous ont permis d'acquérir de solides connaissances comptables et/ou informatiques de gestion, et vous êtes attiré par un poste de synthèse au sein d'un grand Groupe tout en souhaitant à terme redevenir opérationnel. Votre mobilité (mutation éventuelle), et votre disponibilité (déplacements fréquents) sont réelles.

Si vous êtes intéressé par cette proposition, écrivez à Roland GARDEUX, sous réf. 5188 M, à qui nous avons confié la mission d'établir les premiers contacts.



SERIFO CONSEILS DE DIRECTION 38, RUE DE LISSONNE - 75008 PARIS

RÉVISEUR COMPTABLE

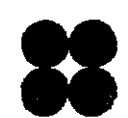
82 000 F

Proche boulienne Nord-Ouest

Un groupe international diffusant des véhicules (V.I. et F.I.) et des biens d'équipement recherche un Réviseur Comptable. Sous l'autorité du Chef du Service Révision, il sera chargé de contrôler les comptabilités des différentes filiales. Il devra pouvoir vérifier les comptes et les résultats. Le candidat révisé, âgé d'au moins 30 ans, de formation comptable D.E.C.S. B.F., possédant 5 à 10 ans d'expérience acquise en tant que comptable principal ou chef comptable dans une société industrielle ou commerciale. Ce poste impliquant 60 % du temps en déplacement sera confié de préférence à un candidat célibataire. Écrire sous la réf. 157/M à :

GRH Conseils

3, avenue de Séguier - 75007 PARIS. Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.



carnaud sa

Société française de métallurgie et de transformation des métaux en feuille recherche pour renforcer son potentiel d'ingénieurs dans différents secteurs et établissements en France

JEUNES INGENIEURS

De formation A.M. ou équivalent, qui débiteront aux Méthodes ou en Fabrication et seront chargés de faire évoluer les méthodes et les procédés d'usinage. (Référence 307)

INGENIEURS D'ETUDES ET DE RECHERCHES

Électromécaniciens type A.M. ou ESME, chargés de la réalisation de machines et matériels de fabrication. (Référence 161)

INGENIEURS DE FABRICATION

Avant 5 à 7 ans d'expérience en milieu industriel pour continuer une carrière de responsable en France ou à l'étranger après quelques années d'apprentissage des techniques du Groupe. (Référence 222)

CADRE FINANCIER

de formation supérieure type ESSEC ou Sup de Co avec expérience des services comptables ou financiers d'une F.M.E. ou d'une grande entreprise, pour prendre en charge au sein de la Direction Financière la responsabilité de la fonction CREDIT. (Référence 137)

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et présentations au Service Recrutement avec la référence correspondante, 65, Avenue Edouard Vaillant 92100 BOULOGNE. Réponse assurée.

peut on recruter un "chasseur de têtes" par annonce?

Notre désir est d'être rapidement efficace pour pourvoir ce poste afin de compléter notre équipe. C'est pourquoi nous pensons nécessaire - sans a priori - d'utiliser toutes les techniques d'appel, directes ou par annonce, que nous maîtrisons.

Nous recherchons un homme ou une femme intéressé (e) par ce passionnant métier de trouver, choisir et présenter des dirigeants à des entreprises performantes. Nous acceptons un ou une candidate ayant déjà une expérience réussie dans ce métier aussi bien qu'un dirigeant de haut niveau désireux de s'orienter vers le conseil. La personne doit allier à un rayonnement personnel une grande rigueur morale et intellectuelle.

Envoyer C.V., photo récente, rémunération actuelle sous la référence 717/M (à mentionner sur l'enveloppe).

Le secret absolu des candidatures est garanti par

BERNARD KRIEF CONSULTANTS 71, Rue Danton 75263 Paris Cedex 06



BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A.

DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

BOEHRINGER MAN... FRANCE S.A. DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes. Recherche de candidats pour des postes de délégués scientifiques dans les régions de Paris, Lyon, Marseille, Bordeaux, Nantes, Lille, Strasbourg, etc.

5527

REPRODUCTION INTERDITE

... LE MONDE — 21 février 1978 — Page 31

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

offres d'emploi

BOEHRINGER MANNHEIM FRANCE S.A.

DELEGUES SCIENTIFIQUES 7 postes

DEMONSTRATION ET ADAPTATION n° : A
2 postes : BORDEAUX et PARIS
Titulaire d'un BTS ou d'un DUT de CHIMIE ou de BIOCHIMIE, vous connaissez bien les appareils analytiques d'analyse chimique pour les avoir utilisés au cours de votre passé professionnel (2-3 ans), et vous souhaitez donner à votre carrière une nouvelle dimension.
Nous vous proposons des postes de DELEGUES SCIENTIFIQUES sur le Sud-Ouest et vous habitez BORDEAUX et sur l'Île de France et vous résidez à PARIS.

MATERIEL DE LABORATOIRE n° : B
2 postes : PARIS et LYON
Titulaire d'un BTS ou d'un DUT de CHIMIE ou de BIOCHIMIE, vous avez une expérience concrète de la vente des matériels de laboratoire, et souhaitez l'harmoniser avec votre fonction commerciale.
Les laboratoires BOEHRINGER vous offrent la possibilité de poursuivre votre carrière dans la région Parisienne ou dans la région Rhône-Alpes (après 3 mois de stage à PARIS).

PROMOTION DES REACTIFS n° : C
1 poste : PARIS
Titulaire d'un DUT ou d'une maîtrise de BIOCHIMIE, vous êtes à vos commandes en chimie clinique un commercial très "commercial". Nous recherchons un homme capable pour lui faire passer la main d'un secteur (Promotion de nos réactifs, suivi des clients...).

RECHERCHE MEDICALE n° : D
2 postes : PARIS
Votre formation scientifique de haut niveau (maîtrise ou doctorat de BIOCHIMIE) fait de vous un spécialiste dont les compétences seront reconnues dans tous les milieux de la recherche médicale (INSERM...) où vous devrez faire connaître et apprécier les méthodes mises au point par nos laboratoires.
Votre activité s'exercera sur toute la France, excepté le Sud-Est et la région Rhône-Alpes.

Pour tous ces postes, les candidats doivent être disponibles le 1er mai 1978 au plus tard. Ils sont invités à adresser leur CV accompagné d'une lettre manuscrite et d'une photo (en précisant bien la référence du poste souhaité) à : SCOP 7 - 17, bd St Jacques - 75014 PARIS à qui nous avons confié cette recherche.

société industrielle française mondialement connue cherche à Paris un jeune spécialiste

commercialisation-distribution produits pour le bâtiment

Ce poste, créé au sein de la Direction Commerciale d'une division consiste à :

- analyser et coordonner les circuits de distribution en place, en liaison avec les Chefs Produits-Marchés et les équipes commerciales,
- proposer les évolutions nécessaires en fonction des contraintes de la production, du marché et des réseaux de distribution,
- mettre en place les solutions choisies,
- contribuer à l'animation de toutes les actions visant à promouvoir la politique commerciale de la division.

Ces responsabilités devraient permettre à un cadre de formation commerciale supérieure, apportant 2 à 3 ans d'expérience des structures de distribution de l'industrie du bâtiment, de prouver ses qualités de perspicacité et d'innovation et ses capacités de réalisateur avant d'évoluer vers une fonction hiérarchique.

Ecrivez-nous vite, de façon détaillée, pour que nous puissions vous rencontrer à n° 217 EMPLOIS ET ENTREPRISES

18, rue Volney 75002 PARIS.

LABORATOIRE CENTRAL DE TELECOMMUNICATIONS

recherche

INGÉNIEURS GRANDES ÉCOLES ou équivalent

Débutants ou 2 à 3 années

d'expérience pour travaux

dans les domaines suivants :

- Logiciel de base (compilateurs et assembleurs),

Bonne connaissance écrite

et parlée de la langue

anglaise.

Nationalité française

exigée.

Ecrire avec C.V. et présent., à

L.T.C. Boite Postale 40,

78 Volney-Villacoublay

ou tél. 946-96-15 (poste 335)

IMPORTANTE SOCIÉTÉ SPECIALISÉE EN ÉLECTRONIQUE DE POINTE

recherche pour son Centre d'Études situé au hameau Sud

des ingénieurs d'études

Débutants ou première expérience.

(formation ESE, SUP TELECOM)

pour domaines :

- asservissements
- téléphonie / microprocesseurs
- analyse de maintenance de systèmes.

Envoyer C.V. détaillé et présentations en indiquant le domaine

choisi à CONTEXTE PUBLICITE 20, Avenue de l'Opéra -

75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra, sous réf. 49.582.

jeune ingénieur

Nous sommes un groupe privé d'assurances travaillant sur le marché national et international.

Nous recherchons un jeune ingénieur libéré des O.M., de préférence spécialisé en mécanique générale. Ce collaborateur qui aura le statut cadre est destiné à s'intégrer dans une équipe de souscription.

Assurances de responsabilités civiles et dommages des entreprises industrielles et commerciales.

Ce poste demande, outre le dynamisme, une adaptation aux notions juridiques, un esprit d'analyse et de synthèse, un goût et un sens des contacts à tous niveaux (entreprises, courtiers, etc.).

Fonction basée à Paris avec quelques déplacements liés de France, Nord et Centre.

Programme préalable de formation à l'assurance à Paris.

Si vous êtes intéressé, envoyez-nous votre C.V. en précisant le niveau de rémunération souhaité.

LA PRESERVATRICE

Département du personnel

18, rue de Londres

75439 Paris Cedex 09.



LE MINISTRE DE LA DÉFENSE

DIRECTION TECHNIQUE

DES ARMEMENTS TERRESTRES

recherche pour ses

SERVICES INDUSTRIELS

INGÉNIEUR ÉLECTRONICIEN

Liberté obligations militaires. Préparation, industrialisation systèmes électroniques, étude de sous-ensembles.

Envoyer C.V. sous référence TA

ÉTABLISSEMENT D'ARMEMENT AMX-APX

Route de la Minère, SATORY,

78013 VERRAULT.

DIRIGER NOTRE ÉQUIPE

ORDONNANCEMENT

C'est la mission que notre Société spécialisée dans l'ingénierie et la construction de grands ouvrages industriels, souhaite confier à un ingénieur d'un

moins 30 ans et justifiant d'une solide expérience en ordonnancement et planification.

Intégré au sein de notre Division Études employant plus de 300 ingénieurs et techniciens, il sera chargé d'ordonner les activités de cette Division et d'assurer les relations techniques avec la préparation et le suivi des procédures, de la

coordination des documents et de la logistique. Il sera en outre amené à jouer un rôle important dans la conception et la mise en œuvre de nouvelles méthodes de travail (mise en place d'un

nouveau système de gestion informatique).

Poste à pourvoir à PARIS.

Merci d'adresser votre dossier de

candidature à : P.L.C. S.A. - B.P. 220 - 75063 Paris cedex 02

qui transmettra.

SOCIÉTÉ NATIONALE

ELF AQUITAINE

(Production)

recherche

COMPTABLES CONFIRMES

Titulaires d'un B.T.S.

Comptabilité ou d'un D.U.T.

(option Finance)

comptabilité.

Lieux d'implantation :

— De poste à PARIS

— Deux postes à BOUSSENS (Mte-Garonne)

Pour une période initiale

de 1 à 3 ans.

Expatriation à prévoir

dans le cadre

du déroulement de carrière.

Ecrire avec C.V., photo, à

S.N.E.A. (P) Recrutement

21 bis, allée des Lilas,

69000 PAU

CABINET

D'EXPERTISE COMPTABLE

et de

COMMISSARIAT aux COMPTES

recherche

ASSISTANT DE CABINET

confirmé, tit. D.E.C.S. complet.

ASSISTANT CONTRÔLEUR

expérimenté, titulaire certificat

juridique et fiscal

Ecrire Cabinet THILLET

21, rue de la Banque, Paris-2.

CHEF DE PUBLICITÉ annonceur

Dans ce groupe industriel, le Département Publicité-Promotion analyse les objectifs Marketing des divisions autonomes. Il travaille en liaison avec l'Agence pour déterminer les axes de communication, les messages et les médias dans le cadre d'un budget dont il est gestionnaire.

Nous souhaitons rencontrer un Chef de Publicité, ayant une solide formation, quelques années d'expérience publicitaire, dont au moins 3 en agence.

Peu importe qu'il ait géré des budgets industriels s'il est un véritable professionnel.

Pour communiquer avec les filiales étrangères, il maîtrise la langue anglaise.

Les dossiers de candidature, avec photo et présentations, sont à adresser sous réf. M 5103 AN, à

egor 5 rue Meyerbeer

75009 Paris



DIDIER SIPC

Filiale d'un important groupe

International

Fabricant de produits réfractaires

recherche pour son

SERVICE TECHNICO-COMMERCIAL

INGÉNIEUR ACIÉRISTE

Minimum 35 ans

Responsable technique de la clientèle aciériste, il

aura à

promouvoir la vente des produits

en proposant des solutions adaptées en liaison

avec nos services techniques centraux et à en suivre la mise en œuvre chez l'utilisateur.

Voyages fréquents de courte durée. Connaissances de base de l'Allemand indispensables.

Adresser C.V., photo et prêt. sous la réf. 2.342 à :

CORT 65, avenue Kléber

75116 PARIS

Discrétion assurée.

Préciser les sociétés auxquelles vous souhaitez que

vos candidatures ne soit pas transmises.

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

Filiale du premier constructeur mondial

de mini-ordinateurs recherche pour

Rungis

contrôleur budgétaire

Dépendant de la Direction Financière, il assistera le Directeur du service Après-Vente dans l'établissement des plans et budgets prévisionnels et dans l'analyse mensuelle des résultats.

Nous souhaitons engager un jeune diplômé d'école de commerce ayant acquis une première expérience de la Finance-Comptabilité au sein d'une société multinationale.

Nous nous chargeons d'assurer la formation de départ de ce poste. La pratique de la langue anglaise est indispensable.

Veuillez adresser votre CV sous réf. CB 3 à la Direction du Personnel de

DIGITAL EQUIPMENT FRANCE

18 rue Saurin - 91120

94528 RUNGIS Cedex

digital

IMPORTANTE SOCIÉTÉ

Quartier ÉTOILE recherche

CHEF de PERSONNEL

minimum 5 ans d'expérience : réglementation du travail, conventions collectives (pétrole et métallurgie).

Ecrire C.V., détaillé, photo, références et présentations à No 44637, CONTEXTE PUBLICITE, 20, avenue de l'Opéra, 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra.

IMPORTANTE ENTREPRISE INDUSTRIELLE

recherche son

RESPONSABLE

DES ÉTUDES INFORMATIQUES

2 ans d'expérience dans une fonction analogue.

Le salaire annuel

ne sera pas inférieur à 100.000 F.

Adresser C.V. à Monsieur MARY S.G.P.

B.P. No 88 - 75840 PARIS CEDEX 17.

SIEMENS

dans le cadre du développement de son

activité Péri-informatique recherche :

INGÉNIEUR TECHNICO-COMMERCIAL

Sa mission consistera à :

- Assurer le support technique d'un Système Saisie de données
- Étudier les besoins des clients
- Gérer les commandes et les offres
- Assurer les liaisons avec la maison-mère.

De formation supérieure, le candidat aura une expérience d'au moins 3 ans dans le secteur technico-commercial.

De bonnes connaissances en langue allemande sont souhaitables.

Il est offert de réelles possibilités d'évolution.

Adresser C.V., photo et salaire actuel sous la réf. : 32.01/TC/27 à

Conseil en recrutement

54, avenue de Versailles

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

75016 Paris

	La ligne	La ligne T.E.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	49,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La ligne	T.C.
ANNONCES ENCHEREES	24,00	27,45
OFFRES D'EMPLOI	5,00	5,72
DEMANDES D'EMPLOI	20,00	22,88
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

TEKTRONIX

recherche pour
SA DIVISION INFORMATIQUE GRAPHIQUE

ingénieurs technico commerciaux

qui seront chargés après une période de formation en France et à l'étranger d'apporter à l'équipe de vente et aux clients un support matériel et logiciel de qualité.

Ce poste convient à des candidats ayant de bonnes connaissances en électronique et en programmation (langage BASIC souhaité).

- Formation DEA ou équivalent (option structure d'ordinateur serait appréciée).
- Déplacements en France et à l'étranger. Anglais indispensables.

PARTICIPATION AUX BENEFICES

Envoyer rapidement C.V., photo et présent. à TEKTRONIX - B.P. 13 - 91401 ORSAY.

offres d'emploi

KLÖCKNER INA FRANCE
MEMBRE D'UN GROUPE INTERNATIONAL EXPORTATEUR D'ENSEMBLES INDUSTRIELS

recherche pour la gestion d'un grand Projet d'infrastructure outre-mer un

CHEF DE PROJET
responsable de l'ensemble du Projet et un

INGÉNIEUR
responsable de la partie technique du Projet (formation E.C.P., Mines, Ponts ou équivalent).

Nous demandons aux candidats les qualifications suivantes :

- Expérience d'au moins 5 ans de la direction de Projets, comportant :
 - élaboration d'appels d'offres ;
 - négociations avec fournisseurs et entreprises ;
 - élaboration du planning ;
 - suivi des contrats ;
 - coordination de l'ensemble du Projet.
- Bonnes connaissances de l'anglais. Allemand souhaité.

Lieu de travail : Paris (87).

Adresser C.V., photo récente et présentations à : **KLÖCKNER INA FRANCE** 31, RUE MARBEUF, 75008 PARIS

offres d'emploi

Une nouvelle dimension à la fonction de

CHEF DE PRODUIT

La filiale française d'un groupe multinational fabrique et commercialise des produits de grande consommation à achats répétés. Elle emploie 500 personnes et son chiffre d'affaires avoisine les 300 MF.

Pour un produit représentant actuellement 20% du marché, nous recherchons un chef de produit qui soit un véritable chef d'orchestre, capable de concevoir et de réaliser toutes actions de son ressort, depuis les relations avec la recherche, jusqu'au marketing et à la gestion de ses produits.

Nous souhaitons rencontrer des candidats ayant une formation supérieure, mais surtout, une première expérience acquise pour des produits de mêmes caractéristiques, dans un marché concurrentiel et dans lequel la distribution ait une grande importance.

Pour son évolution, qui peut être rapide en cas de succès, il parlera Anglais.

Pour obtenir informations complémentaires, écrire sous référence M 5230 A, à

egor 5 rue Meyerbeer 75009 Paris

offres d'emploi

TEXAS INSTRUMENTS FRANCE

DIVISION DISTRIBUTION TISCO recherche

SPECIALISTE PRODUITS

- composants électroniques
- alimentations
- convertisseurs
- commutateurs
- relais
- produits Grand Public (calculatrices...)

dont le double rôle technique et Marketing comprend à la fois le support technique aux ingénieurs de vente et leur formation, la connaissance du marché en terme de pénétration et de concurrence la promotion des produits au niveau clientèle.

Formation ingénieur ou universitaire électronique diplômée.

Expérience de 2 à 5 ans.

Anglais courant.

Disponibilité pour voyages de courts durée en Province.

Poste à PARIS SUD.

Ecrire avec C.V., photo, prêt. et date de disponibilité sous réf. T.I.S. 278 471 à Madame LE GUET T.I.F. - Boite Postale 5 06270 VILLENEUVE LOUBET Tél. 93.20.01.01

Société internationale en forte croissance
leader mondial dans sa branche recherche le Responsable Technique de sa Division Energie

C'EST UN ingénieur-électrotechnicien

qui a une connaissance théorique et pratique des courants forts en moyenne tension et qui parle couramment l'anglais.

Il aura pour mission d'assurer les relations techniques avec nos clients (E.D.F. ...), le support technique à la vente ainsi que la coordination avec nos usines de production.

Il sera initié à nos produits par un stage de formation en Europe, puis aux U.S.A.

Son lieu de travail se situe dans la banlieue Nord-Ouest de Paris.

Envoyer C.V. et présentations à : 49.881 Contesse Publi-20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01 qui transmettra.

Olympia International

recherche Pour son Département

Systèmes Pédagogiques

ASSISTANTE PROMOTION COMMERCIALE

Son rôle consistera en une assistance permanente auprès des enseignants utilisant nos équipements audiovisuels qui sont implantés sur l'ensemble du territoire national.

Ce poste implique des déplacements de courte durée en province, il conviendra à un ou une enseignante en sténodactylographie souhaitant orienter sa carrière vers une activité dynamique technico-commerciale.

Pour son Département

Grandes Entreprises

MONITRICE

Chargée sur la région parisienne de la mise en service du matériel pédagogique et de la formation du personnel utilisateur.

Bonne pratique de la dactylographie exigée. Sans des contacts. Excellente présentation.

Pour ces deux postes :

- culture indispensable ;
- frais de déplacement remboursés.

Envoyer C.V. ou téléphoner pour information à M. ARMAING, 10, avenue Réaumur, 92142 CLAMART CEDEX. Téléphone : 630-21-42.

Un Constructeur de gros équipements

filiale de **CREUSOT-LOIRE**

recherche

INGÉNIEUR COMMERCIAL de haut niveau

MINES, CENTRALE, A.M. ou similaire

45 ans environ, possédant une expérience de la négociation à un niveau élevé ainsi qu'une bonne connaissance des mécanismes de l'exportation. Anglais indispensable.

MISSION :

Négociations de contrats importants en particulier à l'étranger

Le poste est à pourvoir dans la Loire ou à Paris. Déplacements fréquents de courte et moyenne durée.

Une expérience et des références affirmées dans une fonction analogue sont indispensables.

Ecrire avec C.V., manuscrit et présent. à n° 3873

COFAD 40, rue de Chabrol 75010 Paris 10

banque

Importante Banque Privée, Paris, recherche pour son

DÉPARTEMENT IMMOBILIER

CADRE DE HAUT NIVEAU

La poste à responsabilité d'admission à un homme de 40 ans environ justifiant d'une expérience d'au moins 10 ans dans la

- l'élaboration des opérations immobilières - crédits et participations financières ;
- ainsi que d'une bonne connaissance des mécanismes de distribution de crédit aux entreprises de logement.

Il devra avoir acquis cette pratique soit au sein d'une Direction immobilière d'un établissement bancaire, soit par l'exercice de réelles responsabilités financières dans une Société immobilière.

Ecrire avec C.V., manuscrit et présentations sous référence CH-41 à I.C.A. qui transmettra.

I.C.A. International Classified Advertising 3, RUE D'AUTREUIL - 75015 PARIS

100/110.000 F

importante société PARIS recherche

chef de poste

Grand système IBM OS/VS télétraitement

position cadre

horaire 3/8 - avantages sociaux

formation complémentaire assurée.

Adresser c.v. détaillé sous n° 734047 à Régie Presse, 85 bis rue Réaumur 75002 Paris, qui transmettra.

Pour développer son équipe

SYSTEME DB/DC

DIDOT BOTTIN - Paris 15e

recherche UN JEUNE

ingénieur informaticien

E.C.P., E.S.E., I.J.E., E.S.I.E.A., D.E.A. Informatique.

Possédant 2 ans d'expérience sur matériel IBM (DOS ou OS), une formation en D.L./I, CICS et Assemblage, et désireux de s'orienter vers le Système et le Télétraitement.

Libre rapidement.

Nombreux avantages sociaux : 5 semaines congés - restaurant - mutuelle - 13ème mois.

Adresser C.V. à Direction du Personnel - Sté DIDOT BOTTIN - 28, rue du Dr. Finlay 75738 Paris Cedex 15.

Attaches commerciaux Responsables de secteur

EUROP ASSISTANCE

La première organisation d'assistance-voyages en France connue à l'étranger.

En FRANCE, nous disposons de 60 000 points de vente et nous avons recruté 1 300 000 abonnés en 1977.

Nous désirons recruter des personnes capables de développer nos réseaux dans les régions et zones sous-représentées par nos actuels réseaux :

- NORD - Bénédictine stabilisée LILLE
- NORD - Bénédictine stabilisée LILLE

Après une formation à la connaissance de notre Société, de nos prestations et de nos méthodes, ils auront la responsabilité :

- d'élaborer, de perfectionner et de stimuler les responsables de nos points de vente ;
- de les assister dans la négociation de nos contrats d'abonnement ;
- de veiller à l'application de notre politique commerciale.

Pour ce faire, nous souhaitons qu'ils disposent d'une bonne culture générale, d'un sens aigu du contact et qu'ils aient une première habitude des circuits commerciaux.

Le salaire est composé d'un fixe intégrant un salaire d'indemnité de déplacement régional. Nous fournissons un véhicule de fonction et les frais de séjour et de déplacement sont remboursés.

La jeunesse de notre Société et la rapidité de son expansion permettent de prévoir de réelles perspectives d'évolution à moyen terme.

DOCUMENTATION SUR POSTE AUX CANDIDATS. PRESELECTIONS.

Adresser lettre manuscrite, C.V. détaillé, photo récente et photo (pas de pas) à : **EUROP ASSISTANCE** 54, rue des Petites Écuries, 75010 PARIS

APPRECIATION PROFESSIONNELLE REMISE AUX CANDIDATS

80.000 F

Nous sommes un organisme de service de dimension nationale.

Dans le cadre du développement de notre activité d'aide aux entreprises dans le domaine de recrutement et de son environnement socio-économique, nous recherchons pour PARIS

PLUSIEURS CADRES

MISSIONS : entre autres :

- contacts avec les directions du personnel, les chefs d'entreprises, les organismes professionnels ;
- définition de postes et de profils de candidats ;
- tri de candidatures sur curriculum vitae.

PROFIL :

- 35 ans minimum ;
- 10 ans au moins d'expérience en entreprises ou en cabinet de recrutement à un poste de cadre dans la fonction personnelle ou le recrutement ;
- Une bonne connaissance des branches professionnelles suivantes sera particulièrement appréciée :
 - chimie
 - services - engineering
- mais surtout :
- sans des contacts ;
- esprit d'équipe ;
- connaissance des fonctions dans l'entreprise.

Adr. C.V. et photo sous n° 49.833, Contesse Publi-20, av. Opéra, 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra.

Ordina

POUR SUITE : son développement dans l'informatique de gestion, l'informatique industrielle, les logiciels de base.

UTILISE : entre autres les techniques du temps réel, des bases de données, des réseaux.

RECHERCHE :

jeunes ingénieurs diplômés

1 an d'expérience (MAGE, EPF, INSA, ENSI, INPG ou équivalent)

débuts

(BAC + 3)

La formation complémentaire sera assurée par nos soins.

Adresser C.V. photo et prêt à J. LIBERCIER Ordina 10, rue Aubert - PARIS 9ème Paris, Marseille, Strasbourg, Toulouse, Bruxelles, Anvers, Utrecht.

Société de Conseil, de Services et d'Assistance en Informatique et Gestion recherche

- **INGÉNIEURS INFORMATIQUES**

Formation grandes écoles ou universitaire pour le développement d'applications de gestion.

- **INGÉNIEURS CONSEIL en GESTION, ORGANISATION**

Formation grandes écoles d'ingénieur ou de gestion pour études générales de gestion ou de cliniques.

- **SECRÉTAIRES STÉNOGRAPHES**

confirmées. Libre de suite. Coût de l'initiative et de l'organisation.

Adresser C.V., photo, présent, date disponibilité à **OBJECTIFS CONSEIL** 160, rue de Bagnole, 75020 PARIS.

SOCIÉTÉ D'ARCHITECTURE

recherche

RESPONSABLE COMMERCIAL

35 ans minimum

Capable d'assurer le développement de la Société implantée en Région Parisienne. Sa mission prévue en France portera sur :

- prospection des investisseurs
- élaboration des offres de service
- négociation des contrats

Une connaissance des milieux industriels, financiers et administratifs est indispensable. Langue allemande souhaitable.

Ecrire avec C.V., photo et références complètes s/réf. 1933 à : **INTER P.A.** B.P. 508 - 75066 PARIS CEDEX 02 qui transmettra.

CHEF DE PRODUITS (THERMIQUE)

PARIS

Bien d'équipement thermique

Notre client, une société spécialisée dans la fabrication et la distribution de biens d'équipement recherche un ingénieur thermicien de grande valeur afin de lui confier la direction d'une division commerciale, la principale gamme de produits fabriqués par l'entreprise. La personne choisie se verra confier outre l'animation d'un réseau commercial, le développement, la recherche et la rationalisation technique des produits, le contact personnel avec les grands clients (industries, pétroliers, etc.). Le candidat recherché, 30 ans minimum, ingénieur diplômé, doit pouvoir justifier d'une expérience réussie dans les industries faisant appel à l'emploi de la vapeur, ou le génie climatique. Par ailleurs, il doit posséder une aptitude et un goût certains pour les négociations commerciales aux niveaux les plus élevés. Envoyer curriculum vitae et présentations à Michel SOYER, 6, avenue Marceau 75008 Paris sous la référence M 824. La plus grande discrétion vous est garantie.

offres d'emploi

FRANCE

DE PRODUIT SÉRIEUX

SAGEM
CERGY-PONTOISE

INGÉNIEURS INFORMATIQUES

PROGRAMMEURS D'ETUDE

SOCIÉTÉ DES TRAVAIRES

TUNES

ARTS ET MÉTIERS

PROTECHNIQUES

UN JURIS
spécialiste des droits et international

LEPA - RE
94, rue de la

CADRE DE GESTION

ENTREPRISE INTERNATIONALE DE TRAVAUX PUBLICS

DEPARTEMENT DU

claire debray
78, rue Olivier de Serres 75015 Paris

1250

REPRODUCTION INTERDITE

offres d'emploi

CADbury - FRANCE

Filiale du groupe international Cadbury-Schweppes, leader mondial dans ses spécialités, nous sommes une jeune société dynamique et en pleine expansion, nous recherchons un

CHEF DE PRODUIT BISCUITS

Responsable de la gamme biscuits, Finger, Wafer, etc.

Contrôle des budgets publicités et promotion. Elaboration de la stratégie à court et moyen termes.

Vous avez au moins trois ans d'expérience la fonction en produits de grande diffusion.

Une expérience de la vente et une connaissance de la distribution alimentaire sont souhaitables.

Pratique de l'anglais indispensable.

Si vous êtes intéressé par ce poste, demandez à M. COLVIN, un dossier d'information ainsi qu'un C.V. à nous retourner.

CADbury - FRANCE
B.P. 207 - 92020 ANTOINETTE CEDEX.

SAGEM

CERGY-PONTOISE

recherche

INGENIEURS INFORMATIENS

GRANDES ECOLES
OPTION INFORMATIQUE et/ou D.E.A.
Débutants ou quelques années d'expérience pour étude et développement de matériel et de logiciel sur mini-ordinateurs et microprocesseurs.

PROGRAMMEURS D'ETUDE

NIVEAU D.U.T. ou MAITRISE
Débutants ou quelques années d'expérience pour développement de logiciel sur mini-ordinateurs et microprocesseurs.

NE PAS SE PRESENTER, écrire avec C.V. à SAGEM Boite Postale 61 - PONTAISE 93301

SOCIÉTÉ DES TUYAUX BONNA

1500 personnes, C.A. 500 millions de francs Production et pose canalisation en béton préfabriqué. Construction d'usines de préfabrication produits en main.

Champ d'activité internationale recherche

JEUNES INGENIEURS

a) pour son Département Etudes et Projets Paris
b) pour son Département de l'Équipement et du Matériel de Paris

ARTS ET MÉTIERS - E.N.S.I.

ÉLECTROTECHNIQUES GRENOBLE et TOULOUSE

Ces postes conviennent à des ingénieurs débutants ou à des ingénieurs expérimentés (Production commerciale, travaux) pour déboucher à terme sur des responsabilités plus étendues en France ou à l'étranger.

Envoyer C.V. et photo à Société des Tuyaux BONNA - B.P. 371-08 - 93305 PARIS CEDEX 08

Très Important

GRUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS
du secteur énergétique recherche pour sa

DIRECTION JURIDIQUE ET FINANCIERE

UN JURISTE

spécialiste du droit français et international

Il lui sera demandé :

- un doctorat en droit ou équivalence
- une maîtrise parfaite de l'anglais
- une expérience de 5 ans minimum dans le domaine international à haut niveau de négociations et possible dans le secteur de l'énergie ou dans un groupe industriel.

Pour réussir dans sa fonction, il lui faudra une solide prospective connaissance bien les règles de l'évolution des problèmes, il lui faudra aussi faire preuve de créativité, de polyvalence, d'ouverture et de sens des responsabilités.

Ad. lettre man. C.V. et photo et présentations en réf. 8110 à

EPA LEPA - RECRUTEMENT

94, rue Saint-Lazare 75009 Paris

ENTREPRISE INTERNATIONALE
DE TRAVAUX PUBLICS
DEPARTEMENT DU MATERIEL

création d'un poste de

CADRE DE GESTION

en relation directe avec la Direction du Département et en collaboration fonctionnelle avec les Services des Travaux, du Transit et de la gestion du parc matériel (200 Millions), il assurera, dans le cadre des activités internationales du groupe une fonction d'AUDIT et de CONTRÔLEUR DE GESTION.

Le poste conviendrait à un jeune candidat diplômé de l'enseignement supérieur ayant de solides connaissances en comptabilité analytique et générale ainsi qu'en informatique. Une expérience d'Audit interne serait appréciée.

Le poste est à pourvoir à Paris.

Adresser lettre man. + C.V. + photo, 312 D.A. à M. de la Roche, 75008 Paris.

claude debray conseil
78, rue Olivier de Serres 75739 Paris cedex 15

Discrétion absolue assurée.

offres d'emploi

Société industrielle - 3000 personnes - proche
banlieue Ouest de Paris, renforce son département
informatique et recherche un

INGENIEUR SYSTEME

sur IBM 370 (OS/VS - DOS/VS)

Il aura la responsabilité d'une équipe, assurera le démarrage d'un ordinateur IBM 370/125 (DOS/VS) utilisé en transactionnel et un support système sur IBM 370/168 (OS/VS).

De formation ingénieur ou maîtrise informatique, il connaît le DOS/VS et possède une expérience de 2 ans minimum sur un système IBM OS/VS, ainsi qu'une bonne connaissance des principaux produits.

Axial Publicité, 91, Fembourg Saint-Honoré
75008 Paris, se charge de transmettre les candidatures qui lui parviendront sous la référence 9889.

Importante Société Chimique
recherche pour son

Siège situé à NEUILLY

ADJOINT AU DIRECTEUR DES RELATIONS SOCIALES

Ce poste nécessite :

- une parfaite connaissance du droit du travail ;
- une expérience de plusieurs années dans une fonction de chef de personnel en usine (service contrôle de préférence) assortie d'une expérience adéquate.

Age minimum 40 ans.
Rémunération élevée.

Env. let. man. av. C.V. et photo, à n° 49.981 CONTEXTE
Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris cedex 01 q. 17

Recherchés pour important projet

DEUX INGENIEURS D'ETUDE

confirmés

1 INGENIEUR MECANICIEN
(manutention continue, criblage, concassage de minerai).

1 INGENIEUR ELECTRICIEN
(installations industrielles, asservissements, instrumentation).

Résidence PARIS
avec déplacements AFRIQUE

Demandes écrites à adresser à SOCOMINE,
30, rue Cambroux, 75015 PARIS

LABORATOIRE PHARMACEUTIQUE
recherche pour son usine

Banlieue Ouest de Paris

JEUNE PHARMACIEN

Responsable du Conditionnement.

Envoyer C.V. et photo sous réf.
N° 8.614 - Le Monde - Publicité,
2, rue de l'Europe, 75207 PARIS-9.

Recherches

TECHNICIEN (NE)
I.U.T. de Génie chimique
ou B.T.S. ASSISTANT (E)
D'INGENIEUR

Anglais indispensable.
Allemand souhaité.

Adresser C.V. et présentations
sous n° 32, à
SPERAR, 12, rue Jean-Jaures,
92007 PUTEAUX.

M. OPERA
Société machines-outils
mondialement connue

recherche

CADRE
ADMINISTRATIF-
REDACTEUR

destiné à devenir adjoint au
chef de service commercial.
Lisant couramment anglais.

Avant sérieuse expérience
Exportation, Caisses,
Crédits bancaires.

5 X 8 - Continue - 12 mois.
Adresser C.V. et photo, à 2.096
PARFRANCE, 4, rue Robert-
Espinasse, 75008 Paris, ou à

INFORMATIS SYSTEMES
recherche pour démarrage
de système temps réel en
FRANCE et à L'ETRANGER

INGENIEURS LOGICIELS
NOVA, MITRA, POP 11, SOLAR

INGENIEURS IRIS 50
Récupération de promotion
pour éléments de valeur.

24, rue Daubenton-9, 93347-72.

ASPIRE
recherche
disponibles rapidement, pr travaux
assembleur temps réel

JEUNES INGENIEURS
ANALYSTES-PROGRAMM.

MITRA 15, SOLAR
MI 6000, INTEL 30

TEL pour rendez-vous 329-27-40
ou env. C.V. 40, r. de Poitiers,
75008 PARIS.

SOCIÉTÉ PRODUITS
PARFUMERIE DE PRESTIGE
recherche

EMPLOYEE DE BUREAU
pour tenir poste de docteur,
aide-comptable ou tenir
service statistiques.

Adresser C.V. et présentations
à M. T. 03.24 M. REGIE-PRESSE
25 bis, rue Réaumur, Paris-2.

CINEMA (94), recherche
OPERATEUR C.A.D.

25 h. par semaine, 2.500 F mens.
à partir du 1er mars. T. 893-22-25.

offres d'emploi

Société d'Etudes et de Conseils
recherche

pour postes en FRANCE et à L'ETRANGER

- Agro-économistes
- Ingénieurs forestiers
- Statisticiens-économistes
- Économiste industriel
- Économiste finances/monnaie
- Conseiller de gestion/organisateur.

Rémunération en fonction de l'expérience et de la qualification.

Adresser C.V. et présentations, sous réf. 1183, à
SWEEMER, B.P. 208 - 75421 PARIS CEDEX 02

GRUPE CRÉDIT COOPÉRATIF

recherche

CONTROLEUR DE GESTION

pour renforcer service contrôle budgétaire qui com-
ploit méthodes, élabore et suit budgets prévision-
nels.

Le candidat doit avoir :

- Formation supérieure.
- 3 ans expériences contrôle interne ou contrôle de gestion et possible dans secteur bancaire.

Env. lettre man., C.V., photo et présentations à :
DIRECTION DU PERSONNEL C.C.C.C.,
18 bis, avenue Roche, - 75008 PARIS.

STE APPARELS DE MESURES INDUSTRIELLES
siège usine PARIS

recherche

AGENT TECHNIQUE PRINCIPAL

ELECTRONIQUES INFORMATIQUES

spécialiste Software, bonnes pratiques Hardware
Salaires indexés sur fonction expérience.

Possibilité cadre - Libre rapidement.

Discrétion totale assurée.

Adresser C.V. détaillé au CHEF DU PERSONNEL,
Boite Postale 156 - 75363 PARIS CEDEX 06.

SOCIÉTÉ DE CONSEIL
EN INFORMATIQUE

recherche

jeunes collaborateurs

- 2 à 3 années d'études supérieures
- diplômés, diplômés des obligations militaires
- libres rapidement

DESIREUX D'ENTREPRENDRE
UNE CARRIÈRE dans :

L'INFORMATIQUE

Formation assurée dans le cadre d'un contrat
de travail ferme avec stage rémunéré.

Adresser lettre de candidature, avec C.V. détaillé
et photo en précisant la date de disponibilité
à N° 49.981 ConTEXTE Publicité, 20, av. Opéra
75004 PARIS CEDEX 01, qui transmettra

FERODO

n° 3 européen de l'équipement
automobile C.A. 2,5 milliards,
effectif 20 000 recherche
pour sa division FERODO
usine de Condé-sur-Noireau (14)

CHEF DE SERVICE
MÉTHODES ET ÉTUDES

d'installation, ingénieur Grande
École (Centr., ENSAM, INSA),
il aura 4 à 5 ans d'expérience
des méthodes et des fabrica-
tions mécaniques en série. Au
sein d'une organisation disci-
plinée de la production, il
sera chargé pour une ligne de
production de la mise en
place de moyens matériels de
production, de l'élaboration
des gammes de fabrication, de
l'élaboration des éléments
techniques entrant dans le
calcul de prix de revient et
de l'élaboration de l'analyse
des postes de travail.

Anglais ou allemand souhaités.
Env. C.V. et photo, à
pour sa DIVISION DE LA
RECHERCHE ST-OUEN (93)

INGENIEUR
PROPRIÉTÉ
INDUSTRIELLE
DÉBUTANT

Diplômé Grande École d'ingé-
nieurs (option mécanique sou-
haitée) en relation avec tous
les bureaux d'études de la
Société ainsi qu'avec des ca-
binets extérieurs spécialisés,
il assurera, progressivement
et après formation la protec-
tion des idées originales de la
Société. Allemand ou anglais
lu et écrit courant. socié.
REF 2147/2

pour sa DIVISION VERTO
usine d'AMIENS (60)
ou sa DIVISION SOFICA usine
de NOGENT-LE-ROTHOU (28)

INGENIEURS
DÉBUTANTS

Diplômé Grande École méca-
nisme (ENSI, ECAM, ION, ICAU)
désirant commencer leur car-
rière par l'exercice de res-
ponsabilités au sein d'import-
antes unités de fabrication
mécaniques grandes séries. At-
tachés aux services méthodes,
ils seront chargés, après forma-
tion, de l'élaboration de la pro-
tection des idées originales de la
Société. Allemand ou anglais
souhaités. REF 2147/3

Ad. C.V., présentations et photo
en indiquant la réf. du poste
FERODO Service Recrutement,
4, rue Bayen, 75017 PARIS.

offres d'emploi

GRUPE ANGLAIS D'ASSURANCES

recherche

programmeurs-analystes

référence 5072

- 1 à 2 ans d'expérience Cobol
- DUT ou équivalent

Postes évoluant vers l'analyse selon compétences.

référence 5069

Sous la Direction d'un chef de projet, ils seront
chargés de l'analyse de nouveaux traitements dans
le cadre de la mise en place d'un système infor-
matique transactionnel.

2 années minimum d'expérience de cette fonction
sont nécessaires. Connaissances télétraitement et
base de données appréciées.

Adresser C.V., présentations et photo en précisant
la référence, à Jean PORRACCHIA

CARRIÈRES INFORMATIQUES
conseil en recrutement
185, rue Saint-Honoré 75001 PARIS

AVIS

LOCATION DE VOITURES

recherche

CHEF SERVICE

COMPTABILITÉ GÉNÉRALE

Agé de 30 ans minimum

Il assurera l'encadrement de 3 ou 4 personnes et
aura la responsabilité de la comptabilité jusqu'au
bilan.

Le candidat devra avoir une expérience réelle
d'au moins 5 ans dans une société anglo-saxonne.
Le niveau D.E.C.G. serait apprécié.

L'anglais courant est indispensable.

Envoyer C.V., photo, présent. et disponibilité à :
AVIS, 12, rue Albert, 75013 PARIS, et la réf. 402-4

Fidération

CONSEIL EN RECRUTEMENT

THOMSON-CSF

recherche

DES INGENIEURS

GRANDES ECOLES

DEBUTANTS OU CONFIRMES

pour développement de grands programmes scien-
tiques dans les domaines suivants :

- simulation logique ;
- hyperfréquences ;
- analyses numériques.

Ad. C.V. et présentations au Service du Personnel,
173, Boulevard Haussmann, - 75008 PARIS.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
située dans le Centre de Paris
(Quartier OPERA)

souhaite recruter un

ORGANISATEUR

INFORMATIEN

pouvant justifier d'une formation d'ingénieur
ou assimilé et possédant de solides connais-
sances en organisation dans un contexte
informatique lié au télétraitement.

Les candidatures sont à adresser, accompagnées
d'un CV et présentations, sous réf. 74432 M à :
HAYAS CONTACT, 156 Bd Haussmann-
75008-PARIS qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ
Région Parisienne, banlieue NORD-OUEST

recherche

UN JEUNE INGENIEUR

de formation technique supérieure

Justifiant de 2 années d'expérience
en informatique

Anglais lu et parlé indispensable

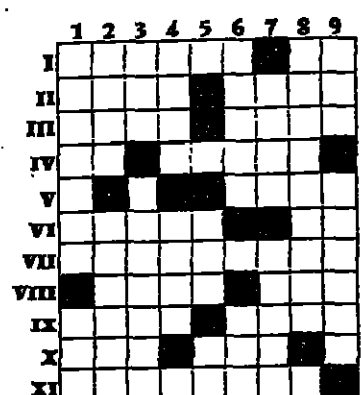
Env. C.V., photo et présent. à n° 50738 ConTEXTE
Publicité, 20, av. Opéra, 75004 Paris Cedex 01 q. 17.

demandes d'emploi demandes d'emploi

AUJOURD'HUI

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2002



HORIZONTALEMENT
 1. Le plus pénible des devoirs de vacances (pluriel) ; Quotient.
 2. Grande nappes ; Rasure un tireur.
 3. Etre dit inférieur ; Bestiole.
 4. Demi-mal ; Paradoxalement dans le vent.
 5. Convis à de longs débats.
 6. Jouent un rôle protecteur ; Symbole.
 7. A ne pas commettre ;
 8. V. Convaincu ; Nombre étranger ; IX. Ont un domaine illimité ; Epreuve.
 9. Préfixe ; A toujours l'air un

peu défilé après une mauvaise nuit — XI. Est insuffisant pour un appétit d'ogre.

VERTICALEMENT

1. Bois d'un foyer ; Localité de France.
 2. Coudé en Italie ; Asséchera.
 3. Fit un travail de saucier ; Ne ferait pas de mal à une mouche.
 4. Pronom ; Rendaient inapprochable.
 5. Terre ; Facturé par le pousse-pousse.
 6. Bien précieux ; Pièce de soutien.
 7. Finissent les restes ; Frappe au sommet.
 8. Jeu de dames.
 9. Vierge des Antilles ; Fidèles au poste.

Solution du problème n° 2001

HORIZONTALEMENT
 1. Allié ; Mât.
 2. Laure ; Ora.
 3. Ligne ; Sien.
 4. Étiers ; V. Mât.
 5. V. Mât.
 6. V. Mât.
 7. V. Mât.
 8. V. Mât.
 9. V. Mât.
 10. V. Mât.
 11. V. Mât.

VERTICALEMENT

1. Allée ; Abbé.
 2. Lait ; Anna.
 3. Limes ; Dile.
 4. Ines ; Marée.
 5. EE ; Imago.
 6. Seine.
 7. Moins ; Urnes.
 8. Ares ; Osée.
 9. Tan ; Créas.

GUY BROUTY.

Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 19 février 1978 :

UN DÉCRET

● Modifiant le décret n° 74-53 du 28 janvier 1974 relatif à l'autorisation d'implantation de certains magasins de commerce de détail et aux commissions d'urbanisme commercial.

UN ARRÊTÉ

● Relatif aux prêts aidés par l'Etat pour la construction des logements locatifs.

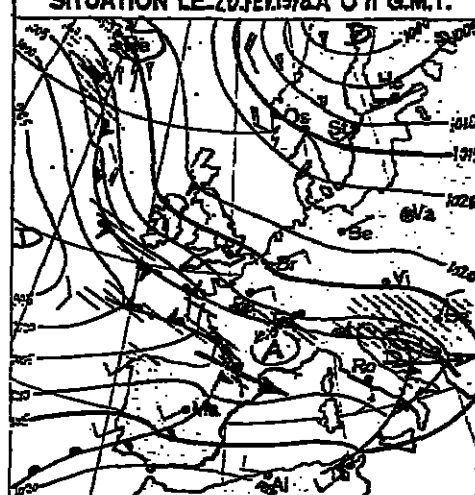
Jeunesse

● Films pour les jeunes : l'Union centrale des arts décoratifs organise des cycles de films — français et étrangers — pour jeunes de six à onze ans et de onze ans à quinze ans. Chaque cycle comporte quatre films présentés sur deux mois. Un premier cycle est en cours, le second aura lieu en mars et avril. Les séances ont lieu le dimanche à 14 h. 30 ou 16 h. 30. L'abonnement pour un cycle est de 30 F pour les jeunes et de 45 F pour les accompagnateurs adultes.

★ Bénévoles : Service culturel du Musée des arts décoratifs, 107, rue de Rivoli, 75001 Paris. Tél. : 260-32-14, poste 26, de 14 à 18 h. sauf le samedi.

MÉTÉOROLOGIE

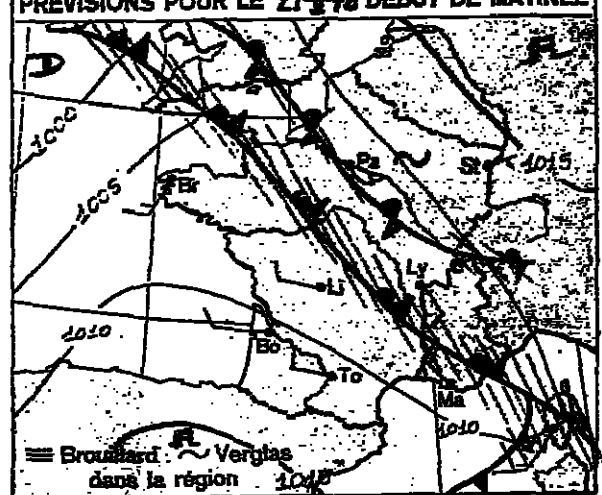
SITUATION LE 20 FÉVRIER 1978 A 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France entre le lundi 20 février à 0 heure et le mardi 21 février à 24 heures :

Des masses d'air d'origine océanique vont s'étendre progressivement sur la moitié sud-ouest de la France, tandis que l'air froid continental restera dans le Nord et le Nord-Est.

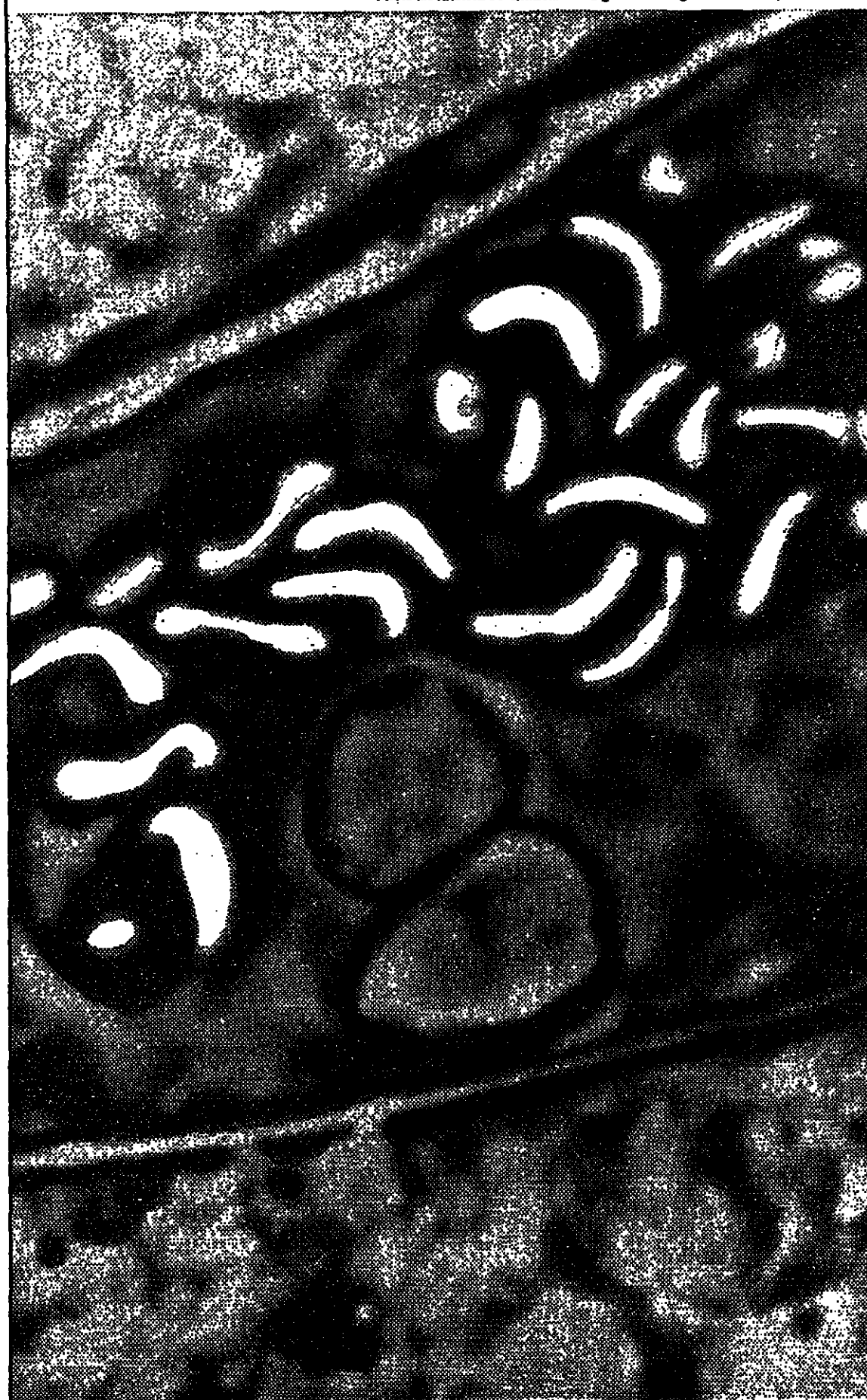
PRÉVISIONS POUR LE 21 FÉVRIER DÉBUT DE MATINÉE



Les vents de secteur sud-ouest, seront modérés.
 Lundi 20 février, à 7 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était, à Paris-Le Bourget, de 1014,5 millibars, soit 760,9 millimètres de mercure.
 Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 19 février : le second, le minimum de la nuit du 19 au 20) : Ajaccio, 18 et 11 degrés ; Biarritz, 18 et 12 ; Bordeaux, 18 et 10 ; Brét, 11 et 8 ; Caen, 0 et 0 ; Chambourg, 1 et 1 ; Clermont-Ferrand, 15 et 0 ; Dijon, 11 et 1 ; Grenoble, 5 et 2 ; Lille, 1 et -7 ; Lyon, 10 et 2 ; Marseille, 18 et 4 ; Nancy, -3 et -10 ; Nantes, 14 et 7 ; Nice, 10 et 6 ; Paris-Le Bourget, 0 et -3 ; Pau, 17 et 10 ; Perpignan, 18 et 6 ; Rennes, 12 et 5 ; Strasbourg, 2 et -6 ; Tours, 13 et 2 ; Toulouse, 16 et 9 ; Pointe-à-Pitre, 26 et 21.
 Températures relevées à l'étranger : Alger, 25 et 13 degrés ; Amsterdam, -1 et -3 ; Athènes, 17 et 10 ; Berlin, -3 et -13 ; Bonn, -1 et -13 ; Bruxelles, 0 et -8 ; Casablanca, 22 et 13 ; Copenhague, 0 et -14 ; Genève, 7 et 1 ; Lisbonne, 15 et 13 ; Londres, 3 et -1 ; Madrid, 15 et 8 ; Moscou, -3 et -20 ; New York, -2 et -7 ; Palma-de-Majorque, 21 et 13 ; Rome, 16 et 9 ; Stockholm, -5 et -12.

L'odyssée d'un globule.

Photo illustrant la déformabilité des globules rouges dans un capillaire humain.



Dans un seul être humain, vingt mille milliards de globules rouges sillonnent en permanence deux cent millions de vaisseaux capillaires qui représentent plusieurs centaines de kilomètres. Ils traversent aussi bien de larges artères que de minuscules vaisseaux.

Mais le diamètre d'un globule rouge est de 7,5 microns, alors que celui d'un capillaire n'est que de 5 microns et parfois même de 3. Il doit donc pouvoir se déformer, pour poursuivre son voyage jusqu'aux cellules les plus éloignées.

Les chercheurs de Hoechst contribuent activement à l'étude de ce phénomène. Déjà, des perspectives thérapeutiques s'offrent en pathologie vasculaire, à une action pharmacologique sur la déformabilité du globule rouge, facteur important de la circulation sanguine.

En médecine, comme dans bien d'autres domaines, les 14 000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

L'avenir, c'est passionnant.

Hoechst-Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

Hoechst

Service national

APPEL SOUS LES DRAPEAUX DES FRANÇAIS NÉS AVANT LE 5 FÉVRIER 1959

La fraction du contingent incorporable en avril 1978 a été désignée, à l'indiqué, le 16 février, dans un communiqué, le ministère de la Défense, précisant que sont incorporables à compter du 1^{er} avril prochain :

— Les jeunes gens dont le service ou le report d'incorporation arrivera à échéance le 1^{er} avril ;

— Les jeunes gens volontaires pour être appelés le 1^{er} avril 1978 et qui, à cet effet, ont, avant le 1^{er} février 1978, déposé une demande d'appel avancé ou fait parvenir leur déclaration de service ou de report d'incorporation ;

— Les jeunes gens non titulaires d'un service ou report d'incorporation, nés au plus tard le 5 février 1959, recensés avec la quatrième tranche trimestrielle de la classe 1970, la première tranche trimestrielle de la classe 1973.

Toutefois, les jeunes gens destinés à la marine et qui ont accepté un décalage de leur appel seront appelés, dans la limite des besoins, à partir du 1^{er} mai 1978.

Les jeunes gens qui se constitueront comme soutiens de famille et qui n'ont pas été dispensés peuvent demander l'attribution d'allocations d'aide sociale pendant la durée de leur service actif (s'adresser à la mairie). Ceux dont l'épouse est enceinte lors de leur appel peuvent obtenir que cet appel soit différé jusqu'à la naissance de l'enfant (s'adresser au bureau du service national).

A L'HOTEL DROUOT

Mardi

EXPOSITION

S. 4. - Grav. Dess. Tabl. mod. Meubles anciens et stylés.
 S. 14. - Bibel. Bijoux.
 S. 2. - Monnaies ant. Franc. étrang. médailles, jetons.
 S. 13. - Faïence, porcelaine. Boules presse-papiers.

VENTE

S. 11. - Silex. Objets anc. et stylés. Tabl. anc. et XIX.
 S. 14. - Bij. Obj. vitr. Argent.

PALAIS D'ORSAY

VENTE

14 h. 30. Coll. M.S. - Obj. d'art. Silex et meubles XVII^e et XVIII^e. 21 h. Très rare. Réunion boîtes en or et porcel. prov. princ. de la Coll. M. D.

VENTE à CHARTRES 28000

GALLERIE DE CHARTRES - DIMANCHE 26 FÉVRIER, à 14 h.
JEUX et JOUETS
 prov. Collection J.-C. BAUDOU.
 N° 1 et 2. - L. LELIEVRE.
 Commis. - Prix. 50%.
 1 bis, place du Général-de-Gaulle.
 28000 CHARTRES - (02) 86-04-23.
 Expos. jours précédents la vente.
 Catalogue : 18 F.

Siège
 N° 115-DE-FRAN

Real Maison
 copy regle
 le trafic

VOYAGE

Voyageurs dans le monde

PARIS-TOULOUSE
 1^{er} classe : 120 F
 2^e classe : 80 F
 3^e classe : 50 F
 4^e classe : 30 F
 5^e classe : 20 F
 6^e classe : 10 F
 7^e classe : 5 F
 8^e classe : 2 F
 9^e classe : 1 F
 10^e classe : 0,50 F
 11^e classe : 0,25 F
 12^e classe : 0,10 F
 13^e classe : 0,05 F
 14^e classe : 0,02 F
 15^e classe : 0,01 F
 16^e classe : 0,005 F
 17^e classe : 0,002 F
 18^e classe : 0,001 F
 19^e classe : 0,0005 F
 20^e classe : 0,0002 F
 21^e classe : 0,0001 F
 22^e classe : 0,00005 F
 23^e classe : 0,00002 F
 24^e classe : 0,00001 F
 25^e classe : 0,000005 F
 26^e classe : 0,000002 F
 27^e classe : 0,000001 F
 28^e classe : 0,0000005 F
 29^e classe : 0,0000002 F
 30^e classe : 0,0000001 F

NOTES
lex
 DES COMMUNICATIONS
 75002 PARIS

vient de paraître

LE QUÉBEC VERS L'INDEPENDANCE ?
 L'EVOLUTION POLITIQUE PRUDENTE
 1978
 Les Problèmes Politiques
 75002 PARIS

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE
 75002 PARIS

EXPERT COMPTABLE
 75002 PARIS

Le Monde

régions

EN ILE-DE-FRANCE

A Rueil-Malmaison

Papy règle le trafic

Imperméables noirs, gants blancs, brassards aux couleurs de la ville et badges à l'enseigne des « papy-traffic », tels apparaissent depuis le 9 janvier les nouveaux contractuels chargés de surveiller la sortie des écoles à Rueil-Malmaison (Hauts-de-Seine). Ces « papy-traffic » ont été recrutés par la municipalité de M. Jacques Baumel, député R.P.R., parmi les retraités de la commune.

« Ils ne sont pas bénévoles, mais volontaires », explique-t-on à la mairie. En effet, les six contractuels en service depuis fin janvier sont payés — l'équivalent de 800 francs par mois pour deux heures de service par jour ouvrable. Etant données les responsabilités qui leur incombent, ils doivent être couverts par la Sécurité sociale et donc officiellement déclarés.

Pourquoi ces « papy-traffic » ? Pour pallier l'insuffisance des effectifs de police affectés à la protection des écoliers dans le département, et notamment à Rueil, explique-t-on à la mairie.

ROGER CANS.

Un quartier de Suresnes change de décor

TOUS URBANISTES

Voilà des années qu'il ne se passait rien au quartier Val-d'Or-République à Suresnes. En dehors des mesures d'entretien courant, rien ou presque n'avait été fait pour ce secteur du Bas-Suresnes, qui, grâce à la présence de nombreuses activités industrielles côtoyant un habitat pavillonnaire, rapporte pourtant à la commune quelque 35 % de ses recettes. Accrochés à l'est aux quais de Seine, isolés du reste de Suresnes par la voie ferrée et le large boulevard Henri-Schier, les quatre mille habitants du quartier se sentaient à ce point abandonnés par la municipalité socialiste que certains parlaient plaisamment de demander leur rattachement à la commune limitrophe de Saint-Cloud.

En 1975, profitant de la grosse suscitée dans le quartier par le stationnement envahissant de plus de mille cent voitures appartenant aux employés des entreprises voisines, des habitants se constituèrent en comité « pour rechercher ensemble une solution au problème particulier du stationnement » et déboucher éventuellement sur des problèmes généraux d'aménagement ou d'animation. Sur ces entrefaites, la municipalité de Suresnes présentait en octobre 1976 son plan d'occupation des sols qui selon M. Jean-François Trébut-

chet, président du comité de quartier, « n'avait d'autre ambition pour le quartier Val-d'Or-République que d'en faire une véritable zone industrielle ». Alors, bien qu'il fut plus ou moins ouvertement accusé par la mairie d'être « un comité de circonstance à l'approche des élections », le comité prenait le taureau par les cornes et se mettait au travail.

Il encourageait la population du quartier à faire connaître son mécontentement à l'occasion de l'enquête publique du P.O.S. et lui distribuait en même temps un questionnaire axé sur les trois thèmes « urbanisme, circulation et animation ». En février 1977, deux cents réponses environ étaient parvenues au bureau du comité, qui lui permettait de dégager, au-delà de l'expression de certains intérêts particuliers et divergents, quelques idées « fortes » pour l'aménagement du quartier : refus de l'extension des activités industrielles et de l'élargissement des voies, volonté de conserver un habitat bas, recherche d'une utilisation optimale des terrains libres (en particulier le parc de 6,5 hectares du vieux château de Suresnes, actuellement inutilisé par la société La Hérisse, qui en est propriétaire), désir de réorganiser le quartier autour d'une « place de village ».

On en serait peut-être resté au stade des idées si le comité de quartier n'avait alors songé à appeler à la rescousse l'équipe d'Urbanisme, jeunes architectes urbanistes qui apportent bénévolement leur concours aux associations d'habitants en peine de conseils techniques (le Monde du 14 janvier). S'inspirant des résultats du questionnaire, l'équipe d'Urbanisme dressa des plans en collaboration avec la population, allant jusqu'à estimer les coûts des réalisations envisagées, et proposa des solutions concrètes. Il ne restait plus qu'à rencontrer la municipalité suresnoise, que conduisit le sénateur et conseiller général socialiste Robert Fontion, pour lui soumettre les propositions ainsi élaborées.

A l'occasion d'une émission radiophonique que France-Culture consacra au groupe Urbanisme, l'équipe d'Urbanisme demanda la participation des élus. Le rendez-vous fut positif. Beau joueur et oubliant les suspensions du passé, M. Robert Fon-

tion manifesta l'intérêt le plus vif pour l'action du comité. Peu de temps après, une réunion rassembla à nouveau les habitants et leurs élus, à l'issue de laquelle le maire décida d'associer l'architecte et les services techniques de la ville aux projets présentés par le comité. Les études continuèrent aujourd'hui et on devrait aboutir sous peu à un projet pour le quartier République aussi conforme que possible aux vœux de ses habitants. La première étape pourrait être l'aménagement en maison de quartier, par les habitants eux-mêmes, d'un pavillon à acquérir place de la République.

Sans tambour ni trompette, le comité de quartier a sans doute donné à son maire une modeste leçon de démocratie efficace. Car même si la municipalité « se réjouit de retrouver aujourd'hui dans les projets du quartier des éléments qu'elle avait déjà envisagés depuis longtemps », le plus gros des travaux en matière de concertation a été fourni par le comité de quartier. « Les telles considérations ne nous préoccupent guère », précise M. Jean-François Trébutchet. « Nous sommes désormais en accord sur les termes de notre débat, et c'est bien ainsi. L'essentiel est que notre démarche, presque unique en son genre, aboutisse concrètement, et nous avons déjà fait beaucoup de chemin dans cette voie ».

Les secrets de cette réussite ? « Il faut être tenace et diplomatique », explique le président du comité, « d'un côté de se brouiller avec les élus municipaux et savoir présenter des projets qui ne tiennent pas compte de notre seul quartier. Il faut également posséder suffisamment de données techniques pour avancer des suggestions sérieuses. De l'autre côté, il faut fuir comme la peste toute notation et tout retourne constamment à la base pour prendre en compte tous les avis. » « Il y a peut-être eu autre chose », suggère M. Max Calabro, trésorier du comité, « c'est la tradition de cohésion et de solidarité qui règne dans ce quartier où les habitants ont toujours su se débrouiller tout seuls. » Il y a plusieurs siècles, une source coulait dans le parc du château. Elle existait la convoitise des populations voisines et obligea les gens du quartier à s'unir pour défendre son eau. Déjà.

FRANÇOIS ROLLIN.

A PROPOS DE...

L'AÉROPORT DE PARIS ET SES RIVERAINS

BRUITS... DE PAPIERS

Le « Journal officiel » du 14 février a publié un décret autorisant l'Aéroport de Paris à lancer un emprunt pour combattre autour d'Orly les nuisances dues au bruit des avions. Ce texte n'est pas du tout celui qu'attendaient, depuis des années, les riverains des grands aéroports.

Pour tenter de freiner la montée du bruit aux abords d'Orly et de Roissy le gouvernement a créé, par décret, en 1973, une taxe parafiscale prélevée sur les compagnies aériennes. Celles-ci doivent payer 1 franc par passager embarqué à destination d'un aéroport français et 3 francs par voyageur partant pour l'étranger. La taxe dont le taux n'a pas varié depuis cinq ans est gérée par l'Aéroport de Paris. Elle a rapporté depuis 1973 117 millions de francs auxquels s'ajoutent 30 millions d'emprunt. Ces sommes ont été consacrées pour un tiers à l'insonorisation de 77 écoles et centres sociaux proches d'Orly et de Roissy. Il en reste 42 à « traiter ». Les deux tiers du produit de la taxe ont servi à racheter 274 pavillons sur les 580 qui devaient l'être.

C'est donc l'application au transport aérien du principe pollueur-payeur. Mais à l'usage on s'est aperçu que le système, fort simple, présente plusieurs défauts. D'abord les avions ne payant que pour les passagers qu'ils embarquent à Paris et non pour ceux qu'ils transportent. En second lieu, les appareils modernes comme l'A380, peu bruyants mais de grande capacité, sont taxés davantage que les moyens porteurs souvent plus sonores. Enfin les avions-cargos qui décolent la nuit et sont donc les plus gênants ne paient rien. La taxe est donc injuste ; et elle n'incite nullement les compagnies à s'équiper d'appareils « silencieux ».

D'où l'idée de modifier son « assiette » comme disent les spécialistes. L'administration prépare un nouveau décret. La taxe désormais calculée selon le poids des appareils et le vacarme qu'ils émettent devra

en outre être doublée pour les vols de nuit. Mesure de bon sens.

Survient alors un incident apparemment sans rapport avec le projet de décret. Un passager se casse une jambe à Orly et réclame à l'Aéroport de Paris des dommages et intérêts. Pour en calculer le montant, les juristes se demandent si l'Aéroport de Paris est un établissement public administratif ou « industriel et commercial ». La loi de 1945 qui l'a créé ne le précise pas.

Le 31 décembre 1976, le tribunal des conflits se prononce pour le caractère « administratif » de l'établissement. Dans ce cas, l'Aéroport de Paris n'aurait pas le droit de prélever une taxe parafiscale sur le bruit. Pour ne pas « faire de vagues », l'administration entame la réforme qu'elle préparait et ne publie que le mini-décret du 14 février 1978. Il n'apporte à celui de 1973 que des améliorations mineures.

Aux alentours d'Orly et de Roissy, rien n'est donc changé. Les riverains dont les maisons tremblent désespérément. Parce qu'il y a trente-deux ans le législateur a oublié de donner une étiquette précise à l'Aéroport de Paris, tout est bloqué. Il faudrait sans doute une autre loi. Mais qui aura le courage de mobiliser tout l'arsenal législatif pour si peu ? On pourrait simplement reconnaître l'évidence, c'est-à-dire que l'Aéroport de Paris est un établissement à la fois administratif et commercial ? Alors, peut-être pourrions-nous s'attaquer enfin au vrai problème : celui des nuisances qu'imposent les mouvements aériens aux riverains des aéroports.

MARC AMBROISE-RENDU.

TÉMOIGNAGE

Voyageurs dans le brouillard

Habitué à L'Etang-la-Ville, ligne de Saint-Nom-la-Bretèche, et, ce soir-là, j'ai pris en gare Saint-Lazare le train de 22 h. 21, affiché comme se dirigeant sur Saint-Cloud-Mairie-le-Roi, L'Etang-la-Ville, Saint-Nom-la-Bretèche. Or, quelques secondes après l'arrêt à Marly-le-Roi, et sans aucun avis aux voyageurs, le train est reparti, en direction de Louveciennes et Paris. A l'arrêt de Louveciennes, comme je me plaignais au conducteur du train, il me dit : « Je n'y suis pour rien, vous n'avez qu'à descendre ici ».

J'ai dû attendre le train suivant qui, officiellement, lui, n'allait que jusqu'à Marly-le-Roi, et donc ensuite aller à pied jusqu'à L'Etang-la-Ville. Ainsi, partie de Paris à 22 h. 51, je suis arrivé à L'Etang-la-Ville à 0 h. 05, grâce aux bons soins

de la S.N.C.F. Comme m'a élogieusement répondu l'employé de gare à Marly — qui ne s'est nullement excusé de sa désinvolture, « quand on peut avoir de beaux trains, il faut supporter quelques inconvénients ».

Cette attitude du personnel des gares et des trains qui consiste à ne pas annoncer aux voyageurs les modifications ou les suppressions de train et ensuite à répondre aux réclamations par « je ne suis pas responsable, ce n'est pas de mon ressort, etc. » devient vraiment par trop fréquente, et témoigne d'un manque de la plus élémentaire courtoisie à l'égard du public qu'il transporte, qui pourtant justifie son existence.

Il me paraît urgent que la S.N.C.F. se préoccupe de l'amélioration de la formation du personnel des gares, et lui fasse acquiescer, ou retrouver, sans du service public. On rencontre sur les grandes lignes des contrôleurs parfaitement courtois et serviables, pourquoi pas sur les lignes de banlieue qui transportent quotidiennement bien plus du monde ?

Mme KERRABO.
L'Etang-la-Ville (Yvelines).

● Une piste cyclable entre la Bastille et Marne-la-Vallée ? — L'Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France, en collaboration avec l'Atelier parisien d'urbanisme et la Direction départementale d'équipement, vient d'achever une étude sur les itinéraires cyclables dans l'est parisien. Il est proposé de créer une liaison aménagée entre la place de la Bastille et le Bois de Vincennes en passant par la place Félix-Eboudé et la Porte de Reuilly. Au-delà du plateau de Gravelle, trois itinéraires conduiraient respectivement à la forêt de Stmandré, au Bois de Vincennes, et aux environs de Marne-la-Vallée et de la base de loisirs de Joinville. Longueur totale : 75 kilomètres.

DÉBAT

QUELLE ARCHITECTURE POUR LE PARIS ANCIEN ?

Quelle architecture pour le Paris ancien ? Doit-on figer le cœur de la capitale comme un musée de pierre ? Ou peut-on en réinventer les monuments pour de nouveaux usages, autoriser notre époque à parler son propre langage dans le discours de la ville ?

La polémique ouverte à propos du marché Saint-Germain, dans le sixième arrondissement, dépasse cet exemple — difficile — et pose des questions d'actualité sur l'évolution harmonieuse de la ville.

Les architectes chargés du projet d'aménagement de cet ancien marché pour de nouveaux équipements publics, MM. Renaud Bardon, Pierre Colloc, Philippe-Georges Lamy et Jean-Paul Philippot, exposent ci-dessous leur point de vue.

L'art d'accommoder les restes

C'EST la variété même des bâtiments dans une ville et le charme de leurs relations souvent conflictuelles qui font la saveur de la « symphonie » urbaine. La face-à-face de l'église Saint-Germain-des-Prés et des bâtiments de la fin du dix-neuvième siècle, ou l'ensemble constitué par le palais Mazarin, la passerelle des Arts, le Louvre et le Pont Neuf ; le dialogue Grand Palais-Invalides ou même

la trilogie Ecole militaire-tour Eiffel-Trocadéro. Le temps a sédimenté ces « gages » d'époques différentes. Cependant, tel n'est pas le cas de la plupart des adjonctions des dernières décennies qui, parce qu'elles ont manifestement ignoré la composition urbaine, ont répandu dans la population la peur de toute nouvelle tentative architecturale. Parce que nous sommes architectes et jeunes, nous avons déploré dans ces con-

structions ce mépris de la ville et de l'environnement. Mais, est-ce là une raison suffisante pour qu'aujourd'hui on bloque toute tentative nouvelle au cœur de Paris ? Pourquoi, faudrait-il que les esprits de 1978 soient les seuls, depuis Lutèce, qui s'autorisent à dire : « Arrêtons la ville, car dorénavant, toute adjonction sera néfaste... » ?

N'est-ce pas présomption d'affirmer que le centre de Paris doit devenir un musée ? Notre projet essayait de poser le problème d'un monument ancien très détérioré en milieu urbain. Certes, nous n'avons jamais caché que cet édifice, d'inspiration néo-classique, ne manquait pas de charme dans son aspect original.

Cependant, il ne subsistait, aujourd'hui, du marché Saint-Germain de J.-B. Blondel (pas le grand, l'inconnu) que les arcades (dont une grande partie noyée dans la maison des examens), et le cinquième des toitures. Devant une telle dégradation de l'édifice original, que faire ?

Certes, on peut classer des ruines. On peut aussi reconstruire le marché Saint-Germain de 1820, à partir des morceaux subsistant aujourd'hui pour y loger les équipements de la ville. Mais il y a contradiction au sein de cette démarche.

Nous sommes favorables à la réutilisation d'un bâtiment lorsqu'il existe. Mais, nous estimons incohérent, avant de réutiliser un bâtiment, de le reconstruire tel qu'il était à l'origine (d'ailleurs, si l'on devait reconstruire les centres-villes dans leur « aspect d'origine », à quelle époque devrait-on se référer ?). Ceux qui prônent la reconstruction doivent avouer qu'ils souhaitent le respect du bâtiment reconstruit. Mais alors, une ville, avec les derniers de ses

habitants, peut-elle se permettre d'ériger un aussi vaste monument, presque vide au cœur d'un quartier qui attend depuis dix ans des équipements ?

La reconstruction d'un marché-musée, bien loin de répondre à la vie matérielle et spirituelle des habitants du quartier Saint-Germain, n'apporte qu'une assez mince satisfaction personnelle à quelques esthètes érudits par une gravure ancienne.

Reste la solution que nous avons proposée : recomposer avec les éléments subsistant dans l'esprit du parti architectural d'origine. Peut-être ce choix se heurte-t-il à ceux qui décourrent, alors qu'il n'est plus temps, les deux vieilles lunes indissociables de l'urbanisme moderne : faire de la ville ancienne un musée et construire à la périphérie, sans âme, sans forme urbaine, en ordre dispersé, grands ensembles et vastes zones de toutes sortes.

Notre démarche professionnelle s'oppose à celle-là : reconversion des bâtiments, recyclage des centres anciens, continuité urbaine, recherche d'une nouvelle identité de la ville, tels sont les principaux concepts qui la guident.

Nous regrettons les ruptures d'échelle et de formes souvent trop fortes et injustifiées que les constructions des dernières décennies ont pratiquées dans le tissu urbain. Assurément, l'urbanisme n'admet pas les perturbations choquantes, mais la production de différences dans la continuité est nécessaire. Elle doit être liée à l'intérêt public d'un programme.

L'art en urbanisme ne peut être gratuit et n'a de signification que dans la mesure où il est à la dimension des hommes et de leurs besoins constamment renouvelés.

NOTRE
Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
sur vos téléphones vos messages. Nous les transmettons. Vous correspondez nous répondons par télex : deux voies télégraphiques.

TELEX
SERVICES
(52) 127-348 01/23
18, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

vient de paraître

LE QUÉBEC VERS L'INDEPENDANCE ?
UNE EVOLUTION POLITIQUE PRUDENTE
18 p., 1978 5 F
revue Problèmes Politiques et Sociaux n° 329

L'ENJEU ECONOMIQUE
2 p., 1978 5 F
revue Problèmes Politiques et Sociaux n° 330

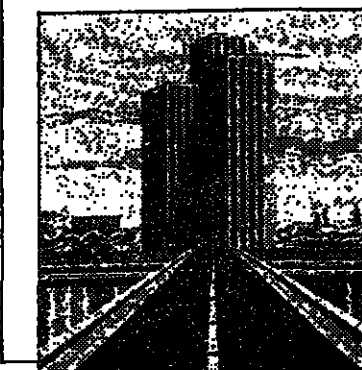
maisons de presses littéraires et LA

DOCUMENTATION FRANÇAISE
quai Voltaire 75340 Paris Cédex 07
tél. Garibaldi 69401 Lyon Cédex 03

REPARER LE DIPLOME D'ETAT L'EXPERT COMPTABLE
nouveau diplôme exigé. Aucune limite d'âge. Début des cours à titre continué. Demandez le nouveau guide étudiant numéro 604.

ECOLE PRÉPARATOIRE D'ADMINISTRATION
école privée fondée en 1873 soumise à contrôle pédagogique de l'Etat. 4, rue des Petits-Champs 75002 PARIS. CÉDEX 02. Cours gratuits pour les bacheliers de la formation continue (01 24-7-71).

VOUS DEVEZ VISITER LES BUREAUX DU PONT DE SÈVRES
36.000 m² de bureaux sur métro pour petites et grandes entreprises à partir de 150 m²



- Métro ligne n° 9
 - 90% des bureaux en jour naturel
 - charges réduites
 - Tour Vendôme : les premiers locataires se sont installés en octobre 1977
 - Tour Amboise : livraison 1^{er} trim. 1978
- Renseignements pour la location (Tour Vendôme)
SAGGEL-VENDOME 266.61.05
Renseignements pour la vente (Tour Amboise)
S.E.C.I. 766.51.76
Location (Tour Vendôme). Vente (Tour Amboise)
G.I.M. 260.31.03

SOCIAL

LES « PRIORITAIRES » DU LOGEMENT

SIX ENFANTS, 25 m²

Cet ancien relais de poste, près du métro Stalingrad, a un aspect propre, avec ses murs blancs et, dans le passage, les pots de fleurs de la concierge, qui attendent frileusement le printemps. Sur le pailleur, la porte ouverte des toilettes à la turque. A angle droit, c'est la porte d'un logement qui s'ouvre sur la « cuisine », qui occupe, à main droite, moins de 1 mètre carré. L'humidité s'élève sur le mur, boursouflant une épaisse couche de peinture impuissante à maîtriser le salpêtre. Deux portes, séparées par un mètre, mènent à la porte d'entrée, sur une des deux minuscules pièces qui composent le logement : en tout, moins de 25 m². La première, où couchent, en lits superposés, Colette, douze ans, et Yvon, dix ans ; Francine, sept ans, dans un lit-cage qu'on ouvre le soir, et Nadia, quatre ans, dans un petit lit d'enfant en bois, sert de salle à manger. Une porte la sépare de la seconde pièce, celle qui donne sur la rue. Adossé à la fenêtre, un canapé-lit, dont la mécanique s'orne de crochets de plastique adhésif pour en contenir le rembourrage fatigué, s'ouvre le soir pour accueillir les parents, tandis qu'on traîne contre le mur le petit lit où dorment tête-bêche les deux derniers-nés, Frank et Stéphanie, trois mois et demi. Quelques meubles et un poêle à charbon complètent l'ensemble.

Pour Robert et Jacqueline Corouge, les parents, ce n'est plus un canotier qui dure depuis dix ans et dont on espère se réveiller, s'enfermer quotidiennement. Impossible d'installer un chauffe-eau à gaz : les conditions de sécurité ne sont pas réunies. Et Robert Corouge ajoute : « On ne peut pas se réveiller, s'enfermer, mais on n'a pas pu le garder, il faisait sauter les plombs. » Alors les parents et les plus grands vont aux bains-douches, à côté, et on fait chauffer l'eau sur la cuisinière pour laver les petits et faire la lessive, qu'on met à égoutter dehors, au-dessus de la

courrette. Robert Corouge était couvreur-plombier, mais il y a quelques années, il est tombé et il a préféré abandonner. Depuis, il est emballeur et gagne 2 500 F par mois. Jusqu'ici, il fallait y ajouter 1 160 F d'allocations familiales : avec les jumeaux, cette somme va atteindre 1 700 F environ. C'est loin d'être le Pérou, et les maigres économies ont fondu avec l'arrivée des petits derniers, mais pour être logé décemment, on accepterait de payer beaucoup plus que les 500 F trimestriels de l'actuel taudis.

Parlons tous les deux, les Corouge, qui ont, dès 1969, demandé un logement H.L.M., sont, depuis la naissance de Nadia, en 1974, considérés comme « prioritaires ». Des lettres ont été adressées à M. Chirac et à M. Giscard d'Estaing, député R.P. et conseiller de Paris, sans résultat jusqu'ici.

Pourtant, il y a deux ans, et c'est un autre cas réel, tel fonctionnaire parisien, gagnant plus de 4 000 F par mois, a trouvé pour lui et son fils, en deux mois, dans une H.L.M. locative, un quatre pièces, à Paris même. Rien que de normal en cela. Ce qui est anormal, c'est le cas des Corouge et celui des vingt mille familles, environ, « prioritaires » à Paris. A quoi sert le comité départemental des H.L.M., à quoi servent les deux grands offices publics, sans parler des sociétés anonymes d'H.L.M. ?

Les familles en détresse comme les Corouge ont un besoin urgent que des services sociaux efficaces leur trouvent un logement.

Comment les mal-logés ne ressentiraient-ils pas comme une dérisoire les discours assurant que « le problème du logement n'est pas quantitatif », ou l'édifiant par la mairie de Paris, de la somptueuse brochure où « le logement social, la priorité des priorités », s'étale en attrayantes photographies ?

JOSÉE DOYÈRE.

« UNE PIERRE, DEUX COUPS »

Joailliers, fourreurs, commissaires-priseurs, marchands de tableaux, de bibelots, de livres anciens sont unanimes : « Toutes les pièces de très belle qualité se vendent très bien et, très cher. » Sur tout celles qui se mettent dans une poche, trompe une antiquaire.

Fluctuations monétaires, crise inflationniste, chute des valeurs mobilières et incertitudes politiques, tout se mêle pour créer un climat d'incertitude et pousser les possédants à placer solidement leur pécule. L'argent liquide brûle les doigts, dès que les gens en ont, ils viennent, dit un joaillier. Seuls bénéficient de cet engouement les objets rares, les « très belles pièces », dont la valeur et la cote sont suffisamment reconnues pour ne souffrir aucun mécompte. En matière d'art, par exemple, les tableaux modernes, dont la cote reste encore incertaine, sont peu demandés. En revanche, les rares œuvres de maîtres reconnus qui sont mises sur le marché atteignent des prix fabuleux.

A tout seigneur tout honneur. Les pierres précieuses, et parmi elles le brillant, vibrant des jours historiques. Les joailliers respectueux des traditions de discrétion qui régissent la profession, sont avares de chiffres concernant leur vente. Tous reconnaissent pourtant que depuis six mois « le marché est très actif », en particulier sur les pièces de plus d'un carat. Ils bénéficient de circonstances particulières et avantageuses. Une demande internationale forte, face à une offre limitée, a provoqué un envol des prix des diamants. Les dernières ventes de la compagnie De Beers ont vu des hausses de prix des diamants bruts allant de 15 à 20 %, sur des pièces « moyennes ». Les plus grosses étant quasiment introuvables.

En un an, les prix de ventes des pierres taillées ont grimpé de 40 à 60 % selon les cas. Par ailleurs de nombreux organismes financiers ou para-financiers (banques, sociétés d'assurances, etc.), ont découvert depuis quatre ans que les brillants de beau calibre et de belle eau pouvaient intéresser une épaisse clientèle. En orientant leurs clients vers ce marché, ou en vendant eux-mêmes des pierres, ils ont gonflé la demande. D'autres petites sociétés, « importateurs directs » ou autres, s'engouffrant dans la brèche, ont également tenté de tirer parti de ce « filon » en offrant leurs services, le plus souvent par petites annonces, à une clientèle spéculative. Enfin, les acheteurs « traditionnels » des grands joailliers ne sont pas en reste et anticipent lar-

gement la hausse des prix. Le cadeau d'anniversaire ou la bague de fiançailles est de préférence acheté quelques mois à l'avance. « Autrefois, la valeur artistique ou sentimentale du bijou primait sur l'achat, aujourd'hui, si l'acheteur peut en même temps capitaliser, il préfère faire d'une pierre deux coups », explique — sans rire — un joaillier. La plupart des grandes maisons « assurent cependant qu'il ne faut pas exagérer le phénomène ». La hausse des ventes atteint 20 à 30 % de volume depuis six mois. « C'est tout », assure l'un. « Notre métier a toujours été en dents de scie, il y a un gonflement certain, mais nous ne vendons pas plus que nos parents n'ont vendu en 1928-1929. Nous avons connu des périodes somptueuses », rappelle un second, en évoquant les « grandes années », 1913, « deux rangs de perles à 1 million de francs or (1) chacun », 1928-1929 (la grande crise), 1968 (les soudeurs de maîtres), 1974 (les présidentielles), 1977 ? « Nous avons en un mois réalisé le chiffre d'affaires d'un trimestre normal », confie un troisième.

« Accélération »

Les joailliers ne sont pas seuls à bénéficier de craintes de « l'argent ». Un grand fourreur assure que les ventes de « très belle pelletterie » (sibeline, lynx, certains visons femelles, etc.) sont depuis quelques mois supérieures de 15 % environ à la normale. Enfin, commissaires-priseurs, antiquaires, orfèvres, soulignent la « très bonne tenue » ou l'accélération des ventes de livres, de monnaies, de bijoux, de tableaux et de dessins anciens, de timbres rares, de bibelots, d'autographes (un autographe « musical » a été récemment vendu quelque 580 000 F.), etc. Les valeurs refuges sous faible volume ont fait un véritable bond depuis six mois. Bares sont les très belles marchandises mises sur le marché. Dès qu'il y a un objet, il fait des prix très importants, explique un commissaire-priseur, citant le cas d'une comode Louis XV qui, estimée de 20 à 30 000 F., a été vendue 57 000 F. Cas d'exception, dans l'ensemble les marchands de meubles anciens ronchonnent : « Les gens sont inquiets, ils n'ont pas goût à décorer leur intérieur. Au Portugal, il n'y a plus un antiquaire. J'ai des commandes qui dépendent du résultat des élections », Jean qui pleure...

VERONIQUE MAURUS.

(1) 5,5 millions de francs actuels environ.

SIEMENS

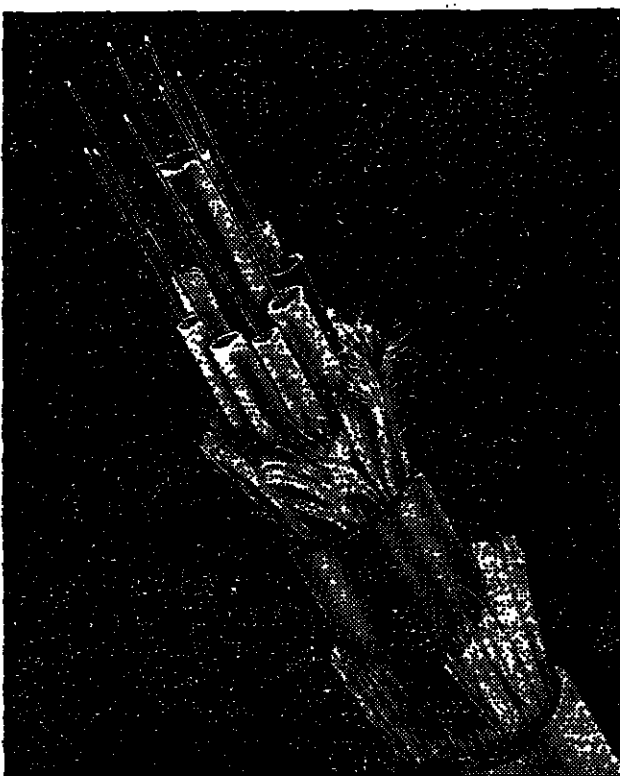
Information destinée aux actionnaires de Siemens

Niveau des commandes maintenu

Au cours du premier trimestre de l'exercice 1977/78, les commandes nouvelles ont tout juste atteint le montant enregistré durant la même période, l'exercice précédent. Exprimé en termes comparables et sans la société Kraftwerk Union AG, le chiffre d'affaires relatif à la période du 1er octobre au 31 décembre 1977 est en hausse de 5 % seulement ; il accuse même un net recul si l'on inclut KWU dans la comparaison.

En milliards de francs	du 1.10.76 au 31.12.76	du 1.10.77 au 31.12.77	Variation comparable* sans KWU	avec KWU
Marché allemand	6,5	7,1	+5%	-1%
Marché étranger	8,2	8,7	-6%	-2%
Total	14,7	15,8	-1%	-3%
Marché allemand	6,3	6,7	+4%	-35%
Marché étranger	5,8	7,2	+5%	-29%
Total	12,1	13,9	+15%	+15%
En milliards de francs	30,9.77	31.12.77	Variation comparable* sans KWU	avec KWU
Total	30,9.77	31.12.77	+1%	+1%

L'incorporation de KWU et de TU depuis le 1er janvier 1977 rend impossible une comparaison directe des chiffres trimestriels de cet exercice avec ceux de l'an dernier. Seuls les taux de variation excluant KWU donnent une idée significative de l'évolution des affaires.



Une nouveauté : les câbles en fibres de verre

Les câbles en fibres de verre présentent de nombreux avantages pour les télécommunications et la transmission de données : à l'abri de l'écoute, insensibles aux champs magnétiques perturbateurs, ils offrent une capacité de transmission élevée pour un diamètre infiniment petit, un dixième de millimètre par fibre de verre. Notre photo montre l'agrandissement d'un câble inscrit à notre catalogue. En association avec la firme américaine Corning Glass Works, un des leaders dans la production de fibres de verre, nous avons créé en novembre 1977 une société destinée à fabriquer et commercialiser des câbles en fibres de verre aux Etats-Unis.

Siemens AG En France: Siemens Société Anonyme

Les commandes nouvelles, qui s'établissent à 15,8 milliards de francs contre 14,7 l'an dernier, enregistrent en valeur comparable une baisse de 1 % par rapport à la même période de l'exercice précédent. Les ordres reçus de l'étranger s'élevaient à 8,7 milliards de francs contre 8,2 l'an dernier et les commandes prises en R.F.A. sont passées de 6,5 à 7,1 milliards de francs, ce qui traduit en termes comparables, KWU exclue, une augmentation de 5 % des commandes intérieures, face à un recul de 6 % des ordres enregistrés à l'étranger.

Le chiffre d'affaires mondial s'est établi au cours du premier trimestre à 13,9 milliards de francs contre 12,1 milliards l'an dernier. Il a augmenté de 4 % en termes comparables, KWU exclue, pour les facturations en R.F.A. qui passent de 6,3 milliards à 6,7 milliards de francs, et de 5 % en ce qui concerne les ventes à l'étranger qui totalisent 7,2 milliards de francs contre 5,8 milliards de francs l'exercice précédent. La société KWU n'ayant pu facturer de grands ensembles industriels lors du premier trimestre de cet exercice, comme elle l'avait fait l'an dernier durant la même période, le C.A. global réalisé en incluant KWU accuse, mathématiquement parlant, une forte baisse, de 32 %.

Le carnet de commandes a enregistré une hausse de 5 % sans KWU et de 1 % si l'on inclut cette société, qui totalise à elle seule plus de la moitié des ordres en portefeuille.

En milliers	30.9.77	31.12.77	Variation
Allemagne	221	218	-1%
Etranger	98	98	0%

L'effectif au nombre de 316 000 personnes a baissé de 1 % par rapport au début du trimestre. La diminution de 1 % enregistrée en R.F.A. est en partie due aux fluctuations saisonnières.

En milliards de francs	du 1.10.76 au 31.12.76	du 1.10.77 au 31.12.77	Variation comparable*
Total	14,7	15,8	-1%

Les frais de personnel s'élevaient à 6,3 milliards de francs, en hausse de 3 % (chiffres comparables) sur le montant de l'exercice précédent.

En millions de francs	du 1.10.76 au 31.12.76	du 1.10.77 au 31.12.77	Variation comparable*
Total	2,5	2,5	0%
en % du C.A.	2,5%	2,5%	

Les investissements au cours des trois premiers mois de l'exercice ont atteint 501 millions de francs, ce qui représente un recul de 5 % en termes comparables, sur la somme de 434 millions de francs investie l'an dernier. Le volume des investissements sur l'ensemble de l'exercice devrait, selon les prévisions, être légèrement supérieur à celui de l'année précédente.

Si le bénéfice net marque une croissance en valeur absolue, le rapport bénéfice net/C.A. est tombé de 2,5 % à 2,3 %.

*Taux de variation exprimés en termes comparables par suite de l'intégration de Kraftwerk Union et de Transformator Union depuis le 1er janvier 1977. Les valeurs sont converties en fonction du cours moyen coté à la Bourse de Francfort le 30 décembre 1977 : 100 F = 44,90 DM.

Un exemplaire de notre Rapport Annuel '77 est automatiquement remis aux actionnaires Siemens à leur banque de dépôt. Nous sommes prêts à faire parvenir à toute autre personne intéressée ces informations détaillées sur notre exercice 1976/77. La version française sera disponible dès la fin du mois de mars. Adressez vos demandes à Siemens AG, Z/W 104, Postfach 103, D-8000 Munich 1.

(PUBLICITE)

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

MINISTÈRE DE L'HYDRAULIQUE, DE LA MISE EN VALEUR DES TERRES ET DE L'ENVIRONNEMENT

AVIS D'APPEL D'OFFRES OUVERT INTERNATIONAL

Travaux de drainage et d'assainissement du périmètre irrigué de l'Habra (20.000 hectares) WILAYA DE MASCARA

Un avis d'appel d'offres international est lancé pour l'exécution des travaux d'assainissement et de drainage à la parcelle du périmètre irrigué de l'HABRA (Wilaya de MASCARA).

Les travaux sont subdivisés en 3 lots :
LE PREMIER LOT concerne les travaux de terrassement dans les Oueds et « Chabets » de la plaine formant exutoire naturel pour les eaux de pluie et les retours d'irrigations. Les volumes totaux des terrassements sont évalués à 540.000 m³.

LE DEUXIÈME LOT concerne tous les ouvrages prévus sur le réseau d'assainissement et de drainage : dolots - passage sur buses - pont - dolot avec cassis - clapet de drainage - passage aérien.

LE TROISIÈME LOT concerne les terrassements, la pose de tuyaux aspirateurs et les collecteurs :

- Volumes de terrassement : 1.580.000 m³ ;
- Longueur tuyaux aspirateurs : 1.550 km ;
- Longueur collecteurs : 36 km.

Un programme annuel de travaux est défini pour chacun des lots.

Les entreprises peuvent soumissionner pour l'ensemble des lots ou pour l'un d'entre eux.

Les dossiers d'appel d'offres sont à retirer au Ministère de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement, Direction Générale de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement, de la Wilaya de MASCARA.

La date limite de remise des offres est fixée au mercredi 26 avril 1978, délai de rigueur.

Les soumissions, accompagnées des pièces réglementaires, doivent parvenir sous double pli cacheté portant la mention « Drainage et Assainissement du Périmètre irrigué de l'HABRA. Ne pas ouvrir » à l'adresse du Ministère de l'Hydraulique, de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement, Direction Générale de la Mise en Valeur des Terres et de l'Environnement, de la Wilaya de MASCARA.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une durée de 90 jours.

ENVIRONNEMENT

LE PARC DU MERCANTOUR NE DOIT PAS ÊTRE « DIVISÉ »

estime une candidate du P.S. dans les Alpes-Maritimes

(De notre correspondant.)

Nice. — A l'occasion de la présentation des propositions du parti socialiste sur le tourisme et les loisirs, samedi 18 février, à Nice, M. Georges-Bernard Renouard, président de la commission nationale Tourisme et Loisirs du P.S., a critiqué la politique touristique sur la Côte d'Azur : « Il faut casser cette mécanique qui fabrique du béton, toujours plus de béton, en même temps qu'elle privilégie une clientèle de luxe ».

Pour sa part, Mme Michèle Mathieu, candidate du P.S. dans les Alpes-Maritimes, a sévèrement critiqué le projet de parc national de Mercantour : « On veut nous imposer un parc étalé en quatre royaumes, avec des espaces laissés libres à la construction de stations de ski de grand luxe, du type Isola 2000, qui n'apportent rien à l'économie locale ».

Mme Mathieu a indiqué que le P.S. propose pour le Mercantour une solution de « continuité écologique » destinée à protéger la nature tout en permettant aux communes de vivre.

« Une usine récompensée. — L'industrie Potasse et Produits Chimiques qui fabrique du chlorure dans le Haut-Rhin, a reçu le prix du conseil supérieur des établissements classés pour leurs réalisations antipollution. Grâce à un procédé relativement économique et adaptable à d'autres usines du même type, l'entreprise a réussi à réduire ses rejets quotidiens de mercurure de 30 kilos à 100 grammes ».

COMMENT SE DÉBARRASSER DES DÉCHETS ?

Soixante communes du Loiret déposeront leurs ordures à Saint-Aignan

De notre correspondant

Orléans. — Au cours des Journées nationales de l'environnement organisées à Orléans par le bureau de recherches géologiques et minières (B.R.G.M.), les 14 et 15 février, les débats ont été particulièrement portés sur la récupération et le recyclage des déchets. Le B.R.G.M. est en effet à la pointe des recherches effectuées dans ce domaine. Mais apparemment, il est difficile de faire passer les bonnes intentions dans la pratique. Le conflit qui oppose actuellement, à quelques kilomètres de là seulement, l'administration à une commune du Loiret, Saint-Aignan-des-Gués, où doit être aménagée une vaste décharge d'ordures et qui refuse de devenir « la poubelle du département », le montre une fois de plus.

Les deux cent onze habitants de Saint-Aignan (marais, retraits et résidents secondaires) ont toutes les raisons d'être mécontents : ils vont « hériter » des ordures d'une soixantaine de communes du département, soit 50 000 habitants environ. Superficie de la future décharge : 26 hectares « confisqués » pour quarante ans au moins. « Il est inadmissible, explique l'association de défense, que notre commune, l'une des plus petites du Loiret en superficie (200 hectares) comme en nombre d'habitants, soit amputée de 13 % de son territoire. On n'a pas le droit d'imposer à une si petite collectivité les charges d'une collectivité aussi importante ».

La malchance de Saint-Aignan est de pouvoir offrir un terrain à l'écart du bourg, parsemé de carrières de sable rouge, qui, leur exploitation terminée, se-

ront rebouchées par les ordures. M. Desprez, géologue au B.R.G.M., chargé de la prospection, affirme : « C'est un des meilleurs sites géologiques possibles du département ; avec 25 mètres de couche imperméable, il n'y a pas de danger de pollution des eaux souterraines ».

Les gens du village font remarquer que le B.R.G.M. ne leur a pas répondu nettement sur le risque de pollution des eaux superficielles. Il se contente d'affirmer que Saint-Aignan se trouve au centre géographique des communes qui se sont regroupées pour régler leurs problèmes d'ordures ménagères.

Après un vote défavorable du conseil municipal, le 14 novembre dernier, le sous-préfet de l'arrondissement d'Orléans, M. Achard, s'est déplacé deux fois : « Les habitants auront toutes les garanties qu'ils souhaitent, les ordures seront compostées et la décharge sera contrôlée, précise-t-il. L'association de défense se demande néanmoins, si le procédé de la décharge contrôlée et compactée est le plus judicieux alors que officiellement on prime la récupération et le recyclage des déchets. Un conseiller municipal de Saint-Aignan fait remarquer que, à une vingtaine de kilomètres de là, l'usine d'incinération de Glen ne fonctionne qu'aux deux tiers de ses possibilités ».

M. Antoine Raffinacht, secrétaire d'Etat à l'Industrie, était venu, le 30 septembre dernier, à Orléans, au B.R.G.M. où il avait visité une nouvelle installation expérimentale de tri automatique des ordures ménagères. Une installation non polluante, mais peut-être trop coûteuse pour les communes.

« Le B.R.G.M. ne voudrait-il pas son installation de tri à Saint-Aignan, comme le suggèrent certains ? »

RÉGIS GUYOTAT.

LE CONSEIL D'INFORMATION SUR L'ÉNERGIE ÉLECTRO-NUCLÉAIRE COMPRENDRA DIX-HUIT MEMBRES

Les noms des dix-huit membres du conseil d'information sur l'énergie électro-nucléaire ont été publiés par le Journal officiel du dimanche 19 février. Sont nommés : MM. Albert Denvers, maire de Gravelines (Nord) ; Marcel Gony, maire de Saint-Paul-Trois-Châteaux (Drôme) ; Gérard Perceval, maire de Chignon (Indre-et-Loire) ; et Henri Varin, maire de Flamanville (Manche), maires des quatre communes où a été décidée l'implantation d'une centrale nucléaire.

En qualité de représentants d'associations sont désignés : MM. Roland Cherviot (Nature et Progrès) ; François Lapoir (Jeunes et Nature) ; docteur Jean-Claude Laredo (J.E.V.N.) ; François Ramade (Fédération des sociétés de protection de la nature) ; Philippe Saint-Marc (Charte de la nature) ; Pierre Sammel (Les Amis de la terre).

Au titre de l'Académie des sciences, sont désignés : MM. Pierre Jacquinet et Raymond Lataste. Au titre de l'Académie des sciences morales et politiques : MM. Edouard Bonnefons (sénateur des Yvelines). Enfin, sont nommés comme personnalités qualifiées dans le domaine de l'énergie, de l'économie et des techniques de communication : MM. Louis Bériot (Antenne 2) ; François de Closets (TF 1) ; Jean Couture, ancien président de la commission pour la production d'énergie nucléaire (commission FEON), et Robert Lattes (économiste).

Le conseil est présidé par Mme Simone Veil, ministre de la santé et de la Sécurité sociale. Son secrétaire général est M. Michel de Guillemin, maître des requêtes au Conseil d'Etat. Le conseil, placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Le conseil est placé auprès du premier ministre, a pour mission de « veiller à ce que le public ait accès à l'information sur les questions relatives à l'énergie électro-nucléaire, dans les domaines technique, sanitaire, écologique, économique et financier ».

Banque Nationale d'Algérie

Alger, Algérie

DM 100 000 000

7% Obligations au porteur 1978/1983

— Numéro de Code 46209 —

Prix d'émission: 100%

DRESNER BANK	BANQUE NATIONALE DE PARIS	KUWAIT INVESTMENT COMPANY (S.A.K.)
ABU DHABI INVESTMENT COMPANY	BERLINER HANDELS- UND FRANKFURTER BANK	
WOOD GUNDY	YAMAICHI INTERNATIONAL (EUROPE)	
ABO SECURITIES CORPORATION A. E. ABIS & CO.	ALAHJI BANK OF KUWAIT (S.A.K.) AMSTERDAM-BOTTERMAN BANK N.V. THE ABU DHABI INVESTMENT CO. S.A.L. BANCA DEL GOTTARDO BANK OF CREDIT AND COMMERCIAL INTERNATIONAL (OVERSEAS) LIMITED BANKERS TRUST INTERNATIONAL BANQUE FRANÇAISE DU COMMERCE EXTERIEUR BANQUE INTERNATIONALE A LIEBENBROUN S.A. BANQUE DE LA SOCIÉTÉ FINANCIÈRE EUROPEENNE BANKING BROTHERS & CO. JOH. BREUNING, GOSLER & CO. CASSA CENTRALE DES BANCHE POPOLARI	ALBEMER BANK NEDERLAND N.V. ARAB FINANCIAL CORPORATION S.A.L. BADEN-WÜRTTEMBERGISCHE BANK BANCO DI ROMA BANK OF HELLAS LIMITED BANQUE BRUXELLES LAURENT S.A. BANQUE INTERNATIONALE POUR L'AFRIQUE ORIENTALE (S.A.G.) BANQUE DE PARIS ET DES PAYS-BAS BANQUE WORPS BAYERISCHE HYPOTHEKEN- UND WECHSEL-BANK BANKHAUS SCHWABENHUTTEN CASSA NATIONALE DI CREDITO ASSICOLATO COMPAGNIE LIÉGEOISE D'EXPORTATION DE LA DRESNER BANK AG — DRESNER BANK INTERNATIONAL — CREDIT INDUSTRIEL, PALANCE ET DE LORRAINE CREDITO ITALIANO DG BANK DEUTSCHE GENOSSENSCHAFTSBANK DOMINION SECURITIES LIMITED FIRST BOUTICE (EUROPE) GROUPEMENT DES BANCQUES PRIVÉES SUISSES INDUSTRIEBANK VON JAPAN (DEUTSCHLAND) INSTITUTO BANCARIO SAN PAOLO DI TORINO KREDBANK N.V. KUWAIT FOREIGN TRADING CONTRACTING A INVESTMENT CO. (S.A.K.) LAZARD BROTHERS & CO. MERRILL LYNCH INTERNATIONAL & CO. MORGAN STANLEY INTERNATIONAL NIPPON EUROPEAN BANK S.A. OESTERREICHISCHE LANDESBANK PREBANQUE AL SAUDI BANK SMITH BARNEY HARRIS UPHAM & CO. SOCIÉTÉ GÉNÉRALE DE BANQUE S.A. SWISS BANK CORPORATION (OVERSEAS) UNION DE BANQUES ARABES ET FRANÇAISES — U.B.A.F. — J. VON MEYER & CO.

PARIS HELSINKI

en DC-9-51.

VOL QUOTIDIEN

depart Orly-ouest 12 h 50

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

de HELSINKI : LENINGRAD et MOSCOU

toute agence de voyages et

FINNAIR

11, rue Auber 75009 Paris

réservations 742.33.33

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

la ligne de l'hospitalité finlandaise

AFFAIRES TRANSPORTS

23 820 MILLIONS DE FRANCS DE COMMANDES ÉTRANGÈRES POUR L'INDUSTRIE AÉRONAUTIQUE FRANÇAISE EN 1977

Les commandes à l'exportation enregistrées en 1977 par l'industrie aéronautique française ont atteint 23 820 millions de francs, contre 9 710 millions en 1976 et 9 210 millions en 1975, indiquent les statistiques définitives, diffusées vendredi 17 février par le Groupement des industries françaises aéronautiques et spatiales (GIFAS) (Le Monde du 21 janvier). Le GIFAS précise la répartition des commandes par groupe d'activités :

- 11 390 millions de francs pour les cellules et avions complets ;
- 8 090 millions pour les engins et matériels spatiaux ;
- 2 380 millions pour les moteurs ;
- 2 170 millions pour les équipements et l'électronique ;
- 1 450 millions pour les hélicoptères.

● Un nouvel administrateur à Manufacture. — M. Pierre Juvénat (P.C.), adjoint au maire de Romans (Drôme), vient d'être nommé à titre individuel par le nouveau P.-D. G. de la société, M. Jean Bazan, comme administrateur de Manufacture.

● L'entreprise textile Villard-Dorion, à Sorbiers (Loire) vient de déposer son bilan. Fabriquant du tissu plastique, l'usine employait cent trois personnes.

● Volkswagen et MAN, sociétés de constructions mécaniques, ont été autorisées par l'Office des cartes d'Allemagne fédérale, à mettre en œuvre un accord de coopération portant, jusqu'en 1984, sur la fabrication en commun de camions de moyen tonnage (6 à 9 tonnes). — (A.F.P.)

● Le bureau de l'Association nationale des conseils juridiques est composé, pour l'année 1978, de : MM. Pierre Chiffaut-Mollard, président ; Robert Brédel, Jacques Brel, Jean-Paul Despine, Jacques Mouderet, Paul Puyrasseu, Georges Reynaud, vice-présidents ; Jean-Claude Coulon, secrétaire général, et Jean-Yves Carré, trésorier.

APRÈS TROIS ANS D'INTERRUPTION

Le couloir aérien Bangkok-Hongkong est rouvert

De notre correspondant

Bangkok. — Le couloir aérien Bangkok-Hongkong, qui permit la liaison la plus directe entre Bangkok et Hongkong, en survolant le Laos et le Vietnam, sera rouvert au trafic international le 23 mars, après une interruption de près de trois ans. Il avait été fermé après la chute de Saigon, en avril 1975.

Cet accord illustre d'abord l'atmosphère de détente rétablie entre Bangkok et ses voisins, sans laquelle la négociation serait restée impossible. En novembre, une tentative avait échoué du fait des autorités laotiennes, qui entendaient protester contre le blocus économique imposé à leur pays par l'ancien gouvernement de Bangkok renversé en octobre 1977.

Un autre obstacle était le montant élevé des droits de survol réclamés initialement par Bangkok : 500 dollars pour un Boeing-707, le double pour un Jumbo-Jet. L'accord prévoit que le Vietnam et le Laos recevront chacun 250 dollars par passage d'avion gros porteur et sensiblement moins pour les autres appareils.

La nouvelle réglementation va permettre à une quinzaine de compagnies aériennes opérant sur l'un des trajets les plus fréquentés du monde une économie de vol d'une heure et demie entre Bangkok et Hongkong, et celle aussi, de quelques milliers de dollars de kérosène. On a calculé que, depuis trois ans, le détour imposé aux avions avait augmenté les frais de l'ensemble des transporteurs de quelque 20 millions de dollars par an.

Pour des raisons politiques, les compagnies des États-Unis, de la Corée du Sud et de Formose sont exclues de l'accord, au moins dans un premier temps. Le Vietnam n'a pas de relations diplomatiques avec ces pays, et le Laos en a seulement avec les États-Unis. Bangkok, Hanoi et Vientiane sont néanmoins disposés à négocier des accords séparés avec les compagnies de ces États si ces derniers en font la demande par l'entremise des autorités thaïlandaises.

R.-P. PARINGAUX.

● Spécimen : 6 600 000 passagers en 1977. — La compagnie suisse de transport, l'an dernier, 6 600 558 passagers — soit 200 000 de plus que la population de la Suisse — dont près de 700 000 entre la France et la Suisse. Le coefficient de remplissage des appareils a progressé, d'une année sur l'autre, de 59 % à 61 %.

Trains surchargés à Grenoble

LES VOYAGEURS MÉCONTENTS OCCUPENT LA VOIE

(De notre correspondant.)

Grenoble. — Samedi 18 février, le train 5716 (Grenoble-Lyon-Paris) était, à Grenoble, « submergé » de voyageurs, bien avant l'heure du départ, fixée à 14 h. 02. « C'était la catastrophe inévitable des jours de vacances », raconte l'un d'eux : on demandait au chef de gare d'accrocher un autre wagon, mais il n'y avait plus.

Les voyageurs contestataires déclarent alors d'occuper la voie, immobilisant le train pendant trente minutes. La police, appelée sur les lieux, ramena le calme, sans toutefois interrompre les négociations engagées entre les responsables de la S.N.C.F. et les voyageurs mécontents. On accrocherait un wagon supplémentaire à Lyon. Et tout le monde accepta de s'en aller à nouveau dans les couloirs.

Des trains bondés entre Lyon et Grenoble : le phénomène est courant sur cette ligne, surtout pendant les fins de semaine. « La S.N.C.F. n'a pas suivi le mouvement qui porte les foules vers la montagne », déclare le maire de Grenoble, M. Robert Dudaubert (P.S.), qui s'était d'autre part, indigné, il y a deux ans, lorsque le Catalan (Genève-Barcelone) fut « détourné » vers Lyon, délaissant définitivement la gare de Grenoble.

Malgré l'utilisation récente des turbotrains sur Grenoble-Lyon, cette ligne demeure surchargée et les 129 kilomètres qui séparent les deux villes sont parcourus plus souvent en cent minutes qu'en soixante-quinze minutes comme le prévoit l'horaire. — G. F.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

FACOM

Le conseil d'administration de la Société FACOM, 24 avenue de l'Industrie, 92100 Nanterre, a décidé, à l'unanimité, de proposer à l'Assemblée Générale des actionnaires du 21 janvier 1978, d'augmenter le capital social pour le porter à un montant maximum de 75 millions de francs par incorporation de réserves, à décider dans sa séance du même jour d'augmenter ce dernier

de 2 250 000 F le portant ainsi à 31 250 000 francs par création de 125 000 actions nouvelles de 50 F, à raison d'une action nouvelle pour quatre actions anciennes.

Le droit d'attribution se négociera à partir du 6 mars prochain à la Bourse de Paris, les actions anciennes seront jouissances du 1^{er} janvier 1977.

Par ailleurs, la société vient de présenter à ses actionnaires : distributeurs de produits industriels et automobiles la dernière édition de son catalogue général où il figurent à côté des produits traditionnels un grand nombre de produits nouveaux destinés à l'électronique, d'une part, et à la construction automobile d'autre part. Ce catalogue, diffusé mondialement, est tiré à six cent mille exemplaires et en huit langues différentes. Il devrait permettre à la société d'atteindre pour 1978 un chiffre d'affaires de l'ordre de 500 millions de francs contre 448 millions de francs au cours de l'exercice 1977.

SOCIÉTÉ DE FORAGES PÉTROLIERS LANGUEDOCIENNE FORENCO

Le conseil d'administration de la Languedocienne Forenco, 12 rue de la République, 34000 Montpellier, a arrêté les comptes de l'exercice clos le 30 septembre 1977, qui font ressortir un bénéfice net de 1 942 248,36 francs contre 1 617 988 francs pour l'exercice 1976.

Il sera proposé à l'Assemblée des actionnaires la distribution d'un dividende net de 5 francs par action (plus avoir fiscal de 2,50 francs) inchangé par rapport à l'exercice précédent.

France Garantie

Situation au 31 décembre 1977

Actif net : F. 1 225 305 486,72

Répartition de l'actif :

- obligations classiques : 89,25 %
- obligations indexées : 1,08 %
- liquidités et autres éléments de l'actif : 9,67 %

Nombre d'actions : 5 536 758

Valeur liquidative : F. 221,30

Dividende net + avoir F. 15,15 + 1,68 mis en paiement le 21 mars 1977

Prochaine Assemblée Générale : 7 mars 1978

Dividende 1977 proposé (global) : F. 17,07

SÉLECTION MONDIALE SICAV

Dans sa réunion du 15 février 1978, le conseil d'administration a décidé, après avoir arrêté les comptes du septième exercice, de proposer à l'Assemblée Générale du 5 avril 1978 la répartition d'un dividende net de 3,80 francs par action assorti d'un crédit d'imposition de 0,38 franc contre 3,50 francs assorti d'un crédit d'imposition de 0,35 franc pour l'exercice 1976.

Les actionnaires pourront, comme les années précédentes, réinvestir leurs dividendes en actions Sélection mondiale en franchise de la commission d'entrée.

VOIX ET EXPRESSION

partez avec aisance, se faire écouter, maîtriser l'expression convulsive, décider.

Tous renseignements : C.E.S.D.E.L. de 14 h. 30 à 19 h. 24, rue Henri-Barbousse - 75005 Téléphone : 325-12-10 - 325-15-42

EMPRUNT 1978 11,00%

TAUX DE RENDEMENT ACTUARIEL BRUT 11,27 %

GARANTI PAR L'ÉTAT CLOTURE SANS PRÉAVIS BALQ DU 20 FÉVRIER 1978

CREDIT HOTELIER COMMERCIAL ET INDUSTRIEL

78, RUE OLIVIER-DE-SERRES - PARIS 15^e

75739 PARIS - CEDEX 15

crédit coopératif

groupe d'épargne et de crédit de l'économie sociale.

Des services diversifiés.

La Caisse Centrale de Crédit Coopératif, établissement semi-public dont le bilan consolidé atteint 6 milliards de francs, est devenue l'outil financier de secteurs très variés, avec lesquels elle a des contacts quotidiens par ses agences régionales.

Ses clients sont en même temps ses sociétaires :

- Coopératives : de production, de consommateurs, de commerçants, d'artisans, de professions libérales, de transporteurs, de pêche, d'habitation.
- Secteur social : associations, fondations, sociétés mutualistes, comités d'entreprises et tous organismes à caractère social, sanitaire, de tourisme et de loisirs.
- Groupements professionnels : professions industrielles, commerciales, artisanales et libérales qui, par la coopération de crédit, renforcent l'action de leur groupement.

En outre, elle est l'établissement financier central du Crédit Maritime Mutuel qui, avec ses 13 caisses régionales et leurs 100 guichets, est devenu la banque de la pêche et du littoral.

Des ressources adaptées aux emplois.

Les emplois sont financés à hauteur de 21 % par ses adhérents et sociétaires, ensuite par des emprunts obligataires pour 60 % et par des fonds d'État pour 15 %. Un recours modéré au marché monétaire (4 %) suffit à régler l'équilibre.

Une expansion portée par les besoins de notre temps.

- Besoins économiques : logement, distribution, consommation, pêche, artisanat.
- Besoins sociaux et culturels : santé, loisirs et tourisme, éducation et formation permanente.

Répartition des crédits versés en 1977 : 1,12 milliard de francs.

Crédits d'équipement et crédit-bail : 18,8 %

Professions libérales : 12,7 %

Artisans : 1,2 %

Logement social : 21,3 %

Coopératives de consommateurs/ Coopératives de détaillants : 17,3 %

Coopératives de production : 2 %

Secteur maritime : 12,7 %

Santé, tourisme et formation : 14 %

Crédit Coopératif. 18 bis, avenue Hoche, 75008 Paris.

LES CONSEILLERS PAS LES PAYER...

SECTEUR	1976	1977
Industrie	10,8	10,8
Commerce	10,8	10,8
Services	10,8	10,8
Transport	10,8	10,8
Énergie	10,8	10,8
Immobilier	10,8	10,8
Autres	10,8	10,8

BOURSE DE PARIS

SECTEUR	1976	1977
Industrie	10,8	10,8
Commerce	10,8	10,8
Services	10,8	10,8
Transport	10,8	10,8
Énergie	10,8	10,8
Immobilier	10,8	10,8
Autres	10,8	10,8

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

2. IDEES
— PHILOSOPHIE : « Bertrand Russell, la sagesse, la politique et le reste », par J. Bourveresse.
3. ETRANGER
— L'épilogue de la prise d'otages de Nicosie.
4. EUROPE
— ALLEMAGNE FEDERALE : Bons esprits de la fin de l'ère d'après-guerre.
5. AFRIQUE
— TCHAD : un accord général de cessez-le-feu semblerait en vigueur.
6. PROCHE-ORIENT
— HONGKONG : les réfugiés chinois surveillent avec intérêt les changements d'orientation à Pékin.
- 8-14. POLITIQUE
— LA PREPARATION DES ELECTIONS LEGISLATIVES : EN ILE-DE-FRANCE (III). — YVELINES : la majorité et la gauche au coude-à-coude.
15. ADMINISTRATION
— Comment les politiques voient les fonctionnaires.
- 16-17. SOCIÉTÉ
— La lutte contre la drogue.
18. EDUCATION
— L'aide à l'enseignement privé.
19. JUSTICE
20. SPORTS
— RUGBY : la difficile victoire de la France sur l'Irlande.
- OMNISPORTS : Vichy, nouveau centre préolympique.

LE MONDE DE L'ECONOMIE
PAGES 21 à 24
— Le chiffre est-il un progrès ?
— La sécurité sociale et les projets de loi.
— Des entrepreneurs entrepreneurs.
— Le rapport Mende sur la réforme fiscale : la fiscalité en question, par J. Rivière.

25-26. CULTURE
— CINÉMA : Rossi, de Jean-Pierre Dutilleul.
— EN ILE-DE-FRANCE : quelle architecture pour le Paris ancien ? Un quartier de Sarcelles change de décor.

38 à 42. ECONOMIE
LIRE EGALEMENT
RADIO-TELEVISION (27)
Annonces classées (28 à 35) :
Annonces classées (36) : Carnet (37) :
Journal officiel (38) : Méthodologie (39) : Mots croisés (40) :
Bourse (41).

Le numéro du « Monde » daté 19-20 février 1978 a été tiré à 513 249 exemplaires.

VENTE ANNUELLE TISSUS D'AMEUBLEMENT
"LA DECORATION ACTUELLE"
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

REVISION FEVRIER
6 jours du 27/2 au 4/3
math, phys
de la 6^e en Terminale
MATH ASSISTANCE
Centre pédagogique privé
9^e SAINT-LAZARE - 01-37-17
15^e VAUGHAN - 01-31-13
20^e NATION - 01-39-35

A B C D E F G

LE MAUVAIS TEMPS

De nombreux villages sont privés d'électricité dans l'Est et en Normandie

La nouvelle vague de froid et les chutes de neige qui ont affecté durant le week-end la partie nord de la France, ont provoqué d'importantes difficultés sur les réseaux routier et ferré. L'aéroport de Nîmes - Charles-de-Gaulle a également été fermé au trafic, dimanche 19 février, jusqu'à 14 heures.

C'est cependant en Normandie que la situation est la plus préoccupante. Une centaine de communes du département de l'Eure, la quasi-totalité des communes rurales du Cotentin 48 villages de la région de Mortain (Manche) sont privés d'électricité. Le gel a provoqué la rupture de lignes de haute et basse tension. Plusieurs pylônes électriques ont été brisés et 229 transformateurs sont tombés en panne. Le réseau moyen tension est endommagé, nous signale notre correspondant à Caen. La pluie s'est immédiatement transformée en givre en tombant au sol, rendant impraticables les routes secondaires.

La neige a bloqué près de 300 voitures dimanche matin sur la RN 26, Rouen-Abbeville, près de Pourcramont (Seine-Maritime). Entre Le Havre et Fécamp, la route était recouverte par 1 mètre de neige. La circulation des trains a été interrompue sur les lignes Paris-Cherbourg, Paris-Granville et Rouen-Serquigny. Plusieurs trains ont été immobilisés pendant plusieurs heures en gare d'Yvetot. Les communications téléphoniques ont également été perturbées.

Dans la région parisienne, la circulation était également difficile, dimanche 19 février, et le verglas a provoqué dans la soirée plusieurs accidents. En Seine-et-Marne, des arbres se sont abattus sur les routes. Plusieurs lignes électriques ont été sectionnées par la chute de branches. Des communes de la région de Commeny ont été privées d'électricité.

Trois morts
Enfin, dans l'est de la France, le centre de plusieurs villes, Nancy, Metz, Colmar, est quasiment impraticable. Certains villages sont bloqués, des fermes isolées et des secteurs entiers privés d'électricité. A Montbéliard (Doubs), huit cents logements sont sans électricité et sans chauffage, et le toit d'un supermarché s'est effondré sous le poids du givre. L'autoroute Bourg-en-Bresse-La Cluse, dans le département de l'Ain, a défilé après avoir heurté une masse de rochers qui s'était abattue sur la voie. Il n'y a pas eu de blessés. La neige et le froid ont causé le mort de deux personnes : Mme Adeline Pitanze, âgée de vingt-six ans, qui a succombé au froid à 800 mètres de la commune où elle se rendait, à Saint-Victor-Le Coste (Gard), après avoir quitté sa voiture immobilisée par la neige ; dans la Seine-Maritime, à Pavilly, un homme âgé de soixante-dix-huit ans, sorti sur sa terrasse pour régler son système de télévision, a été foudroyé par le froid.

Le redoux a provoqué de nombreuses chutes de rochers et des

avalanches dans la région Rhône-Alpes. Près de Nyons (Drôme), un automobiliste, M. Max Boyer, âgé de vingt-trois ans, a été écrasé par une chute de pierres.

Ce lundi matin 20 février, dans la banlieue parisienne le service a dû être réduit de moitié sur le réseau de la gare Montparnasse, à cause notamment d'une rupture de caténaire à Viroflay. Des trains ont, d'autre part, été supprimés dans la banlieue nord.

Sur le réseau grandes lignes, on note trois points sensibles : entre Mulhouse et Belfort, entre Mantes-la-Jolie et Evreux sur la ligne de Cherbourg, et entre Dreux et Surdon, sur la ligne de Granville.

Quant au trafic aérien, il était normal sur les trois aéroports parisiens, le lundi matin 20 février. Les avions attendaient seulement une demi-heure de retard environ au décollage.

Le fichier d'adresses des grandes écoles utilisé par le R.P.R.

VALSE DES ÉTIQUETTES...

Plusieurs étudiants de grandes écoles se sont étonnés de recevoir, ces jours derniers, divers documents à leur domicile dans des enveloppes où leurs adresses, dactylographiées sur une étiquette autocollante, comportaient exactement les mêmes fautes. Ces courriers émanant, d'une part, de l'Association Gala des grandes écoles (1), et, d'autre part, d'un organisme intitulé Etape, 6, place du Palais Bourbon. Dans ce dernier envoi se trouvait une lettre de M. Jérôme Monod, secrétaire général du R.P.R., et une plaquette de ce moment portant le titre de la Démocratie du quotidien.

Faisant immédiatement le rapprochement, ces élèves ont alors soupçonné les organisateurs d'un gala des grandes écoles d'avoir vendu leurs adresses au R.P.R. M. Philippe Gilmont, le président de l'Association Gala des grandes écoles, dément formellement cette accusation. Les membres du R.P.R. mais explique que « pour éponger le déficit du premier gala (150 000 F), l'an dernier, l'association, en accord avec la plupart des bureaux d'élèves — a décidé de louer son fichier d'adresses ».

Le fichier, qui comprend quelque cent mille noms d'anciens élèves et environ dix mille noms de nouveaux élèves, a donc été loué à diverses publications (l'Espresso, le Point), à des éditeurs (Lafont, Larousse), à des annonceurs de produits de luxe, et aussi à deux sociétés de montage qui ont permis d'éponger l'essentiel du déficit enregistré au dernier. « Cette année, nous dit

M. Philippe Gilmont, ancien élève de l'Institut supérieur de gestion des étudiants, nous avons créé une société de conseil en animation, les recettes du gala s'ajoutent à peu près. Nous ne devrions plus avoir de trou à combler ».

Un service « animation » du R.P.R., on s'étonne du bruit fait autour de cette affaire. « Ces fichiers sont du domaine public. Tout le monde peut louer ces données », déclare M. Gilmont. « Il s'agit d'une histoire, qui nous fait sourire ».

La société Etape, qui se charge de la diffusion de certains documents du R.P.R., possède effectivement des bureaux dans un immeuble, la place du Palais Bourbon. Fondée il y a deux ans, ayant son siège social 15, avenue Victor-Hugo, cette société, dont le gérant est M. Jean Gallat, assure diverses prestations de service.

(1) Le Monde du 18 février.

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

CORSE-DU-SUD : Bonifacio (1^{er} tour).

Inscr. 1 891 ; vot. 1 637 ; suffr. expr. 1 632. Liste de la majorité, conduite par M. Xavier Scarpino, 851 voix, en moyenne 17 sièges ; liste d'union de la gauche, conduite par M. Michel Sorba, 785, 171 voix en moyenne.

Les élections de mars 1977 avaient été annulées par le Conseil d'Etat en raison de diverses irrégularités dans le déroulement du scrutin. Au premier tour de ces élections, la liste d'union de la gauche, conduite par M. Michel Sorba, P.S., avait obtenu 851 voix sur 1 637 inscrits. Le siège restant en ballottage était revenu au second tour au candidat de la majorité par 785 voix contre 856.

M. Sorba, qui avait été élu maire à l'issue de ce scrutin, ne se représentait pas à cette élection partielle.

LE CARDINAL MARTY EXPLIQUE SON REFUS D'AUTORISER UNE MESSE POUR LE LIBÉRATEUR DE L'ARGENTINE

A la suite des protestations suscitées en Argentine par le refus du cardinal Marty d'autoriser la célébration d'une messe pour le bicentenaire de la naissance du libérateur José de San Martín (Le Monde du 18 février), le bureau de presse de l'archevêché de Paris a publié un communiqué dont voici l'essentiel :

« Après en avoir délibéré avec son conseil, le cardinal Marty a estimé tout d'abord inopportuniste la célébration d'une messe pour le bicentenaire de la naissance du libérateur José de San Martín (Le Monde du 18 février), le bureau de presse de l'archevêché de Paris a publié un communiqué dont voici l'essentiel :

« C'est de nos mêmes autorités que des familles françaises, comme bien d'autres d'ailleurs, attendent aujourd'hui des explications sur le sort de leurs disparus et l'adoption de mesures d'humanité indispensables ».

John McAndrew, fondateur de la Save Venice Inc., l'une des plus importantes organisations américaines pour la sauvegarde de Venise, est mort dimanche soir d'une crise cardiaque dans la cité des doges.

En Israël

Le gouvernement examine à nouveau le problème des implantations dans les territoires occupés

M. Alfred Ahtonen, secrétaire d'Etat adjoint américain, était attendu, ce lundi 20 février, à Jérusalem, où le gouvernement israélien tient un conseil extraordinaire pour étudier à nouveau l'ensemble du problème des implantations dans les territoires occupés.

Cette séance a lieu à l'initiative du ministre de la défense, le général Ezer Weizman, qui a demandé que la question soit réexaminée à fond avant son départ pour les Etats-Unis, prévu pour la première semaine de mars, et avant celui de M. Begin, qui doit se rendre à Washington à la mi-mars. Selon les commentateurs politiques israéliens, on s'attend que la question comme lieu à une véritable confrontation, essentiellement entre le ministre de la défense et le ministre de l'Agriculture, M. Ariel Sharon, président de la commission d'implantation.

Le général Weizman estime, en effet, selon Yediot Aharonoth, qu'il ne faut pas perdre l'occasion historique de faire la paix qui se présente maintenant, et qu'il faut de ce fait geler toute activité susceptible de nuire aux négociations.

Par ailleurs, le cabinet examine, au cours de la même séance, un projet de création de quatre nouveaux points d'implantation que vient de proposer le professeur Raanan Weiss, directeur du département de l'implantation de l'Organisation sioniste mondiale.

Le premier ministre israélien, M. Begin, a formulé, dans une déclaration à la chaîne de télévision N.B.C., le souhait que les négociations avec l'Egypte se poursuivent « sans que les deux parties se lancent l'une à l'autre des ultimatums ». Il a regretté les déclarations américaines sur les implantations israéliennes du Sinaï et de la rive occidentale du Jourdain et affirmé :

« Nous avons donné au président Sadate une leçon de psychologie. Nous lui avons expliqué l'histoire du peuple juif à travers trois mille ans de débâcle et de persécution pour lui dire que les Juifs ont raison d'être méfiant et que l'Egypte doit savoir se montrer patiente et s'abstenir de toute négociation abusive ».

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, sur « l'aide militaire » israélienne à l'Ethiopie.

Selon la presse, c'est le colonel Mengistu lui-même qui aurait fait connaître sa décision aux Israéliens, invoquant les pressions qui s'exercent sur lui à la suite de ces révélations.

Selon Haaretz et Yediot Aharonoth, il s'agit essentiellement de pressions soviétiques, alors que M. Dayan évoque, en outre, des pressions libyennes.

Le Jerusalem Post croit savoir que le premier ministre, M. Menahem Begin, a déclaré au cours de la dernière réunion à huis clos de la commission des affaires étrangères et de sécurité de la Knesset que les révélations de M. Dayan étaient « une erreur humaine compréhensible et excusable ».

« Comment pourrions-nous démanteler des villes et des villages pour relâcher de cette région un désert ? »

● A JERUSALEM une bombe dissimulée sur le campus de l'université hébraïque a explosé, dimanche matin, tuant une personne et en blessant dix autres, dont une gravement. L'attentat a été revendiqué, dimanche soir, par la résistance palestinienne dans un communiqué publié à Beyrouth par l'agence Wafa.

● AU CAIRE, le président Sadate, dans une interview publiée samedi par l'hebdomadaire Octobre, a déclaré « comprendre l'effroi suscité en Israël par la vente d'avions de combat américains à l'Egypte ». (...) « Israël veut être l'Etat le plus fort de la région et demeurer une source d'insécurité au Proche-Orient ». Le chef de l'Etat égyptien a toutefois ajouté que ces craintes d'Israël n'étaient pas fondées, car les avions F-5 prévus pour l'Egypte étaient des appareils « de dixième catégorie ».

Selon M. Sadate, c'est le « contact » entre l'Egypte et les Etats-Unis qui aurait vraiment effrayé Israël.

● A MIAMI, M. Andrew Young, représentant des Etats-Unis à l'ONU, a déclaré, samedi, que la possibilité d'un coup d'Etat militaire au Caïre avait été l'un des facteurs qui avaient conduit le président Carter à prendre la décision de vendre des chasseurs F-5 à l'Egypte. (A.F.P., A.P., Reuters, U.P.I.)

● Après l'entrevue, le lundi 13 février, à Paris, entre le président Sadate et une délégation de personnalités juives européennes comprenant notamment MM. Nahum Goldmann, ancien président du Congrès juif mondial, et Edmond de Rothschild (Le Monde du 15 février), M. Goldmann a déclaré, selon l'hebdomadaire Tribune juive daté du 22 février : « Nous avons donné au président Sadate une leçon de psychologie. Nous lui avons expliqué l'histoire du peuple juif à travers trois mille ans de débâcle et de persécution pour lui dire que les Juifs ont raison d'être méfiant et que l'Egypte doit savoir se montrer patiente et s'abstenir de toute négociation abusive ».

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, sur « l'aide militaire » israélienne à l'Ethiopie.

Selon la presse, c'est le colonel Mengistu lui-même qui aurait fait connaître sa décision aux Israéliens, invoquant les pressions qui s'exercent sur lui à la suite de ces révélations.

Selon Haaretz et Yediot Aharonoth, il s'agit essentiellement de pressions soviétiques, alors que M. Dayan évoque, en outre, des pressions libyennes.

Le Jerusalem Post croit savoir que le premier ministre, M. Menahem Begin, a déclaré au cours de la dernière réunion à huis clos de la commission des affaires étrangères et de sécurité de la Knesset que les révélations de M. Dayan étaient « une erreur humaine compréhensible et excusable ».

Le ministre israélien des affaires étrangères, M. Moshe Dayan, sur « l'aide militaire » israélienne à l'Ethiopie.

Selon la presse, c'est le colonel Mengistu lui-même qui aurait fait connaître sa décision aux Israéliens, invoquant les pressions qui s'exercent sur lui à la suite de ces révélations.

Selon Haaretz et Yediot Aharonoth, il s'agit essentiellement de pressions soviétiques, alors que M. Dayan évoque, en outre, des pressions libyennes.

Le Jerusalem Post croit savoir que le premier ministre, M. Menahem Begin, a déclaré au cours de la dernière réunion à huis clos de la commission des affaires étrangères et de sécurité de la Knesset que les révélations de M. Dayan étaient « une erreur humaine compréhensible et excusable ».

la contre-offensive éthiopienne aurait repris dans l'Ogaden

LIRE PAGE 1

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?

la conférence de Belgrade en échec ?